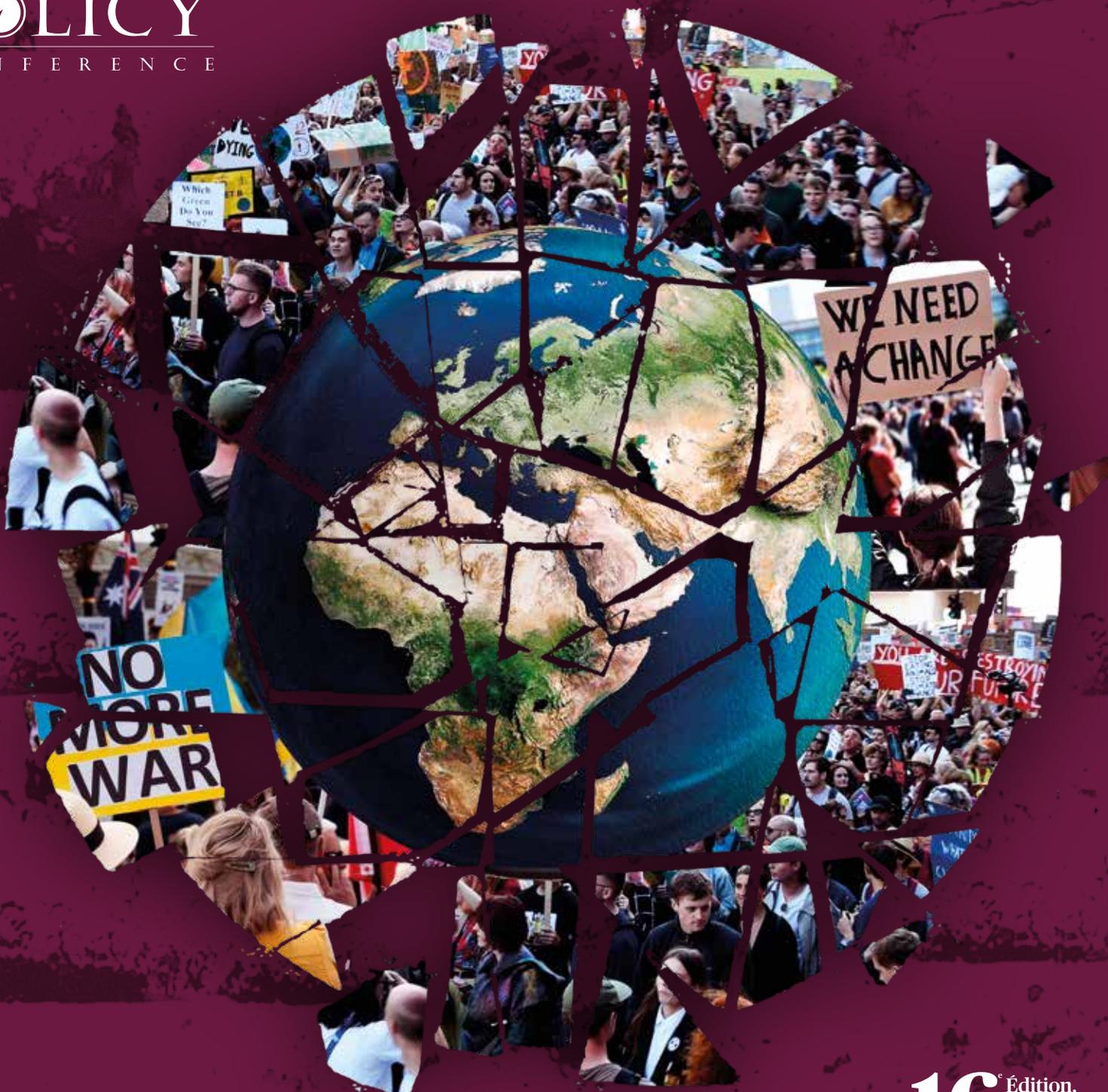


WORLD
POLICY
CONFERENCE



16 Edition,
3-5 nov. 2023
Abou Dabi, EAU

www.worldpolicyconference.com



WORLD POLICY CONFERENCE

SEIZIÈME ÉDITION
3-5 NOVEMBRE 2023
A B O U D A B I
ÉMIRATS ARABES UNIS



WORLD
POLICY
CONFERENCE

SOMMAIRE

PRÉFACE	PAGE 03
PROGRAMME	PAGE 04
OUVERTURE	PAGE 07
SESSIONS PLÉNIÈRES	PAGE 13
ATELIERS PARALLÈLES	PAGE 89
DÉJEUNERS ET DÎNERS DÉBATS	PAGE 109
NETWORKING	PAGE 113
CHIFFRES CLÉS	PAGE 124
INVITÉS	PAGE 125
DISCOURS D'OUVERTURE	PAGE 137
PRESSE & WPC TV	PAGE 141
PARTENAIRES ET ORGANISATION	PAGE 147

Préface



J'ai le plaisir de vous présenter le rapport de la 16^e édition de la WPC à Abou Dabi du 3 au 5 novembre 2023, rapport réalisé par Song-nim Kwon, directrice exécutive de la WPC. Notre conférence a donc eu lieu moins d'un mois après le commencement de la nouvelle guerre au Proche-Orient à la suite de l'atroce agression d'Israël par le Hamas.

Année après année, le système international semble s'éloigner de l'idéal d'une gouvernance mondiale propre à assurer la paix et la prospérité dans un cadre permettant aussi de cheminer vers davantage de justice. Cette nouvelle guerre a surgi alors que la guerre d'Ukraine continue de s'enfoncer dans la longue durée. Pour autant, ainsi que je l'ai dit dans mon discours introductif que l'on pourra lire ci-après, la WPC ne renonce pas à son ambition de promouvoir l'idée d'un monde « raisonnablement ouvert » et permettant aux puissances moyennes de défendre leur conception du monde et leurs intérêts sans se laisser écraser par le jeu des grandes puissances. Cela n'a rien d'évident, car certaines puissances moyennes peuvent être tentées d'exploiter la conjoncture à leur profit, tandis que d'autres risquent d'être des victimes directes ou collatérales des crises qui déchirent actuellement la planète et de celles qui pourraient advenir par exemple en Asie de l'Est.

Nous voulons également croire que les extraordinaires développements technologiques en cours sont davantage des chances que des risques, par exemple dans l'ordre du climat et de la santé, pour la préservation d'un minimum d'ordre international sans lequel la perspective d'une troisième guerre mondiale deviendrait de plus en plus sérieuse. Dans cet esprit, les questions de coopération autour des enjeux économiques et technologiques sont appelées à prendre une place croissante dans notre conférence. Il en va de même pour d'autres sujets de société aussi importants que la coexistence pacifique des religions. La session de la 16^e WPC sur ce dernier sujet a suscité beaucoup d'intérêt et même d'émotion parmi nos membres.

Certes, aucun individu, aucune organisation ne peuvent prétendre peser suffisamment pour changer le cours des choses. Mais nous n'en sommes pas moins tous responsables, et devons tous entretenir la flamme de l'espérance.

Thierry de Montbrial
Fondateur et président
de l'Ifri et de la WPC
3 mars 2024



Vendredi 3 novembre

08:00 – 09:00

Ouverture

Noura Al Kaabi, Ministre d'État des Émirats arabes unis

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Message d'**Emmanuel Macron**, président de la République française,

Lu par **Laurence Boone**, secrétaire d'État chargée des Affaires européennes

09:00 – 10:00

Session plénière 1: Les principaux problèmes de l'économie mondiale à moyen terme dans un contexte géopolitique adverse

Président:

Jean-Claude Trichet, président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Intervenants:

Gabriel Felbermayr, directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO), ancien président du Kiel Institute for the World Economy (IfW)

Sébastien Jean, associé principal à l'Ifri, professeur d'économie du CNAM

John Lipsky, Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins

Marcus Noland, vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics

10:00 – 11:30

Session plénière 2: Un nouvel ordre économique mondial est-il concevable dans l'avenir prévisible?

Président:

Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Intervenants:

Aminata Touré, ancien Premier ministre du Sénégal

Qiao Yide, vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

Lee Hye-min, conseiller principal de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20 pour la Corée, ancien ambassadeur de Corée pour les Affaires économiques internationales

Pierre Jacquet, professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Économistes

Vladislav Inozemtsev, directeur du Centre d'études postindustrielles de Moscou, conseiller spécial pour le Russia Media Studies Project du Middle East Media Research Institute à Washington, DC.

Yann Coatanlem, directeur général de DataCore Innovations LLC, président du Club Praxis

11:30 – 12:00

Session plénière 3:

Conversation avec **Leung Chun-ying**, vice-président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, ancien chef de l'exécutif de la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong

12:00 – 13:00

Déjeuner

13:00 – 14:15

Session plénière 4: Géopolitique et commerce mondial: que peut-on faire dès maintenant?

Président:

Nikolaus Lang, directeur général et associé principal, Global Leader for the Global Advantage Practice Area de Boston Consulting Group

Intervenants:

Nicolas Terraz, directeur général Exploration-Production et membre du Comité exécutif de TotalEnergies

Penelope Naas, Non-Resident Senior Fellow du Conseil atlantique, ancienne présidente des affaires publiques internationales et du développement durable chez UPS

Bark Tae-ho, président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de Corée

Jay Truesdale, directeur général de Veracity Worldwide

14:15 – 15:00

Session plénière 5: Changement climatique: existe-t-il encore une volonté commune?

Président:

Ali Aslan, présentateur TV et journaliste international

Intervenants:

Mariam Al Mheiri, ministre du Changement climatique et de l'Environnement des Émirats arabes unis

Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel français, président de la COP 21, ancien Premier ministre français

15:00 – 15:30

Session plénière 6:

Conversation avec **Dmytro Kuleba**, ministre des Affaires étrangères d'Ukraine

15:30 – 16:15

Session plénière 7: La reconfiguration du système international: perspectives à court et long termes dans la région eurasienne

Président:

Tatiana Kastouéva-Jean, chercheuse et directrice du Centre Russie/Eurasie de l'Ifri

Intervenants:

Roman Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan

Vahan Kostanyan, vice-ministre des Affaires étrangères d'Arménie

16:15 – 17:30

Session plénière 8: 2024: une année électorale critique

Président:

Virginie Robert, chef du service international des Échos, vice-présidente du European-American Press Club

Intervenants:

Isabelle Lasserre, correspondante diplomatique pour *Le Figaro*

Jean-Claude Gruffat, membre du Leadership Council de United Way Worldwide, membre du conseil d'administration d'Atlas Network, directeur général de Weild and Co LLC New York

Hiroyuki Akita, chroniqueur pour *Nikkei*, Japon

Igor Yurgens, président de l'Institut du Développement contemporain de Moscou

17:30 – 18:45

Session plénière 9: La sécurité alimentaire dans un contexte de turbulence politique

Président:

Jean-Michel Severino, président d'Investisseurs & Partenaires

Intervenants:

Máximo Torero Cullen, économiste en chef de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sous-directeur général chargé du département du développement économique et social de la FAO

Sam Okwulehie, PDG de LATC

Kamel Abdallah, directeur général de Canal Sugar

Park Yong-joo, directeur du marketing et responsable des opérations commerciales monde chez PlanTFarm

19:00

Dîner-débat avec **Kevin Rudd**, ambassadeur d'Australie aux États-Unis, ancien président de l'Asia Society Policy Institute, ancien Premier ministre d'Australie

Samedi 4 novembre

08:30 – 09:45

Session plénière 10: Intelligence Artificielle: opportunités et dépendances

Président:

Patrick Nicolet, directeur général de Linebreak SA, ancien directeur des technologies de Capgemini

Intervenants:

Daniel Andler, professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, philosophe

Kazuto Suzuki, directeur de l'Institut de géoéconomie à l'International House of Japan, professeur à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo

Ameena Al Sumaiti, professeure associée en ingénierie électrique et en sciences de l'informatique à l'Université de Khalifa d'Abou Dabi

Tobby Simon, fondateur et président de Synergia

François Barrault, fondateur et président de FDB Partners, président de l'IDATE DigiWorld

09:45 – 10:45

Session plénière 11: Semi-conducteurs et tendances géopolitiques: une opportunité de renforcer les relations

Président:

Paul Boudre, partenaire chez Silian, ancien directeur général de Soitec

Intervenants:

Handel Jones, fondateur et directeur général d'International Business Strategies (IBS)

Max Masood Mirgoli, vice-président exécutif des partenariats stratégiques mondiaux chez IMEC

Helmut Gassel, ancien administrateur chez Infineon

10:45 – 12:00

Session plénière 12: Leaders innovants: Comment le crédit carbone contribue-t-il à la Zéro émission nette?

Président:

Lucia Sinapi-Thomas, directrice exécutive de Capgemini Ventures

Intervenants:

Annette Nazareth, présidente du conseil d'Integrity Council for the Voluntary Carbon Credits (ICVCM)

Matt Atwood, fondateur et directeur général d'Aircapture

Kristinn Ingi Lárusson, directeur du business development et de la commercialisation de Carbfix

Sam Gill, co-fondateur et président de Sylvera

Maryam Al Mansoori, directrice générale de Rebound

12:15 – 13:30

Déjeuner

13:30 – 14:45

Session plénière 13: L'Occident après la guerre d'Ukraine

Président:

Terry Martin, journaliste, présentateur de journal télévisé

Intervenants:

Tsakhiagiyin Elbegdorj, ancien président de la Mongolie

Bogdan Klích, sénateur au Parlement polonais, président de la commission des Affaires étrangères et européennes au Sénat polonais

Zaki Laïdi, conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la Commission SEAE

Norbert Röttgen, membre du Deutscher Bundestag et membre de la commission des Affaires étrangères



Atelier 2: Énergie, climat et technologie

Président:

Olivier Appert, président de France Brevets, conseiller scientifique du Centre Énergie et Climat de l'Ifri, ancien président du Conseil français de l'énergie

Intervenants:

Nicolas Terraz, directeur général Exploration-Production et membre du Comité Exécutif de TotalEnergies

Jean Abiteboul, président du GIGNL (Groupement international des importateurs de gaz naturel liquéfié), administrateur indépendant de Tellurian, Inc. (AMEX:TELL), fondateur et PDG de JA Energy Consulting

Narendra Taneja, président de l'Independent Energy Policy Institute de New Delhi

Igor Yurgens, président de l'Institut du Développement contemporain de Moscou

Xavier Ploquin, directeur d'investissement et directeur de cabinet du PDG de Meridiam

Valérie Ducrot, directrice exécutive du Global Gas Centre

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Atelier 3: Problématiques économiques et sociales au Moyen-Orient

Président:

Abdulrahman A. Al Hamidy, directeur général et président du conseil d'administration du Fonds monétaire arabe

Intervenants:

Mona Makram Ebeid, sénatrice égyptienne, conseillère du haut représentant des Nations unies pour l'Alliance des civilisations, ancienne députée

Abdulrahman Al Neyadi, directeur de la planification des politiques au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis

Raed Charafeddine, banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

Ernesto Damiani, professeur dans le département d'ingénierie électrique et sciences de l'informatique à l'Université de Khalifa d'Abou Dabi, directeur du Centre pour les systèmes cyber-physiques

François Gouyette, ancien ambassadeur de France aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite

Memduh Karakullukçu, membre fondateur du conseil exécutif du Global Relations Forum, partenaire fondateur de Kanunum, président de Kroton Consulting

Kamel Abdallah, directeur général de Canal Sugar

19:30

Cocktail

20:00

Dîner de gala

Dimanche 5 novembre

09:00 – 10:00

Rapports des ateliers parallèles

10:00 – 11:00

Session plénière 16: En quête d'espérance pour un monde meilleur

Président:

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Intervenants:

S.S. Bartholomée Ier, Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche œcuménique

Mohamed Abdelsalam, secrétaire général du Conseil musulman des Anciens

Haim Korsia, Grand Rabbin de France

11:00 – 12:30

Session plénière 17: Sommes-nous prêts pour la prochaine pandémie?

Président:

Michel Kazatchkine, conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe

Intervenants:

Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale à l'Université de Genève, directeur de l'École suisse de santé publique (SSPH+)

Els Torrele, Visiting Policy Fellow au UCL Institute for Innovation & Public Purpose de Londres

Maha Barakat, ministre adjointe de la Santé et des Sciences de la vie au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis

Haruka Sakamoto, médecin traitant et Senior Fellow à la Tokyo Foundation for Policy Research

Jacques Biot, administrateur de sociétés et consultant senior dans les domaines de la transformation numérique et de l'intelligence artificielle, ancien membre du Comité exécutif de Roussel-Uclaf et de Pasteur Mérieux Sérums et vaccins

12:30 – 13:30

Déjeuner

13:30 – 14:45

Session plénière 18: Sécuriser les matières premières critiques pour une transition technologique propre

Président:

Friedbert Pflüger, directeur du European Cluster for Climate, Energy and Resource Security (EUCERS) à l'Université de Bonn, associé fondateur de Strategic Minds Company GmbH

Intervenants:

Philippe Chalmin, fondateur du Cercle Cyclope, professeur émérite à Paris-Dauphine

Jonathan Cordero, Responsable du développement de l'entreprise chez Eurasian Resources Group (ERG)

Christophe Poinssot, directeur général délégué et directeur scientifique du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

Nicolas Piau, co-fondateur et président de Tilt Capital

14:45 – 16:15

Session plénière 19: Moyen-Orient: perspectives dans les prochains mois

Président:

Terry Martin, journaliste, présentateur de journal télévisé

Intervenants:

Nabil Fahmy, doyen émérite à l'Université américaine du Caire, ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte

Dorothee Schmid, responsable du programme Turquie/Moyen-Orient à l'Ifri

Itamar Rabinovich, vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) à Tel Aviv, Distinguished Fellow à la Brookings Institution

Volker Perthes, sous-secrétaire général et chef de l'examen stratégique indépendant de la MANUI (Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak)

Renaud Girard, grand reporter et chroniqueur international du *Figaro*

Mohammed Baharoon, directeur général du Dubai Public Policy Research Center (b'huth)

16:15 – 18:00

Session plénière 20: Où va l'Afrique?

Président:

Amir Ben Yahmed, directeur général de Jeune Afrique Media Group, président du Africa CEO Forum

Intervenants:

Lionel Zinsou, ancien Premier ministre du Bénin, président de SouthBridge

Bertrand Badré, associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Général Francis A. Béhanzin, président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Jean-Michel Severino, président d'Investisseurs & Partenaires

Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

18:00

Clôture




WORLD
POLICY
CONFERENCE

16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi

Noura Al Kaabi

Ministre d'État des Émirats arabes unis



“ Avant de commencer, nous devons reconnaître les événements dévastateurs qui se déroulent dans notre région. Alors que la guerre fait rage à Gaza, nous adressons nos plus sincères condoléances pour les pertes en vies humaines civiles, et nos pensées vont à ceux qui ont perdu des êtres chers à cause de ce conflit. Tragiquement, les pertes en vies humaines civiles à Gaza se poursuivent encore aujourd'hui. Les dommages continus infligés à la population ont provoqué une catastrophe humanitaire qui se déroule sous nos yeux en temps réel. Nous travaillons sans relâche pour parvenir à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et total, afin de pouvoir acheminer l'aide vitale vers la bande de Gaza. Tout doit être mis en œuvre pour protéger les civils et mettre immédiatement fin à ce conflit, dont nous sommes les témoins et qui résulte de l'incapacité, depuis des décennies, à avancer vers un horizon politique qui mette fin à l'occupation et apporte la paix tant aux Palestiniens qu'aux Israéliens. Alors que nous poursuivons nos efforts pour mettre fin à cette guerre, nous ne pouvons ignorer le contexte général et la nécessité de faire baisser la température régionale qui approche du point d'ébullition. Le risque de débordement régional et d'escalade est réel, de même que le risque que des groupes extrémistes profitent de la situation pour promouvoir des idéologies qui nous enfermeront dans des cycles de violence.

*Version intégrale page 136

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



“ La troisième idée à l'origine de la WPC est celle de puissance moyenne. En créant cette conférence, j'ai précisé d'emblée qu'elle ne serait pas d'esprit « occidental » dans le sens des alliances scellées après la Seconde Guerre mondiale autour des Etats-Unis, ou même du point de vue des cultures ou des civilisations. Je ne vois aucune contradiction, au contraire, entre le nécessaire attachement pour la culture ou la civilisation à laquelle on se rattache en tant que citoyen, et le respect que l'on doit manifester pour les autres. De ce point de vue, je m'inquiète lorsque j'entends le président des Etats-Unis situer son pays comme le leader naturel des « démocraties » contre les « autocraties », puisqu'il ne précise ni ce qu'est « vraiment » une démocratie, ni ce qu'est « vraiment » une autocratie. Comme dans son regard cette ambiguïté ne s'applique manifestement pas à la Chine, pareille posture compromet tout progrès d'ampleur dans le domaine des biens communs, comme la lutte contre le réchauffement climatique ou contre les pandémies. La WPC se refuse à toute taxonomie politique simpliste et son point de vue ne s'aligne pas sur celui des plus grandes puissances, quelles qu'elles soient. Elle entend privilégier la voix des « puissances moyennes », c'est-à-dire des États qui, sans être nécessairement doté de ressources importantes, sont néanmoins résolus à en consacrer une partie pour contribuer positivement à la gouvernance globale.

*Version intégrale page 137

Message d'Emmanuel Macron

Président de la République française



“ Mon message pour l'ouverture de cette conférence est très simple : nous vivons une période de prolifération des crises. La guerre revient sur le sol européen, elle revient au Moyen-Orient, le Sahel est plus que jamais menacé par le terrorisme. Et sur le plan économique, le choc de la pandémie a créé les conditions d'un retour en arrière majeur dans l'histoire de la mondialisation. Et pourtant, nous n'avons d'autres choix que de coopérer. Soyons clairs : cet impératif n'est pas tant un impératif moral qu'un impératif existentiel. Car qui peut encore dire, aujourd'hui, que le changement climatique n'est pas une menace sur notre sécurité collective ? Qui peut encore dire, à l'âge de l'intelligence artificielle générative, que l'émergence et la dissémination de nouvelles technologies par-delà les frontières n'est pas l'affaire de tous ? Enfin, qui peut croire que l'extrême pauvreté et les inégalités qui s'accroissent dans le monde ne créeront pas les conditions des conflits de demain ? Pour toutes ces raisons, la polarisation du monde n'est pas une option. Mais soyons lucides, c'est l'immobilisme qui fait le jeu de ceux qui souhaitent voir le monde se fracturer. Nous devons inventer une nouvelle gouvernance globale. Et vous avez un rôle à jouer, car le monde a besoin d'idées nouvelles. Les institutions internationales doivent être repensées. Le conseil de sécurité des Nations Unies s'impuissante, car il n'a pas donné de voix à ceux qui pourraient, par leur poids, participer à la sauvegarde de la sécurité collective.

*Version intégrale page 138





16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi

Les principaux problèmes de l'économie mondiale à moyen terme dans un contexte géopolitique adverse



PRÉSIDENT:

Jean-Claude Trichet

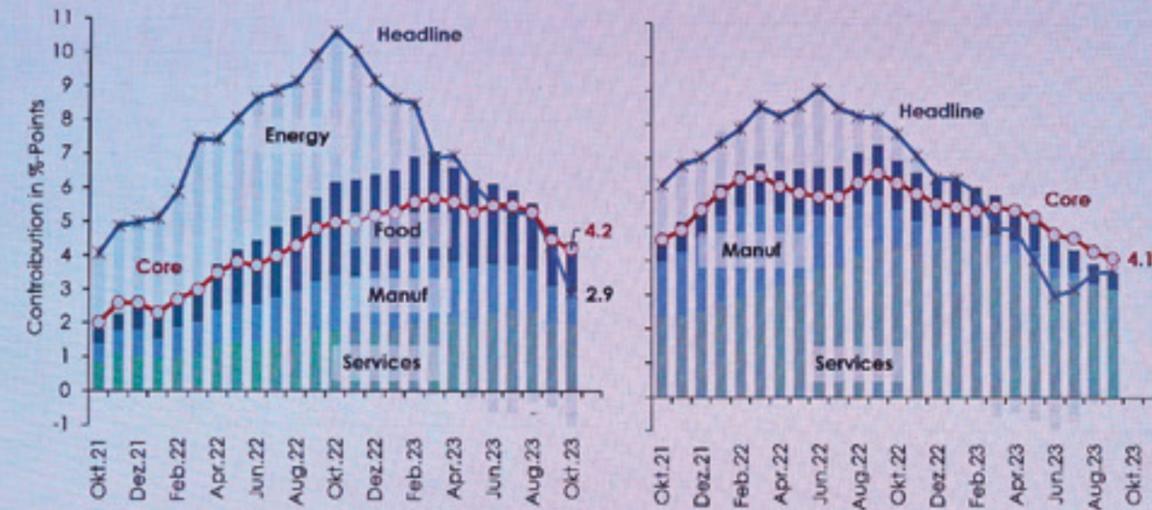
Président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Gabriel Felbermayr

Directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO), ancien président du Kiel Institute for the World Economy (IfW)

Inflation in the US and €-Zone: Job not yet done

Yearly inflation rates, in %



Q: Eurostat, Macrobond, WIFO-calculations.

FELBERMAYR | Major Midterm Issues

WIFO



Je voudrais simplement souligner que la technologie est une force motrice majeure, et nous vivons quelque chose de particulièrement frappant avec l'émergence de l'intelligence artificielle. Ce n'est qu'un début: la science et la technologie progressent à une vitesse fulgurante. Permettez-moi également de mettre l'accent sur le changement climatique et la transition écologique. Nous sommes à bord d'un seul et même vaisseau spatial: la planète Terre. Nous reconnaissons qu'il nous incombe à tous, sans exception, de prendre soin de la Terre, et s'il est un domaine qui exige une coopération absolue entre tous les pays, c'est bien celui-là. Nous devons prendre soin de ce vaisseau spatial dans lequel nous vivons. Un autre point à souligner a trait au commerce mondial: la situation actuelle du commerce mondial et la sécurisation de la chaîne de valeur mondiale. Le changement d'attitude est ici très frappant, avec de nombreuses conséquences contre-productives, tant en termes de croissance mondiale que d'inflation, si nous n'optimisons pas la chaîne de valeur mondiale comme nous l'avons fait par le passé. Sans oublier, bien sûr, la lutte contre les inégalités. Cette lutte est omniprésente dans tous les pays, dans les économies avancées comme dans les économies émergentes. Une dernière remarque concernant l'inflation, qui est l'un des grands défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui: je suis raisonnablement confiant dans le fait que les banques centrales reprendront le contrôle le moment venu. D'ici 2025, nous aurons probablement une inflation sous-jacente d'environ 2% à moyen terme, afin d'éviter une dépendance excessive liée à la volatilité des prix.

La zone euro est en panne de croissance. Le troisième trimestre vient de s'achever et la zone euro est au bord de la récession. Les États-Unis nous surprennent avec des taux de croissance relativement élevés en glissement trimestriel au troisième trimestre 2023. Les taux de croissance analysés s'établissent à près de 5%. C'est considérable. En ces temps où nous devons refroidir nos économies pour enrayer l'inflation, cette situation semble à la fois dangereuse et insoutenable. La Chine, moteur de la croissance pendant tant d'années, affiche aujourd'hui une croissance irrégulière qui n'est pas sans rappeler l'expérience américaine. La situation du Royaume-Uni ressemble fortement à celle de la zone euro. La croissance mondiale se situe à environ 3% pour 2023 et 2024, ce qui représente un net ralentissement. Compte tenu des récents chocs systémiques, ce n'est pas une surprise. Au-delà des disparités entre les États-Unis, la Chine et l'Europe, il convient de souligner l'absence relative d'effondrement. Nous devons nous réjouir ici de cette résilience. La récession, si elle touche la zone euro, sera modérée. Nous ne sommes pas face à une catastrophe imminente. Pour 2024, nous prévoyons des améliorations dans la zone euro et au Royaume-Uni, un recul aux États-Unis et une faible progression en Chine. L'inflation constitue la principale préoccupation des économistes depuis deux ans. La bonne nouvelle est que l'inflation globale diminue à la fois dans la zone euro et aux États-Unis. [...] Je voudrais également attirer l'attention sur l'élargissement du groupe des BRICS à six nouveaux membres. Cet élargissement loin d'être anodin semble susciter peu d'intérêt. Il a pourtant des répercussions sur le système financier mondial, car le groupe des BRICS dispose de sa propre banque et met en place des systèmes monétaires plus autonomes. En termes de chiffres, la part des BRICS+6 dans le PIB mondial ne change pas de manière significative, mais cet élargissement a pour effet d'intégrer dans les BRICS des pays qui se trouvaient jusqu'ici en dehors du cercle restreint de prise de décision politique, tels que l'Iran. Il s'agit selon moi d'une remise en cause de l'ordre mondial tel que nous le connaissons.



Les principaux problèmes de l'économie mondiale à moyen terme dans un contexte géopolitique adverse



Sébastien Jean

Associé principal à l'Ifrl, professeur d'économie du CNAM



John Lipsky

Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins



Marcus Noland

Vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics

Nous devons donc vivre dans un cadre d'interdépendances économiques et financières. Compte tenu du contexte géopolitique tendu et des interdépendances économiques, la tentation est grande de tirer parti des interdépendances à des fins politiques : en d'autres termes, de les instrumentaliser. L'instrumentalisation des interdépendances est aujourd'hui une tendance forte. Cet objectif est toutefois difficile à atteindre. Les échanges économiques et financiers sont définis selon un principe de bénéfice mutuel, en d'autres termes ils se justifient car ils sont bénéfiques pour les deux parties. Cela signifie qu'il est très difficile pour l'une des parties de s'en servir comme d'une arme. Cela n'est possible que lorsque la relation est fortement asymétrique. Je pense que c'est la raison pour laquelle, dans les exemples récents d'instrumentalisation des interdépendances économiques, nous observons la prédominance de la finance, de l'information et de la connaissance. Cela tient au fait qu'il s'agit d'activités interdépendantes reposant sur des réseaux concentrés. Citons, à titre d'exemple, le système monétaire et le rôle du dollar, les transactions bancaires internationales et le rôle du système SWIFT, l'information avec les réseaux sociaux, ou encore les semi-conducteurs de haute technologie avec les droits de propriété intellectuelle. Dans chacun de ces cas, vous avez des réseaux complexes avec plusieurs goulets d'étranglement qui jouent un rôle central et dont beaucoup ont été récemment exploités. Un article récent a qualifié cette situation de « géofinance », car elle est marquée par une politisation croissante des flux d'information et financiers. Ce concept se distingue quelque peu de ce que nous appelions la « rivalité géoéconomique » dans les années 1990 ou 2000, laquelle avait principalement pour cadre les institutions multilatérales. Cette rivalité et cette instrumentalisation sont bien souvent contraires aux engagements internationaux.

Selon le dernier rapport du FMI « Perspectives de l'économie mondiale », la croissance mondiale ralentit et devrait rester médiocre pendant au moins les cinq prochaines années, tandis que l'inflation ne devrait pas retrouver son niveau d'avant la pandémie d'ici 2025. Dans ce contexte, l'évolution réelle de l'inflation influera fortement sur les perspectives. Un lent recul de l'inflation confirmerait l'annonce des banques centrales concernant des taux « durablement plus élevés ». Par ailleurs, des taux d'intérêt durablement élevés susciteraient des préoccupations quant à la stabilité financière, compte tenu des pertes potentielles sur les titres détenus par les institutions financières. Un deuxième défi est la hausse continue de la dette publique. Là encore, les perspectives d'inflation seront cruciales, car des taux d'intérêt durablement élevés exacerberont les pressions exercées par le fardeau de la dette, aggravant les tensions budgétaires. Le commerce international constitue un troisième défi. Depuis la crise financière mondiale, la croissance du commerce mondial est inférieure à celle du PIB mondial, inversant ainsi une tendance vieille de soixante ans. La combinaison de sanctions, l'adoption de nouvelles politiques industrielles et les préoccupations post-pandémie liées à la sécurité des chaînes d'approvisionnement ont freiné l'ouverture commerciale. Sauf renversement de ces tendances - et à ce stade, rien ne permet de l'espérer -, le ralentissement de la croissance du commerce mondial entravera la croissance du PIB mondial. Autre facteur de ralentissement de la croissance mondiale : la probabilité d'une faiblesse durable de l'expansion économique de la Chine. Ces défis mettront à l'épreuve la capacité des dirigeants du G20 et des institutions financières internationales à gérer avec succès la situation actuelle. Par ailleurs, il existe un large consensus quant à la nécessité de porter une plus grande attention aux biens publics mondiaux - en s'attaquant au changement climatique, à la dégradation de l'environnement, aux pandémies et à la sécurité alimentaire. Renforcer la capacité du système actuel d'institutions internationales et d'organisations multilatérales à répondre à ces exigences est un défi que nous allons devoir relever au cours des prochaines années.

En ce qui a trait au changement climatique, je voudrais vous parler plus précisément des véhicules électriques, car c'est dans ce domaine que se situe aujourd'hui l'essentiel des mesures commerciales. La législation américaine crée des incitations à la consommation, met en place des infrastructures de recharge et encourage la production nationale. Il s'agit d'une approche fondée sur une forte préférence nationale, qui est d'ailleurs source de problèmes avec nos partenaires. Il convient de garder à l'esprit que l'IRA compte 1 000 pages. Le Congrès ne connaissait donc pas chaque détail du texte qu'il votait lorsqu'il l'a adopté. D'ailleurs, l'IRA a toutes sortes de conséquences inattendues. Ainsi, les mesures d'incitation à la consommation s'appliquent aux véhicules fabriqués aux États-Unis, mais pas à ceux fabriqués en Corée ou dans l'UE, qui se sont, à juste titre, émus de cette situation. Un bureaucrate ingénieux du ministère des Finances, qui mérite probablement une sorte de prix Nobel d'économie appliquée, a découvert l'existence d'une disposition spécifiquement écrite pour les camions (lesquels sont généralement loués) qui, si elle était réinterprétée, pourrait s'appliquer aux voitures, permettant ainsi aux Coréens et aux Européens de continuer à exporter vers les États-Unis et de bénéficier de subventions à la consommation. Par ailleurs, la législation qui encourage l'utilisation de minerais non chinois dans la production des batteries de ces voitures a engendré un étrange phénomène à Washington où on peut voir les fabricants coréens de batteries faire du lobbying auprès du gouvernement américain pour qu'il conclue des accords de libre-échange avec l'Indonésie, les Philippines, l'Argentine et d'autres sources d'approvisionnement potentielles, car il est de source notoire que les États-Unis ont tendance à privilégier les partenaires de production et de libre-échange. Il s'agit en quelque sorte d'un correctif logiciel et il ne serait pas surprenant que le Congrès revienne sur certaines de ces dispositions, à condition que le Congrès puisse réellement agir, mais rien n'est moins sûr compte tenu des dysfonctionnements.



16th EDITION GLOBAL GOVERNANCE

November 3-5, 2023 • Abu Dhabi

SESSION 2 • VENDREDI 3 NOVEMBRE • 10:00 – 11:30

Un nouvel ordre économique mondial est-il concevable dans l'avenir prévisible ?



PRÉSIDENT:

Masood Ahmed

Président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI



Aminata Touré

Ancien Premier ministre du Sénégal

Il est difficile aujourd'hui de discuter des perspectives économiques sans évoquer les changements dans la structure des relations internationales et ce que cela signifie pour l'économie. Le thème de cette session, « Un nouvel ordre économique mondial est-il concevable dans un avenir prévisible? », soulève une autre question: « L'ordre économique international actuel est-il stable? ». On pourrait affirmer que l'ordre économique international est déjà en train de changer et de s'effiloer. La question n'est donc pas tant de savoir si nous pouvons concevoir un nouvel ordre économique international mondial, mais plutôt de savoir comment faire face aux pressions et aux changements qui se produisent actuellement, parfois de manière désordonnée. Peut-être sommes-nous en train de passer d'un ordre économique international à une période de désordre économique international, au cours de laquelle les pays mèneront leurs relations sans un ensemble de règles convenues à l'échelle mondiale – soit celles qui ont régi ces relations au cours des six ou sept dernières décennies, soit un nouvel ensemble qui régira les relations économiques pour les prochaines décennies. Plutôt qu'un nouveau grand projet en remplace un autre, on pourrait avoir une mosaïque de mini-programmes qui régissent certains aspects des relations économiques internationales entre des sous-ensembles de nations. Ce que je retiens principalement, c'est que le désir de préserver l'ordre dans lequel nous vivons n'a pas vraiment de sens, car lorsque nous discutons de cet ordre, nous discutons principalement des nombreux problèmes qu'il a créés. Je ne pense pas que nous soyons déjà d'accord sur le type d'ordre souhaité, et encore moins sur l'endroit où nous voulons nous retrouver. Des questions restent également ouvertes quant à la durée et au caractère désordonné du processus de transition. Nous devrions également nous demander si le désordre économique international est lié au dysfonctionnement politique intérieur de nombreuses démocraties traditionnelles. Pouvons-nous faire beaucoup de progrès sur l'un sans nous attaquer à l'autre?

Économiquement, évidemment, en Afrique – je peux prendre l'exemple du Sénégal – nous avons une relation très ancienne avec la France, mais comment se fait-il maintenant que la France est en train de disparaître dans de nombreux pays? Si vous suivez l'économie – le Mali, le Burkina Faso, le Niger, par exemple – qu'est-ce qui n'a pas fonctionné pour que cela se produise après une si longue relation? Eh bien, ce qui s'est passé, c'est que l'espoir de développement ne s'est pas concrétisé, alors pourquoi entretiendriez-vous une relation? C'est comme une épouse dans un couple, en quelque sorte. Si vous n'êtes pas satisfait, pourquoi continueriez-vous ainsi? Allez-vous le remplacer par quelque chose de nouveau qui sera meilleur? Cela reste évidemment à voir, mais lorsque vous avez de nouveaux partenaires et de nouveaux acteurs dans le domaine économique – je parle du Brésil, de la Chine ou de qui que ce soit d'autre – vous essayez de voir les choses différemment. En un mot, faut-il absolument passer par le désordre? Cela semble être le cas, et nous sommes en plein dedans. D'ailleurs, quand on parle de changement, c'est la plupart du temps parce qu'il s'est déjà produit. Ce dont nous avons besoin, c'est de plus d'égalité, plus de justice, plus de représentation des femmes et des jeunes, plus de diversité raciale. Ça, c'est aussi un problème. Nous devons vraiment nous pencher sur le nouveau monde que nous voulons construire à travers ce que nous faisons actuellement – en discutant, mais en discutant très honnêtement – et en ayant le courage de mettre les problèmes sur la table. Nous sommes mécontents de la situation internationale. C'est de cela qu'il s'agit, et comment allons-nous travailler ensemble.



16th EDITION GLOBAL GOVERNANCE

November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



SESSION 2 • VENDREDI 3 NOVEMBRE • 10:00 – 11:30

Un nouvel ordre économique mondial est-il concevable dans l'avenir prévisible ?



Qiao Yide

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation



Lee Hye-min

Conseiller principal de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20 pour la Corée, ancien ambassadeur de Corée pour les Affaires économiques internationales

Nous pouvons voir que l'ordre actuel est toujours là mais, en même temps, nous avons déjà vu des signes de changement ou de découplage se produire. Dans les Perspectives de l'économie mondiale, le rapport annuel du FMI, le mot « fragmentation » était mentionné 172 fois dans la version de cette année, alors qu'il y a cinq ans, « fragmentation » n'était mentionné qu'une fois. C'est un phénomène très intéressant. Nous pouvons résumer deux raisons à cela : le premier facteur est interne à l'ordre économique, j'entends par là le modèle ou le poids économique qui est déjà en train de changer. Le deuxième facteur est externe, comme les tensions géopolitiques, le conflit entre les États-Unis et la Chine et la guerre. Par conséquent, je peux imaginer ou penser qu'il y a quatre scénarios possibles d'évolution de l'ordre économique international. Le premier scénario, je le résumerai comme étant « le statu quo ». Le deuxième scénario est celui dans lequel l'ordre économique s'est quelque peu amélioré. Le troisième scénario que nous pouvons considérer est celui d'un ordre substantiellement nouveau. Le dernier scénario est celui d'un désordre total et d'une fragmentation totale. Les deuxième et troisième scénarios sont plus susceptibles de se produire. Les scénarios un et quatre sont moins susceptibles de se produire. Je n'exclus pas totalement ce dernier, mais si le monde se fragmente totalement, ce sera un désastre.

Je voudrais souligner deux défis très importants, en mettant l'accent sur le commerce. Il y a d'abord l'effondrement du système de coopération internationale et, en même temps, l'effondrement du système commercial fondé sur des règles. La clause fondamentale de la nation la plus favorisée de l'OMC est morte. Le mécanisme de règlement des différends de l'OMC reste paralysé en raison du non-fonctionnement de son Organe d'appel. De nouvelles règles internationales ne peuvent pas être convenues, même si nous avons besoin de nouvelles règles en matière de numérique et de changement climatique, car le système de coopération mondiale s'est effondré en raison de l'intensification du conflit entre les États-Unis et la Chine et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En raison de l'impossibilité de parvenir à un consensus sur les questions mondiales, nous constatons une tendance récente à la fragmentation des règles internationales en matière de changement climatique et d'économie numérique en particulier. [...] Puisque les gouvernements ne peuvent pas produire de règles, nous pouvons voir un rôle plus actif joué par le secteur privé et les ONG. Le deuxième défi est l'intervention renforcée des gouvernements dans l'économie. La démondialisation depuis la crise financière de 2008 et la Covid 19 ont considérablement renforcé les réglementations gouvernementales. Le changement climatique et la numérisation de l'économie mondiale nécessitent une intervention gouvernementale plus forte, car nous avons besoin de nouvelles règles sur ces questions. L'impact direct de l'intervention gouvernementale renforcée est une augmentation des subventions des grandes économies au détriment des puissances moyennes. Le problème des subventions réside dans ce concept – commerce et industrie – parce que les décisions gouvernementales déterminent les résultats en matière de concurrence, et non les forces du marché. Réduisant ainsi considérablement l'efficacité. On voit que la main invisible du marché cède la place à la main visible de l'État.



Un nouvel ordre économique mondial est-il concevable dans l'avenir prévisible ?



Pierre Jacquet

Professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Économistes



Vladislav Inozemtsev

Directeur du Centre d'études postindustrielles de Moscou, conseiller spécial pour le Russia Media Studies Project du Middle East Media Research Institute à Washington, DC.



Yann Coatanlem

Directeur général de DataCore Innovations LLC, président du Club Praxis

Un ordre économique international est un accord négocié qui équilibre les intérêts nationaux et la coopération internationale. L'ensemble émergent de règles et d'institutions mondiales n'est pas stable dans le temps. Comme le montre Martin Daunton dans son livre *The Economic Government of the World*, la gouvernance mondiale depuis le début du XX^e siècle semble suivre un cycle récurrent : les accords négociés finissent par perdre leur légitimité, conduisant à un interrègne au cours duquel de nouveaux problèmes et idées sont finalement discutés, résultant en un nouvel « ordre ». Nous sommes actuellement dans le troisième cycle de ce type : l'ordre « néolibéral » apparu avec Margaret Thatcher et Ronald Reagan, évoluant vers une forme de capitalisme financier, a perdu sa légitimité sociale et politique : il n'est pas parvenu à assurer une prospérité partagée, à répondre à des enjeux collectifs cruciaux, des questions telles que le changement climatique ou la biodiversité, pour assurer la santé et la sécurité économique et pour préserver la paix à l'échelle mondiale. Dans le contexte géopolitique actuel, peu susceptible de faciliter les accords internationaux, nous sommes obligés de nous débrouiller jusqu'à ce qu'un nouveau projet mondial mobilisateur émerge. Les leçons de l'histoire donnent à réfléchir car de tels projets ont généralement émergé pendant ou après les grandes guerres. Pour paraphraser le philosophe William James, quel est aujourd'hui « l'équivalent moral de la guerre » ? Malheureusement, les candidats actuels (les objectifs de développement durable, Net-Zéro...) semblent peu susceptibles de générer le type d'élan collectif et d'orientation nécessaire. La politique, au sens de « haute politique » qui élabore une vision commune, est de retour. L'urgence est de continuer à discuter et à façonner des idées, ce qui nécessite de s'écouter et de reconnaître les différences.

Il semble prématuré de parler d'un nouvel ordre économique pour plusieurs raisons. Premièrement, il existe dans le monde des modèles économiques concurrents et de puissance relative égale, qui excluent tout ensemble universel de règles qui peuvent régir un tel système. Deuxièmement, il ne semble pas évident, c'est le moins qu'on puisse dire, qu'une nouvelle puissance économique puisse détrôner le leader actuel, les États-Unis, et ainsi jeter les bases pour un nouvel ordre. Troisièmement, l'économie mondiale semble très différente et régionalisée de nos jours pour bénéficier d'une réglementation universelle qui pourrait être imposée. Le quatrième et dernier argument est qu'à une époque de changements technologiques sans précédent, de nombreux facteurs peuvent influencer l'économie mondiale d'une manière qui remet en question les tendances actuelles et peut contrecarrer tous les rêves concernant sa future organisation. Je crois que pendant au moins plusieurs décennies, l'économie mondiale connaîtra une ère de destruction créatrice, les technologies de pointe la rendant moins prévisible qu'à toute autre étape de l'histoire de l'humanité. Nous ne devrions donc pas tant parler d'un nouvel ordre que plutôt d'un ensemble de cadres qui peuvent, d'une manière ou d'une autre, nous aider à rendre les développements actuels un peu plus ordonnés. C'est ce que nous pouvons rêver de mieux.

Si nous voulons vraiment construire une nouvelle organisation multilatérale dynamique, nous devons remplir, à mon avis, deux conditions. La première consiste à définir des avantages mutuels clairs, et la seconde consiste à avoir des acteurs forts et égaux. Comment pouvons-nous obtenir des avantages mutuels ? Je pense qu'une partie du problème auquel nous sommes tous confrontés est que, d'une certaine manière, nous avançons à l'aveuglette. Nous devons mieux comprendre et atténuer les externalités. Permettez-moi de vous donner deux exemples concrets de ce que je considère être des objectifs réalisables avec, espérons-le, suffisamment de consensus. Le premier consiste à freiner la concentration excessive du pouvoir des entreprises un peu partout dans le monde. Les pays de l'OCDE, comme vous le savez, ont déjà instauré un impôt minimum sur les sociétés. Je pense que le défi consiste désormais à aborder la question de l'optimisation fiscale et, en particulier, des mécanismes de prix de transfert. Le deuxième point, c'est que la mondialisation rend plus difficile la réalisation de nos objectifs de décarbonation au lieu de les faciliter. Les économistes de l'OMC ont pu évaluer que 40 % de la baisse des prix des panneaux solaires était due aux économies d'échelle obtenues grâce au libre-échange international. Si nous ne disposons pas de ce type d'efficacité économique, nous avons encore moins de chances d'atteindre nos objectifs de décarbonation. La deuxième condition est d'avoir des acteurs forts. L'avenir s'annonce très sombre pour l'Europe, car elle passe à côté de la révolution technologique. Une statistique très révélatrice : en Europe, les entreprises privées investissent environ 50 milliards de dollars par an dans la recherche et le développement technologiques ; aux États-Unis, c'est cinq fois ce montant. Le deuxième acteur faible, pour des raisons complètement différentes, sera les marchés émergents. Premièrement, nous devons être plus équitables dans l'évaluation des externalités. Deuxièmement, nous avons besoin d'une répartition plus mondiale des investissements dans le changement climatique.

GLOBAL GOVERNANCE

November 3-5, 2023

Conversation avec Leung Chun-ying



PRÉSIDENT :

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



Leung Chun-ying

Vice-président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, ancien chef de l'exécutif de la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong



16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



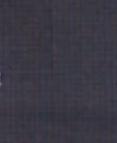
16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



16th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2023 • Abu Dhabi

Taiwan est important parce que la Chine a toujours affirmé que Taiwan est au cœur de ses intérêts nationaux. Taiwan a été cédé au Japon et personne n'a jamais contesté que Taiwan faisait partie de la Chine. Avec Taiwan, la péninsule du Liaodong a également été cédée au Japon. La péninsule du Liaodong fait désormais partie de la Chine, alors pourquoi Taiwan n'en ferait-il pas partie ? La péninsule du Liaodong est aujourd'hui la province chinoise du Liaodong. Aujourd'hui comme toujours, les 1,4 milliard d'habitants de la Chine ne permettront jamais au parti au pouvoir, le gouvernement chinois, de lâcher Taiwan. Il s'agit d'une question importante que la communauté internationale doit comprendre, et Taiwan ne devrait en aucun cas être encouragé à songer à l'indépendance. C'est un élément très important de toute équation de l'ordre mondial impliquant la Chine. Je pense que nous pourrions avoir beaucoup plus de dialogue entre les populations des deux côtés, ce que j'ai moi-même facilité. Les gens doivent découvrir par eux-mêmes ce qu'est la vie politique et socio-économique sur le continent. C'est quelque chose que nous ne faisons pas assez. La Chine n'a jamais renoncé à la possibilité de recourir à la force pour réunifier le pays, si nécessaire. L.] En tant que vice-président du Comité national du CCPPC, je ne pense pas que les dix dernières années aient été plus autoritaires. À Pékin, nous avons eu deux jours et demi de discussions très complètes et très intenses sur le développement vert. Des gens du gouvernement étaient là. On leur a posé des questions. Nous avons 300 personnes aux séances plénières. Ensuite, nous avons eu neuf discussions en sous-groupes. Je ne pense pas du tout que ce soit une manifestation d'autoritarisme.



Géopolitique et commerce mondial: que peut-on faire dès maintenant ?



PRÉSIDENT:
Nikolaus Lang
 Directeur général et associé principal, Global Leader for the Global Advantage Practice Area de Boston Consulting Group



Nicolas Terraz
 Directeur général Exploration-Production et membre du Comité exécutif de TotalEnergies

Alors que les leaders ne cessent de réfléchir et de s'interroger sur l'avenir de la géopolitique, Boston Consulting Group (BCG) a développé plusieurs scénarios qui décrivent à quoi pourrait ressembler le monde en 2030. Ces scénarios vont de « Retour vers le futur » à « Escalade mondiale » aux deux extrêmes, en passant par les scénarios intermédiaires « Match nul limité » et « Monde multipolaire ». Les évolutions des 12 derniers mois témoignent d'une tendance forte en direction de positionnements indépendants sur l'échiquier mondial, au-delà du modèle traditionnel à deux blocs, ce qui suggère que le scénario « Monde multipolaire » est le plus probable. Cette dynamique remodelera les flux du commerce mondial tout au long de la prochaine décennie. D'après les prévisions, le commerce mondial devrait croître de 2,3 % par an jusqu'en 2031, ce qui représente seulement un tiers du taux de croissance annuel durant la période 1990-2010, l'ère du libre-échange. La route commerciale Russie-UE devrait se contracter considérablement en raison des sanctions dans le secteur de l'énergie, et une réduction des échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis est également projetée. Par contre, le commerce nord-atlantique devrait augmenter considérablement. On s'attend à une forte croissance commerciale dans les pays du Sud, plus élevée que la moyenne mondiale prévue de 2,3 %, avec 1 000 milliards de dollars d'échanges commerciaux supplémentaires émanant de l'Asie du Sud-Est, un rôle important pour l'Inde et un boom du commerce entre le Mexique et les pays de proximité/alliés. En tenant compte de ces dynamiques, BCG a identifié cinq mesures dites « sans regret » que les chefs d'entreprise devraient mettre en œuvre: diversifier les chaînes d'approvisionnement; améliorer la capacité de l'organisation à aller de l'avant en période d'inflation et de volatilité des prix; préparer l'organisation à travailler dans un monde fragmenté; booster ses capacités à gérer les risques en matière de cybersécurité; et renforcer les compétences géopolitiques au sein du conseil d'administration.

Dans ce contexte de mutation du commerce mondial, un facteur clé est la transition énergétique et la nécessité de lutter contre le changement climatique. Chez TotalEnergies, nous estimons que notre rôle, notre mission, est de fournir plus d'énergie avec moins d'émissions. Pourquoi plus d'énergie? Parce qu'une population croissante a besoin de plus d'énergie, mais nous voulons fournir cette énergie d'une manière plus sûre et la rendre aussi abordable que possible. La maîtrise du coût de nos activités, évoquée plus tôt, est également un moyen de rendre l'approvisionnement en énergie abordable pour les populations. Dans cette optique, nous travaillons en partenariat avec les compagnies pétrolières nationales des pays dans lesquels nous opérons. C'est le cas ici avec ADNOC, par exemple, avec qui nous coopérons à l'identification et à l'élimination des émissions de méthane provenant de nos opérations. Nous nous employons également à développer des projets multi-énergies. Nous avons lancé récemment un grand projet multi-énergies en Irak, dans le cadre duquel nous développons la production d'un champ pétrolier existant, mais nous collectons et traitons également le gaz naturel pour la production locale d'électricité; nous avons construit une grande centrale solaire d'un gigawatt pour alimenter les communautés locales dans la région de Basra, et nous construisons également une grande usine de dessalement d'eau de mer. Nous considérons généralement ce type de projet multi-énergies comme un moyen de contribuer à la transition d'une manière positive dans les pays dans lesquels nous opérons. C'est aussi un moyen pour nous de gérer les risques et de diversifier nos activités.



Géopolitique et commerce mondial: que peut-on faire dès maintenant ?



Penelope Naas

Non-Resident Senior Fellow du Conseil atlantique, ancienne présidente des affaires publiques internationales et du développement durable chez UPS



Bark Tae-ho

Président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de Corée



Jay Truesdale

Directeur général de Veracity Worldwide

La semaine dernière, l'administration Biden a fait des annonces sur le commerce numérique qui me semblent assez déroutantes, compte tenu de la position des États-Unis en la matière. La question que l'on se pose est la suivante: « Un Biden 2.0 sera-t-il plus ouvert au commerce ? ». Je n'en suis pas convaincue. Si vous regardez le bilan de M. Biden en tant que sénateur, ses votes, vous verrez qu'il a un bilan très mitigé en ce qui concerne le commerce. Je sais que beaucoup de gens espèrent que Biden, s'il est réélu, mènera une politique commerciale ambitieuse. Je ne suis tout simplement pas convaincue que c'est ce vers quoi nous nous dirigeons. Je pense que la situation actuelle est probablement le meilleur scénario possible pour les États-Unis en matière de commerce. Permettez-moi de conclure par les entreprises. Je pense qu'il est apparu clairement que les entreprises ignoraient la nature de tous les risques auxquels elles étaient exposées. En règle générale, les risques n'ont rien à voir avec ceux de la dernière crise. C'est quelque chose de nouveau, généralement quelque chose qui vous surprend et, bien qu'il puisse occasionnellement s'agir d'un cygne noir, ce à quoi vous êtes confronté est souvent quelque chose que vous pouvez contrôler. Les chaînes d'approvisionnement ont posé problème, pas nécessairement à cause d'autres facteurs, mais parce que les dirigeants d'entreprise n'y avaient pas accordé toute l'attention nécessaire par le passé. Je pense qu'il est très important pour les entreprises de prendre le temps de se poser et d'élaborer des scénarios créatifs, d'examiner certaines questions d'une manière beaucoup plus réfléchie.

Les principaux pays ont recours à des subventions et à des mesures commerciales et d'investissement pour atteindre leurs objectifs nationaux dans divers domaines, notamment la sécurité nationale, l'économie, la technologie, la société, etc. Certaines de ces mesures peuvent cependant violer les normes commerciales multilatérales de l'OMC. Cependant, la gouvernance du commerce mondial, en particulier le système commercial multilatéral de l'OMC, ne traite pas efficacement ces questions. Nous nous trouvons aujourd'hui dans un monde où les principales nations adoptent diverses actions unilatérales centrées sur leur agenda politique national afin d'atteindre des objectifs économiques et non économiques. Les conséquences négatives de ces actions unilatérales sur le commerce mondial iront en s'amplifiant. Si cette tendance se poursuit, l'ordre commercial mondial restera fragmenté, aggravant les incertitudes qui pèsent sur l'environnement commercial mondial. Dans ces conditions, il sera pratiquement impossible pour les membres de l'OMC de discuter ensemble des questions sensibles. Il convient de noter que l'OMC autorise les États membres à recourir à des actions unilatérales pour autant qu'une mise en œuvre équitable et non discriminatoire soit garantie. Dans ce contexte, il est crucial que les pays ayant des intérêts et des positions similaires s'engagent dans des discussions transparentes et impartiales sur diverses questions, notamment les nouvelles règles commerciales, et parviennent à des accords. Bien entendu, ces accords devraient être ouverts aux pays non participants désireux d'y adhérer ultérieurement. De nombreux experts commerciaux considèrent ces « accords plurilatéraux ouverts » comme la deuxième meilleure option pour traiter des questions importantes au sein de l'OMC. En conclusion, il est important de souligner que des efforts sérieux de la part des principales nations commerçantes sont nécessaires de toute urgence pour répondre à cette situation de crise et atténuer les incertitudes pesant sur l'environnement commercial mondial.

Il est nécessaire de dynamiser la gestion des risques. Les entreprises cherchent à établir une taxonomie pour cartographier les différents risques auxquels elles sont exposées. Ces 25 dernières années, les sociétés financières ont progressé dans ce domaine, en partie sous l'effet des contraintes réglementaires qui leur ont été imposées. Les institutions non financières sont relativement novices en la matière et, lorsqu'elles pensent à la cartographie des risques, elles pensent généralement aux risques opérationnels, aux risques fiscaux et aux risques pays. Elles ne pensent pas au risque géopolitique. Il s'agit donc d'une nouveauté dans leur agenda. Nous avons encouragé nos clients à identifier leur exposition au risque géopolitique. Cependant, ce n'est pas la seule mesure que vous pouvez prendre en la matière. Vous devez hiérarchiser vos risques. Vous devez évaluer les risques que vous jugez susceptibles de se matérialiser et ceux sur lesquels vous devez concentrer vos efforts. Il existe diverses façons d'évaluer un risque: il s'agit évidemment de déterminer quelle est la probabilité qu'il se produise et quel en sera l'impact. Vous pouvez ensuite commencer à travailler sur les risques sur lesquels vous devez concentrer vos efforts. Vous devez absolument renforcer les capacités de gestion de crise autour de ces risques au cas où vous auriez à y faire face. Nombre d'entreprises disposent certes de solutions de gestion des risques, mais elles ne procèdent pas elles-mêmes aux tests. Enfin, elles doivent identifier avec honnêteté leurs lacunes afin d'être en mesure de développer les capacités requises dans l'éventualité où ces risques se matérialiseraient.

16th EDITION GLOBAL GOVERNANCE

November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



PRÉSIDENT:
Ali Aslan
Présentateur TV et journaliste international



Mariam Al Mheiri
Ministre du Changement climatique et de l'Environnement des Émirats arabes unis



Laurent Fabius
Président du Conseil constitutionnel français, président de la COP 21, ancien Premier ministre français

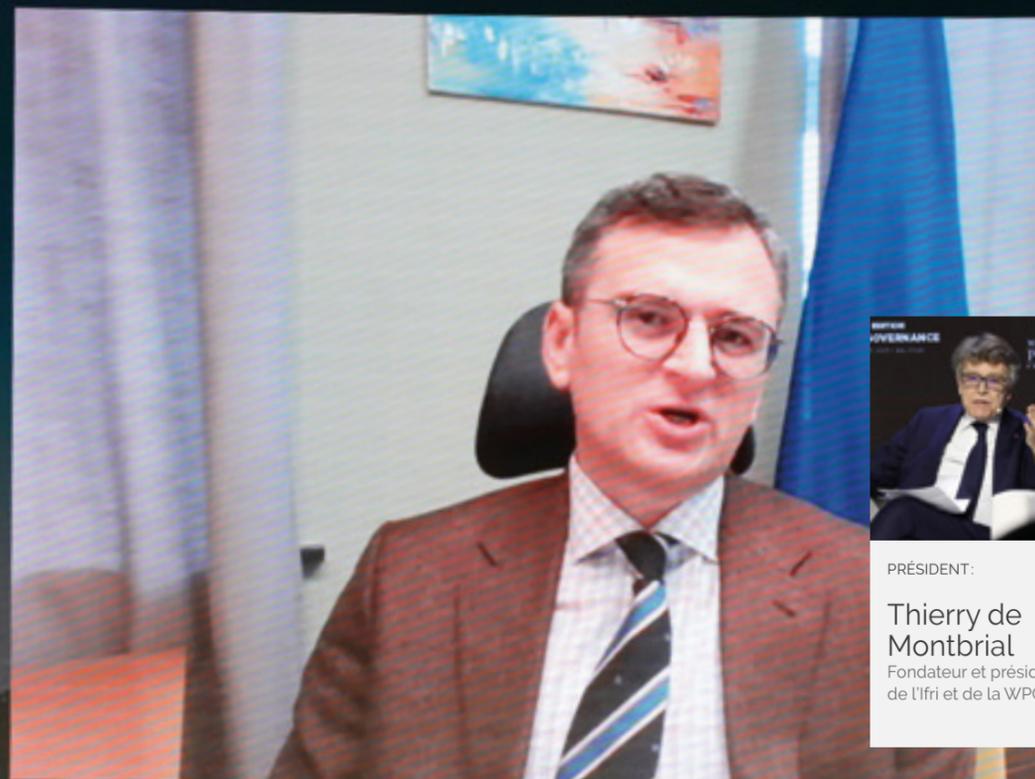
La COP28 va tenter de résoudre quatre problèmes. Tout d'abord, il doit s'agir d'une transition énergétique juste et, parce que nous-mêmes, en tant que pays, nous passons par cette transition, nous comprenons le besoin de volonté politique, le besoin d'argent, le besoin de renforcer les capacités nationales; le besoin de se diversifier. La deuxième chose que nous examinerons est comment remédier au financement climatique. C'est quelque chose d'énorme. C'est le catalyseur de tout ce que nous essayons de faire et, bien sûr, Son Excellence Sultan Al Jaber, président désigné de la COP28, fait vraiment pression pour obtenir un engagement de 100 milliards de dollars; le Fonds pertes et dommages est un autre domaine qui doit être établi. L'ensemble de l'institution financière doit être repensé afin que l'argent soit accessible, disponible et abordable et qu'il soit envoyé là où il doit aller. L'autre aspect que nous allons examiner est veiller à ce que la nature, les gens et les moyens de subsistance soient au centre de la COP28. Il est si important de penser aux systèmes alimentaires, de penser à la santé, de penser à la nature, de faire de la nature notre alliée – comment pouvons-nous utiliser la force de la nature à notre avantage? Nous devons le faire. Et puis, bien sûr, l'inclusivité. Nous essayons de faire de la COP28 la COP la plus inclusive jamais organisée. Ce que je veux dire par là, c'est que les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les organisations confessionnelles se rassembleront tous parce que faire davantage pour respecter la nature c'est ce qu'ils ont en commun. Notre engagement est de les rassembler tous et de veiller à ce que toutes les voix du monde entier soient entendues.

La COP21 en 2015 à Paris a permis de fixer, entre autres objectifs, l'engagement pour 1,5 °C sur la base de la convergence des recommandations de la communauté scientifique, des préoccupations de la société civile et des intérêts des États. Le contexte international est différent aujourd'hui: les relations diplomatiques sont plus complexes, la situation climatique se dégrade et nous nous écartons des engagements antérieurs. La COP28 de cette année à Dubai s'inscrit dans la continuité des COP précédentes. Son succès repose sur la réalisation de plusieurs objectifs: (1) conclure le premier bilan mondial, pour évaluer les contributions nationales actuelles et définir de nouvelles actions; (2) s'engager à (au moins) tripler les énergies renouvelables et éliminer progressivement les combustibles fossiles, en particulier en réduisant considérablement les émissions de méthane; et (3) réformer le système financier international pour soutenir les pays en développement, en commençant par rendre opérationnel le Fonds pertes et dommages et en atteignant l'objectif de 100 milliards de dollars par an promis en 2009. Malgré leurs problèmes, les COP constituent la meilleure plateforme réelle pour fournir une réponse coordonnée et multilatérale à la crise climatique. Leur continuité est essentielle et repose sur de nombreux facteurs, notamment la capacité de la présidence à établir un climat de confiance avec toutes les parties, à fixer des objectifs concrets, réalisables et ambitieux, et à susciter l'espoir dans le processus. Alors que l'importante COP30, qui sera accueillie par le Brésil, est déjà fixée, il est crucial que l'incertitude autour de la COP29 soit levée pour assurer le suivi des COP précédentes et assurer sa préparation.

Conversation avec Dmytro Kulebav



Dmytro Kuleba
Ministre des Affaires étrangères d'Ukraine



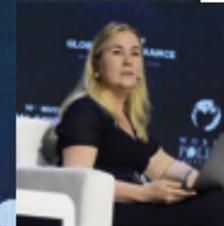
PRÉSIDENT:
Thierry de Montbrial
Fondateur et président
de l'Ifri et de la WPC



Je pense qu'on ne peut pas avoir de dates butoirs lorsqu'on lutte pour l'intégrité territoriale et la souveraineté d'un pays. Si on vous attaque dans la rue et que vous voyez clairement que l'agresseur a l'intention de vous tuer, vous ne vous dites pas: « Je vais me battre pendant cinq minutes mais, si je vois que j'échoue, que je ne peux pas le battre, j'abandonnerai tout simplement », n'est-ce pas? Ce n'est tout simplement pas ainsi que pensent les gens ni les États. Je souhaite la paix. L'Ukraine souhaite la paix, plus que quiconque au monde, mais pas au détriment de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Hier soir encore, l'Ukraine a été attaquée par 36 drones et missiles russes. Ils mènent des opérations offensives dans l'est de l'Ukraine et ce n'est pas ainsi qu'on se comporte quand on veut la paix. Ce n'est pas ainsi qu'on se comporte quand on veut arrêter la guerre. Pour être honnête avec vous, nous ne suivons pas un calendrier. Nous nous concentrons sur la résolution des problèmes, la mobilisation du soutien, l'accélération de la production d'armes et l'augmentation de la résilience de notre économie. Nous nous battons aussi longtemps qu'il le faudra pour que l'Ukraine gagne, car si l'Ukraine ne gagne pas, il n'y aura pas de paix durable. Je suis à Berlin actuellement et on m'a rappelé les célèbres paroles d'Helmut Kohl, qui a dit un jour: « La fin de la guerre ne signifie pas nécessairement la paix ». C'est quelque chose dont les gens devraient toujours se souvenir lorsqu'ils envisagent différentes options concernant la fin de la guerre en Ukraine. Nous avons besoin que la fin de la guerre apporte la paix et non une autre guerre, une autre agression de la Russie. C'est pourquoi la formule de paix proposée par l'Ukraine, fondée sur le droit international et la Charte des Nations Unies, doit être la base de cette paix.



La reconfiguration du système international: perspectives à court et long termes dans la région eurasienne



PRÉSIDENT:
Tatiana Kastouéva-Jean
 Chercheuse et directrice
 du Centre Russie/
 Eurasie de l'Ifri



Roman Vassilenko
 Vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan



Vahan Kostanyan
 Vice-ministre des Affaires étrangères d'Arménie

Pour le Kazakhstan, pays épris de paix et n'ayant de relations problématiques avec aucun pays, nous souhaitons naturellement une solution le plus rapidement possible. Nous sommes prêts à aider, à servir de plate-forme de négociation si la Russie et l'Ukraine souhaitent nos services. Nous entretenons des relations avec la Russie et l'Ukraine, c'est pourquoi nous gardons ouverts les ponts et les portes. [...] Au niveau national, il s'agit, comme toujours, d'assurer une croissance économique durable dans un environnement très difficile. Heureusement, nous avons cette année une croissance positive d'environ 4%. Cependant, nous ne jubilons pas et nous devons veiller à ce que cette croissance économique se propage et que ses bénéfices profitent au plus grand nombre possible de la population. Au niveau régional, j'ai déjà mentionné plusieurs choses, mais je devrais peut-être souligner que le plus grand défi ou l'opportunité qui se présente devant nous au niveau régional réside dans le mot « connectivité ». C'est le mot à la mode en ce moment. Nous voulons qu'il se développe. Nous considérons la Nouvelle Route de la Soie, le Portail mondial, le PGI du G7 comme complémentaires et bénéficiant non seulement à notre région, mais à tous ces acteurs extérieurs.

Au niveau mondial, je pense que le plus grand défi est de savoir comment garantir que le système des Nations Unies fonctionne à nouveau. Notre président a abordé cette question dans de nombreuses déclarations, notamment à l'Assemblée générale des Nations Unies, affirmant que le rôle de l'Assemblée générale doit être renforcé en tant qu'organe le plus représentatif et que le Conseil de sécurité doit être réformé. Et la voix des puissances moyennes, dont le Kazakhstan fait partie, devrait être renforcée.

Personne ne connaît mieux que nous l'horreur de la guerre. Nous en avons été témoins dans les années 1990 et en 2020. Nous sommes encore témoins des conséquences de la récente agression militaire du 19 septembre 2023, à la suite de laquelle le Haut-Karabagh et 100 000 personnes ont été contraints de se déplacer et, fondamentalement, le Haut-Karabagh est en train d'être ethniquement nettoyé. [...] Malheureusement, en septembre 2022, lorsque le territoire souverain de l'Arménie a été attaqué et occupé, la Russie et nos autres partenaires de l'OTSC n'ont même pas eu la volonté politique de déclarer que l'intégrité territoriale de l'Arménie avait été violée. En revanche, l'Union européenne et les États membres de l'UE ont fait des déclarations très fortes, et pas seulement des déclarations, mais aussi des actions: le déploiement d'une mission de surveillance de l'UE à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le mandat de cette mission a clairement indiqué qu'elle était déployée à la frontière interétatique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce qui signifie qu'on ne peut trouver comme excuse que la frontière n'est pas délimitée, etc., comme nous l'ont dit nos collègues de l'OTSC. Voilà un exemple de la façon dont nous essayons de recréer et de reconstruire une nouvelle architecture sécuritaire pour notre pays. D'un autre côté, vous avez raison: nous diversifions les marchés sur lesquels nous achetons des armes, qui sont uniquement destinées à des fins défensives. La France et l'Inde font partie de nos partenaires. Nous sommes déterminés à coopérer dans ce domaine également avec d'autres collègues, sachant que nous avons le droit de protéger notre souveraineté et notre intégrité territoriale et que nous n'avons aucune intention d'attaquer aucun de nos voisins.

2024 : une année électorale critique



PRÉSIDENT:

Virginie Robert

Chef du service international des *Échos*, vice-présidente du European-American Press Club



Isabelle Lasserre

Correspondante diplomatique pour *Le Figaro*



Avant de commencer la discussion, j'aimerais vous parler d'un rapport publié hier par *International Idea*, une organisation intergouvernementale basée en Suède ayant pour mission l'évaluation et le suivi de l'état de la démocratie. Les conclusions sont vraiment effroyables puisqu'elles montrent qu'en 2022, le monde est entré dans la plus longue récession démocratique jamais observée, ce qui signifie que pour la sixième année consécutive, les valeurs démocratiques reculent partout. On observe en effet des faiblesses dans les processus électoraux et dans la capacité des législateurs à contrôler les excès de l'exécutif, sans oublier la difficulté pour les citoyens d'accéder aux institutions judiciaires. Cette faiblesse institutionnelle se double d'un recul continu des droits démocratiques fondamentaux, notamment la liberté d'expression, la liberté d'association et de réunion et la liberté de la presse. L'Europe n'est certes pas épargnée puisque, selon le rapport, l'État de droit s'est affaibli et vous ne serez guère surpris d'apprendre que la liberté d'expression vacille en Hongrie et en Autriche, que l'accès à la justice est plus difficile au Royaume-Uni et que la liberté de réunion régresse en France. On peut dire sans exagérer que la démocratie mondiale est aujourd'hui sous pression partout, avec des régimes autoritaires qui resserrent leur emprise et trop de dirigeants élus qui adoptent des tactiques autoritaires pour revendiquer le contrôle. Parallèlement à cela, les campagnes de désinformation, la polarisation politique et l'accroissement des inégalités érodent la confiance des citoyens dans la démocratie. Vous conviendrez probablement avec moi qu'il est primordial que les démocraties fassent preuve de résilience. Toutes les régions politiques ne sont pas égales et les élections de 2024 nous diront si le processus démocratique est capable de rebondir.

2024 s'annonce comme une année incroyable au regard des élections organisées un peu partout, en Inde, la plus grande démocratie du monde, en Afrique du Sud, en Iran, au Brésil, au Nigéria, à Taïwan, en Russie, peut-être en Ukraine, sans oublier bien sûr les élections européennes en Europe et les élections aux États-Unis. Toutes ces élections s'inscrivent-elles dans la continuité des grandes tendances géopolitiques que nous avons observées dans le monde ces dernières années, ou bien marqueront-elles une rupture ? Je pense qu'elles iront dans le sens de la continuité [...]. Certes, on pourrait être tenté de dire que les élections américaines constituent une exception de taille. Si Trump est élu, on peut s'attendre à des conséquences majeures, d'abord sur l'aide à l'Ukraine et ensuite sur l'avenir de l'OTAN. Cette perspective paraît toutefois bien incertaine, car peut-on vraiment s'attendre à ce que Donald Trump brade l'avenir du monde occidental en réduisant du jour au lendemain l'aide à l'Ukraine ? Je n'en suis pas vraiment sûre. Ce que je veux dire, c'est que même si Trump est élu et revient à Washington l'année prochaine, cette élection ne fera qu'accélérer les tendances géopolitiques existantes. Ces tendances ne sont guère favorables au monde occidental et si vous avez aimé 2023, vous adorerez sûrement 2024 parce qu'au menu, nous avons le recours généralisé à la force qui, mois après mois, remplace l'État de droit. Nous assisterons à la poursuite de l'effondrement de l'ordre international né en 1945 et des institutions internationales garantes de la paix, telles que l'ONU, et à un affaiblissement du traité de désarmement. Le monde occidental devra également faire face à de nouveaux défis : le recul continu des démocraties et la progression des autocraties. Le monde continuera à se diviser en deux parties - et non en camps - qui s'apparentent davantage à des familles, le Sud global et le Nord global. Cette tendance se poursuivra et s'amplifiera quels que soient les résultats des élections en Inde, en Afrique du Sud et en Russie, ou même aux États-Unis.

2024 : une année électorale critique



Jean-Claude Gruffat

Membre du Leadership Council de United Way Worldwide, membre du conseil d'administration d'Atlas Network, directeur général de Weild and Co LLC New York



Hiroyuki Akita

Chroniqueur pour *Nikkei*, Japon



Igor Yurgens

Président de l'Institut du Développement contemporain de Moscou

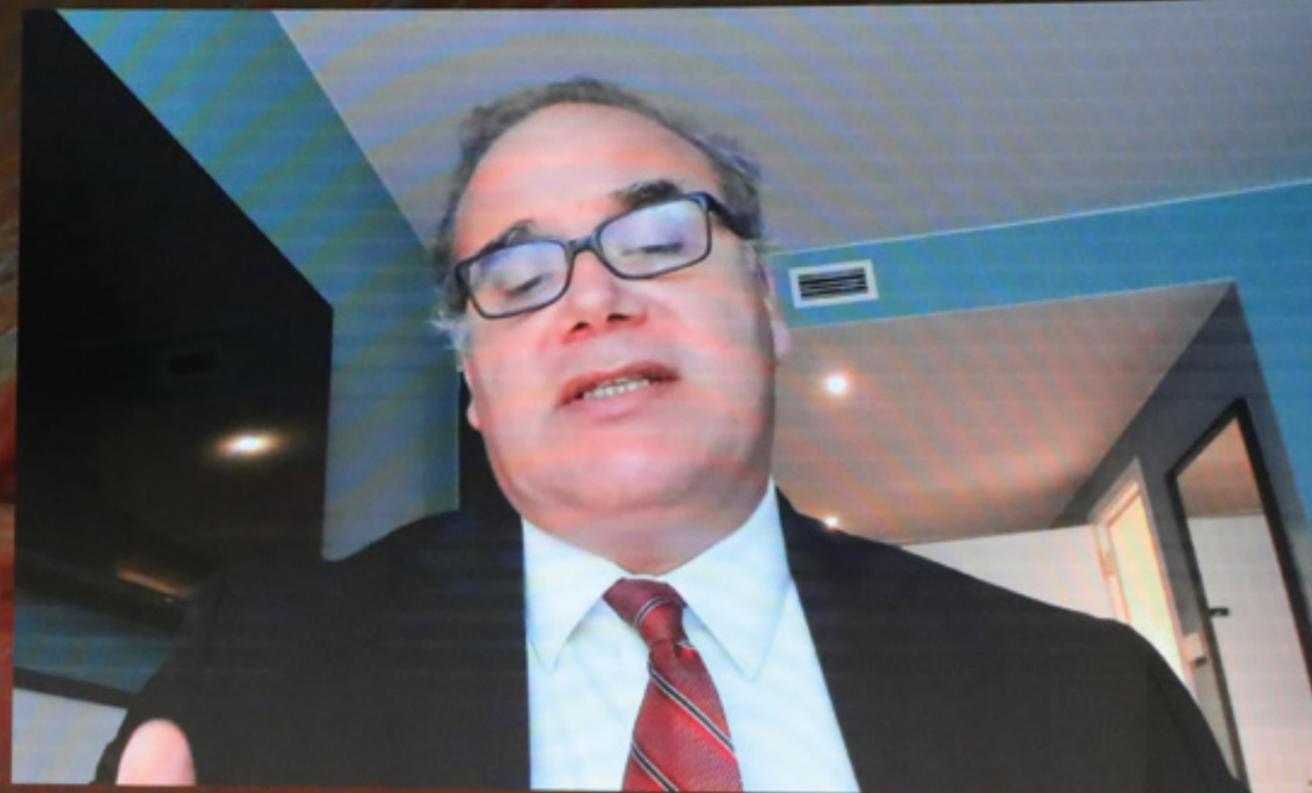
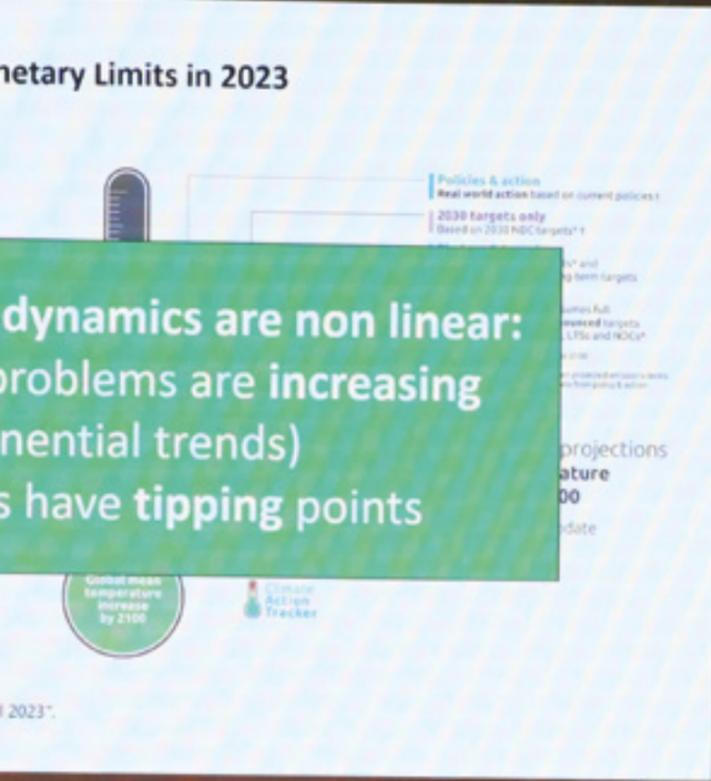
Les élections américaines de novembre 2024 devraient être un remake de celles de 2020, avec une course serrée pour le Congrès et une victoire à l'arraché pour le Président. Y a-t-il une chance que nous évitions un autre choix épouvantable entre Biden et Trump ? Le plus vieux Président de l'histoire américaine et un ancien Président mis en accusation à deux reprises, qui pourrait très bien être condamné par un jury populaire et envoyé en prison pour le restant de sa vie ? D'aucuns espèrent qu'un gouverneur pourrait être le candidat démocrate si M. Biden venait à connaître des problèmes de santé majeurs avant l'élection. Harris est encore moins populaire que Biden dans les cercles démocrates. Côté républicain, Trump est largement en tête des sondages face à ses adversaires Nikki Haley et Ron DeSantis. Il est fort à parier qu'il soit le candidat républicain, mais ses nombreux problèmes juridiques pourraient l'empêcher de se présenter. Les élections de 2024 se joueront sur les personnalités, la question de l'avortement et les affaires étrangères avec l'Ukraine, Israël et peut-être Taïwan.

1/ Les électeurs américains sont de plus en plus divisés entre partisans démocrates et républicains, entraînant une véritable guerre civile politique. L'élection présidentielle américaine de novembre 2024, qu'elle soit remportée par le Président Biden ou par M. Trump, se traduirait par une aggravation de la polarisation aux États-Unis.

2/ Si M. Trump l'emporte, cela engendrera des changements majeurs dans le paysage géopolitique mondial. Les alliés et amis des États-Unis seront de plus en plus contraints de réfléchir à des stratégies de type « Plan A- » pour réduire leur dépendance à l'égard du « parapluie sécuritaire » américain.

3/ À Taïwan, il est difficile d'imaginer que le candidat au pouvoir ou le candidat de l'opposition remporte l'élection présidentielle de janvier 2024 en s'écartant du « consensus » autour du maintien du statu quo. La plupart des électeurs taïwanais ne souhaitent ni l'indépendance ni le rapprochement de la Chine, mais le maintien du statu quo.

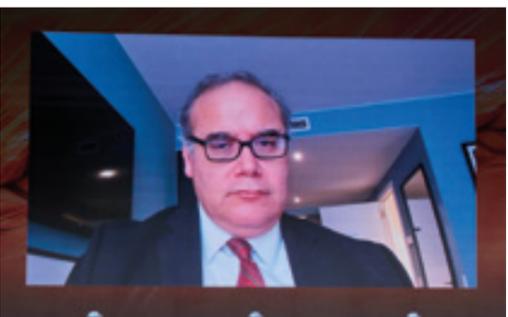
Même si quelque chose de très inattendu se produit et si, par exemple, M. Poutine déclare qu'il ne se présente pas, les jeunes se divisent en deux catégories égales, l'une souhaitant avoir un dirigeant fort issu de l'armée et l'autre s'opposant fermement à toute influence militaire et souhaitant un développement pacifique et civil de la Fédération de Russie. Nous avons donc ce clivage au sein de la catégorie des jeunes électeurs, sans parler des personnes âgées qui voteraient à 60 % pour un candidat ayant un passé militaire. Les deux catégories et les deux groupes d'âge aspirent à plus de justice sociale et sont favorables à un impôt progressif sur le revenu, dont on parle depuis des décennies et qui reste à un taux fixe de 13%. Par ailleurs, ils ne voient pas d'un bon œil les oligarques qui gravitent autour du Kremlin et considèrent que ce sont eux qui dirigent le pays et non le peuple, etc. Le vainqueur, quel qu'il soit, devrait prendre cela très au sérieux. [...] 80 % des électeurs voteront pour M. Poutine, c'est ainsi que les choses sont organisées, mais il n'en demeure pas moins que l'homme qui dirige actuellement le pays jouit d'un véritable soutien. Des personnes très puissantes et influentes qui gravitent autour de Poutine et sont visibles sur la scène politique de notre pays s'interrogent sur l'utilité d'une élection. Selon eux, les 80 % sont acquis, le soutien est acquis, nous menons une guerre, alors pourquoi s'embêter à organiser une élection, pourquoi attirer l'attention de la population. Je dirais que Poutine n'adhérera pas à cette idée car il a besoin d'un référendum pour asseoir sa position, et il aura donc probablement besoin de résultats réels et clairs provenant des différents territoires. N'oublions pas que la Russie constitue le septième de la masse terrestre du monde avec une centaine de nations et de nationalités et qu'il est très révélateur et intéressant de savoir qui réagit à quoi et comment au stade actuel d'un grave conflit géopolitique.



La sécurité alimentaire dans un contexte de turbulence politique



PRÉSIDENT:
Jean-Michel Severino
Président d'Investisseurs & Partenaires



Máximo Torero Cullen
Économiste en chef de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sous-directeur général chargé du département du développement économique et social de la FAO

Nous vivons depuis l'année dernière un nouvel épisode de ce que peut être l'alimentation géopolitique. Plus tôt cette année, l'Inde a décidé de réduire ses exportations de riz en raison de ses propres problèmes de production et cette décision a frappé de nombreux pays, notamment les pays en voie de développement, et particulièrement en Afrique. Il s'agit d'une nouvelle série d'événements qui illustrent une tendance à la méfiance et une sorte de réorientation des pays vers l'intérêt personnel; on ne croit plus en un monde confiant où chacun se concentrerait sur l'optimisation de la production et de la consommation partout dans le monde. Désormais, à la suite des événements russo-ukrainiens en matière de production alimentaire de cette année, être autosuffisant, indépendant et immunisé contre les menaces géopolitiques appartient au monde des décideurs politiques. Bien entendu, nous assistons également, comme ce fut déjà le cas l'année dernière, à de profonds changements dans la manière de produire et de consommer des pays industrialisés. Il y a cette tendance vers une alimentation plus naturelle, locale et végétale en Occident et dans le même temps, les pays en voie de développement continuent également d'augmenter leur consommation, leur demande et leur désir de se rapprocher des standards de consommation alimentaire des pays développés. À ceci s'ajoute ce renouvellement continu des technologies, dans la manière dont les aliments sont produits, mais également livrés, commercialisés, consommés, etc., ce qui modifie le paysage mondial. Nous avons aussi, cette menace autour du climat et cette grande question de savoir si l'alimentation et l'agriculture vont être des alliées pour le climat ou s'il y aura un affrontement durable entre produire de la nourriture et lutter contre le changement climatique.

On doit transformer nos systèmes agroalimentaires pour parvenir à cette neutralisation carbone. Pour cela, nous devons améliorer la gouvernance des ressources naturelles, améliorer la productivité, ce qui signifie produire plus avec moins, améliorer les pratiques de production, améliorer les modes et comportements de consommation et utiliser une énergie plus propre. Il existe également un énorme potentiel dans l'utilisation des terres, les forêts et les tourbières, mais aussi dans la gestion des sols pour réduire ces émissions de gaz à effet de serre. C'est pourquoi j'ai dit que le système agroalimentaire pourrait être une opportunité d'accélérer ce processus tout en garantissant que nous produisons ce dont nous avons besoin aujourd'hui et demain. Nous devons faire face en même temps aux situations d'urgence avec des politiques intégrées humanitaires et de consolidation de la paix, mais nous devons également protéger nos ménages, en augmentant la résilience et en intensifiant cette résilience climatique dans l'ensemble des systèmes agroalimentaires. C'est la seule façon pour nous de relever les défis de l'eau et du climat, et la seule façon pour nous de contribuer à la plus grande question de l'alimentation saine, car aujourd'hui 3,1 milliards de personnes n'ont pas accès à une alimentation saine. Concernant le financement, il y a plusieurs aspects que nous devons examiner. Un premier aspect est le programme de réaffectation qui concerne le soutien à l'agriculture et la façon dont nous pouvons le réaffecter et comment nous pouvons accélérer et promouvoir de meilleures incitations à l'utilisation de ce soutien à l'agriculture. Deuxièmement, il s'agit du secteur privé, des organisations financières internationales et des donateurs traditionnels. C'est de cette manière que nous devons allouer les ressources pour fournir des incitations appropriées.



La sécurité alimentaire dans un contexte de turbulence politique



Sam Okwulehie
PDG de LATC



Kamel Abdallah
Directeur général de Canal Sugar



Park Yong-joo
Directeur du marketing et responsable des opérations commerciales monde chez PlanTFarm

Il est intéressant de noter ici, par exemple, pourquoi ces pays devraient commencer à s'en soucier et pourquoi le protectionnisme dans de nombreuses régions du monde commence à avoir un impact sur des pays comme l'Afrique. Des thèmes très intéressants commencent à surgir. Ces thèmes incluent le protectionnisme, par exemple, avec l'interdiction en Inde des exportations de riz, qui commence à avoir un impact très important sur des pays comme le Nigeria, le Kenya et toute l'Afrique où le riz est devenu un aliment de base important. Ce qui est intéressant, c'est que le protectionnisme commence à faire de l'alimentation une arme: il y a des troubles sociaux dans ces pays à cause de ces situations, et des problèmes comme la migration avec de nombreuses personnes migrant d'Afrique vers l'Europe et la mer Méditerranée qui se transforme en cimetière. Sur les 54 pays d'Afrique, 12 ont déclaré une urgence alimentaire cette année en raison des impacts protectionnistes, inflationnistes ou géopolitiques de ce qui se passe dans d'autres parties du monde extérieures à l'Afrique. Il est important de souligner les problèmes de santé, l'alimentation comme arme, le protectionnisme, l'inflation, etc. comme conséquences de la géopolitique dans ces régions du monde. [...] À côté de cela, il y a la technologie, la recherche, la numérisation si vous préférez, vous faites le tour des supermarchés ici au Moyen-Orient, vous trouvez des tomates, des cerises, des baies et le genre de choses que vous ne vous attendriez jamais à cultiver dans cette partie du monde et qui sont cultivées ici aux Emirats arabes unis, par exemple. Cela a grandement contribué à sécuriser le système alimentaire dans ces régions du monde et c'est un aspect sur lequel les pays africains doivent alors accorder une grande attention afin de garantir la localisation et la «quasi-localisation» des lieux de production, et l'aide viendra de la technologie, de la recherche, de la conservation de l'eau, etc.

En Égypte, 70 millions de personnes sur environ 110 à 120 millions d'habitants reçoivent une sorte de subvention alimentaire pour le pain. Cependant, ce modèle n'est pas durable. Les gouvernements ne peuvent pas continuer à enregistrer des déficits budgétaires et nous avons eu une autre complication avec la crise sanitaire dans la région. Nous avons le taux de diabète le plus élevé, voire le deuxième, au monde. Ce qui s'est produit au fil des années, c'est que le diabète et les problèmes cardiaques commencent à se développer tôt, ils surviennent au début de la quarantaine, contre la cinquantaine dans d'autres régions du monde. Là encore, les gouvernements ont réagi en dépensant de l'argent pour les soins de santé, d'abord en envoyant les personnes à l'étranger, puis en créant des hôpitaux. Maintenant, ils se rendent compte que cela n'est pas non plus durable: il n'est pas durable de subventionner les aliments importés ou de continuer à dépenser de l'argent pour soigner les malades atteints de maladies chroniques. C'est désormais vers cela que la sécurité alimentaire a évolué, il s'agit de bien-être et de nutrition. Il s'agit de s'assurer qu'ils ont la bonne nourriture afin qu'ils ne tombent pas malades. Nous travaillons désormais à garantir une certaine forme d'autosuffisance, ou au moins une part raisonnable de production agricole nationale, et c'est là que les choses sont en train de changer. Qu'est-ce qui a rendu cela possible? La technologie pure et simple. Sans technologies de rupture, nous n'aurions pas pu reconquérir le désert, optimiser la production et minimiser la consommation d'eau, ni développer des rendements plus élevés pour les vaches, le sucre et dans tous les domaines de l'agriculture.

La question est de savoir si la technologie de l'agriculture en environnement contrôlé, l'AEC, peut être la solution aux crises ou aux pénuries alimentaires. [...] Si vous donnez de l'eau aux plantes, moins de 5% est réellement utilisée par les plantes. Cependant, l'AEC utilise moins de 5% de l'eau utilisée par l'agriculture traditionnelle et nous pouvons également recycler l'eau. La consommation d'eau est donc très faible. Il existe une autre statistique qui montre que 30% des terres agricoles ont disparu au cours des 30 dernières années. Dans l'AEC, nous n'endommageons pas la terre, nous pouvons en fait multiplier la productivité de l'agriculture par six, huit ou dix en empilant des couches pour augmenter la production. Un autre bon côté de l'AEC est qu'aucun pesticide n'est utilisé, contrairement à ce que je pense être 6 milliards de tonnes de pesticides utilisés dans l'agriculture traditionnelle. En matière de gaspillage alimentaire, seulement 67% des cultures récoltées dans l'agriculture traditionnelle sont comestibles contre 97% pour les cultures des fermes verticales en intérieur. 45% des légumes frais sont gaspillés pendant le transport et environ 50% le sont en raison de problèmes de chaîne d'approvisionnement. On n'a pas ce genre de gaspillage si on produit les récoltes localement et on réduit les kilomètres alimentaires. En plus de réduire les déchets, nous pouvons également produire des légumes toute l'année, 365 jours par an et le taux de productivité est au moins deux fois plus rapide que l'agriculture traditionnelle. L'un des avantages des fermes verticales en intérieur c'est qu'on peut réellement pratiquer l'agriculture n'importe où dans une ville. Un exemple est la ferme Metro à Séoul, où nous avons converti l'espace inutilisé d'une station de métro de Séoul en une ferme intelligente.



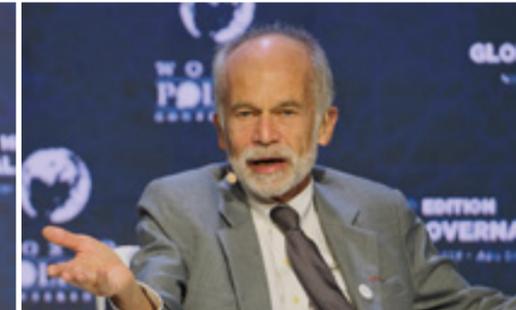
Intelligence Artificielle : opportunités et dépendances



PRÉSIDENT :

Patrick Nicolet

Directeur général de Linebreak SA, ancien directeur des technologies de Capgemini



Daniel Andler

Professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, philosophe



Kazuto Suzuki

Directeur de l'institut de géoéconomie à l'International House of Japan, professeur à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo

En intelligence artificielle, chaque percée technologique engendre une discussion sur l'aspect utopique ou dystopique. La question est de savoir si cela détruira ou sauvera le monde et la réponse n'est ni l'un ni l'autre pour la simple raison que cette technologie n'est en fin de compte qu'une machine. Une machine effectue des tâches et les êtres humains sont normalement plus qu'un ensemble de tâches. C'est pourquoi ces débats ne cessent d'apparaître mais aboutissent toujours à la même conclusion. Cette question a été envisagée à une échelle plus large par la professeure Carlota Perez, une économiste anglo-vénézuélienne, qui a beaucoup travaillé sur les cycles technologiques. On peut y voir des tendances avec les phases d'expansion et de contraction habituelles, qui ont commencé il y a longtemps, plus récemment avec les machines à vapeur, jusqu'au microprocesseur et ce que nous voyons actuellement avec l'intelligence artificielle. Juste pour contextualiser, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une avancée importante, mais à mon avis, elle n'est pas différente des avancées technologiques précédentes que nous avons constatées et nous devons l'aborder de manière approfondie. [...] Ce que nous avons essayé de vous montrer aujourd'hui, c'est qu'il y a une percée avec ce que l'on appelle l'IA générative ou la prise en charge de grands modèles de langage, comme cela a été expliqué, et c'est ce qui a attiré l'attention et en a fait une priorité car il s'agit d'un nouvel avenir. Elle a déjà été déployée pour gérer des systèmes complexes et elle peut aider à résoudre certains de nos défis les plus urgents, parmi lesquels la cybersécurité. Si vous aimez l'IA telle qu'elle est aujourd'hui, vous l'adorerez demain avec la quantique.

Le rêve d'une machine qui serait véritablement intelligente, une véritable machine pensante, qui posséderait une « intelligence générale artificielle » ou AGI, ou encore une « intelligence de niveau humain », est de retour. L'avènement des LLM, de l'IA générative, a fait pencher la balance : la capacité à composer à la demande des textes et des images cohérents et souvent pertinents de toute nature et sur n'importe quel sujet n'est pas seulement un véritable changement de donne en termes d'applications dans d'innombrables domaines ; cela rend également plus plausible que l'AGI soit à portée de main dans quelques années seulement. Mais cela repose sur deux hypothèses peu plausibles. La première est que la tendance actuelle à la réussite est vouée à se poursuivre jusqu'à ce que l'ensemble du répertoire des types de problèmes que l'esprit humain peut résoudre ait été conquis par l'IA. La deuxième hypothèse est qu'une fois que cela se produira, l'intelligence de niveau humain aura été atteinte. Quant à la première hypothèse, la moins improbable, il y a deux raisons d'être prudent : premièrement, les systèmes spectaculaires actuels sont loin d'être parfaits et loin d'être entièrement compris. Ils constituent une base trop fragile pour prédire le succès à venir. Le deuxième problème est que même si les succès actuels laissent présager de nouveaux progrès, ils ne confortent pas l'idée selon laquelle des problèmes de toutes sortes sont à notre portée ; en fait, il est clair que ceux qui le sont obéissent à de sérieuses contraintes. Quant à la promesse selon laquelle l'intelligence de niveau humain est à notre portée, j'affirme qu'elle est complètement vaine. Je ne peux proposer aujourd'hui que deux arguments. Le premier, c'est que les leaders scientifiques les plus éminents de l'IA aujourd'hui s'accordent tous sur la nécessité de nouvelles connaissances, sans lesquelles l'IA stagnera. Aujourd'hui, l'IA est peut-être à la veille d'un tournant similaire à la révolution des réseaux neuronaux, mais elle ne sait pas encore quelle direction prendre. La seconde est l'observation selon laquelle l'intelligence humaine ne se limite pas à résoudre des problèmes, et je ne vois pas comment l'IA telle qu'elle est conçue actuellement peut faire autre chose que résoudre des problèmes.

Depuis de nombreuses années, l'IA, comme le montre la première vidéo, constitue à la fois une création et un risque pour une utilisation à des fins militaires. Il y a eu de longues discussions sur les Systèmes d'armes létales autonomes (Sala) aux Nations Unies, notamment dans le contexte de la gouvernance sur l'utilisation des armes conventionnelles (CCW). Le problème évolue car le contexte n'est plus seulement celui de l'IA utilisée à des fins militaires, mais également à des fins politiques. [...] La réglementation la plus puissante et la plus détaillée a été élaborée par les États-Unis, où le président Biden a publié un décret visant à établir une nouvelle norme que les entreprises doivent suivre dans la conception de l'IA. On y précise également que les autorités ne recevront que les résultats des tests, la protection des consommateurs, les mesures pour tenter d'empêcher l'utilisation de l'IA qui pourrait impliquer certains algorithmes discriminatoires, ainsi que de la concentration sur l'IA médicale et on y parle de partenariat international. La Chine a également lancé ce qu'on appelle l'Initiative mondiale pour l'IA, dans le contexte des trois autres initiatives sur le développement mondial, la sécurité mondiale et la civilisation mondiale. La Chine montre qu'elle désire s'entendre avec la gouvernance mondiale de l'IA. Lorsqu'on parle de réglementation de l'IA, on doit mettre en place un cadre réglementaire par secteur : pour l'armée, pour la prévention des ingérences électorales, pour la prévention des fake news, etc. [...] Je pense que certaines des questions touchent à la demande pour l'IA et je pense que la plupart des réglementations se concentrent actuellement sur l'offre, sur la manière d'appliquer l'éthique dans la manière dont l'IA est conçue et utilisée. Cette combinaison de la diffusion des logiciels et des réseaux sociaux qui fournissent ces produits pour répondre à la demande rend désormais la réglementation beaucoup plus difficile. L'une des discussions que j'ai eues est que, puisqu'il est difficile d'avoir une réglementation unique, nous devons examiner la demande et nous assurer qu'elle est réglementée pour garantir un approvisionnement adéquat en IA.



Intelligence Artificielle : opportunités et dépendances



Ameena Al Sumaiti

Professeure associée en ingénierie électrique et en sciences de l'informatique à l'Université de Khalifa d'Abou Dabi



Toby Simon

Fondateur et président de Synergia



François Barrault

Fondateur et président de FDB Partners, président de l'IDATE DigiWorld

Ce qui rend la tâche difficile pour les véhicules autonomes, ce sont les conditions météorologiques défavorables, car, par exemple, s'il pleut, les routes seront mouillées et dans ce cas, nous devons nous assurer qu'il n'y a pas d'accidents. Nous avons besoin de la puissance de l'IA pour prendre en compte l'impact météorologique dans notre problème de planification et nous nous sommes assuré qu'aucun accident ne se produirait lorsque nous programmerions nos véhicules autonomes. Et cela a vraiment été réalisé dans le laboratoire Smart Operations. Je vais me concentrer sur un cas de recherche dans lequel nous avons envisagé Dubaï. Dubaï est divisée en quatorze districts et nous voulions évaluer la puissance de l'IA dans la planification de l'infrastructure de recharge. Pour ce faire, nous avons considéré deux types de recharges, d'une part l'infrastructure de recharge électrique et d'autre part la recharge dynamique sans fil, ce qui a soulevé la question de savoir pourquoi nous devrions considérer cette dernière. L'idée est que si nous voulons que les rues soient entièrement autonomes, nous voulons également que la recharge soit autonome, c'est pourquoi la recharge dynamique sans fil est vraiment importante. Nous avons examiné deux études de cas. Dans la première, nous avons examiné l'affectation et le dimensionnement optimal de l'infrastructure de recharge sans fil dynamique ainsi que de l'infrastructure des bornes de recharge, sans utiliser la puissance de l'IA et en nous concentrant uniquement sur l'optimisation. Nous avons ensuite développé un nouveau modèle d'IA, qui est un modèle hybride tirant parti de plusieurs algorithmes d'IA, et nous avons à nouveau abordé le même problème. Nous avons constaté que nous étions en mesure de minimiser le coût de l'infrastructure gouvernementale de 2,12% par rapport au cas précédent.

Les systèmes d'IA constitueront l'un des vecteurs d'attaque contradictoire incontournables dans tous les domaines où l'IA accroît une action. Cela signifie qu'au moment où vous utilisez l'IA, une vulnérabilité se crée, c'est comme un boomerang qui peut éventuellement revenir vers vous. L'attaque implique une contamination et une manipulation des données, rendant ainsi l'IA très inefficace. Par exemple, permettez-moi de vous donner un scénario de conflit, disons que le domaine utilisé en IA est l'ISR, l'Intel en mode turbo. Le cas d'utilisation de l'IA serait pour la détection d'objets, qui seraient un actif, une personne et une référence, et l'attaque de l'IA serait l'extraction et l'évasion. Si vous regardez ce que les Russes ont pu faire avec leurs camps militaires dans le conflit actuel, vous y verrez en grande partie cette exploitation pour dissimuler la plupart des endroits où ils gardent leurs avions. La combinaison de l'IA utilisée avec les HAPS (Pseudo-satellites à haute altitude), utiliser des satellites serait un peu plus difficile, mais les HAPS fonctionnant à une altitude beaucoup plus basse pourraient devenir des centres de données aériens. À l'avenir, lorsque nous passerons à un théâtre de guerre autonome, nous utiliserons davantage de systèmes HAPS, qui garantiront une communication rapide avec les personnes sur le terrain. Deuxièmement, avec l'avènement de la technologie d'amélioration humaine, les êtres humains cybernétiques dotés d'implants dans leur corps sont capables de se connecter à un HAPS et de prendre des décisions beaucoup plus rapidement que s'ils appelaient un centre de commandement.

Nous avons beaucoup parlé de l'IA et elle comporte trois piliers. L'intelligence artificielle, l'intelligence augmentée repose sur trois piliers : le matériel, la transmission (la fibre, le satellite et la téléphonie mobile 5G) et le logiciel. Pourquoi parle-t-on autant de l'IA depuis quatre ou cinq ans ? Il y a trois raisons. Premièrement, la technologie a augmenté la puissance et la vitesse dans des proportions incroyables et, pour la première fois dans l'industrie, les trois piliers ont connu une croissance très rapide. Deuxièmement, nous avons tous fait l'expérience de ChatGPT en décembre et tout le monde en parle maintenant et l'utilise pour des lettres, des discours et des rapports. Enfin, personne ne comprend vraiment l'IA, c'est compliqué et c'est un très bon outil pour les journalistes, les médias ou les cliqueurs, à cause de cela. Elle peut créer la même peur que la Guerre froide, c'est pourquoi on l'a utilisé pendant longtemps pour nous effrayer, mais ce n'est pas effrayant. Les thèmes effrayants génèrent des clics et de l'attention et génèrent bien sûr des revenus. L'iPhone 1 était une révolution, l'iPhone 15 est une évolution. Ce qui est très intéressant, c'est que le quantum est synonyme de puissance, de taille, de peu d'énergie et également de détection. Par exemple, beaucoup d'entre vous possèdent une montre intelligente qui analyse votre rythme cardiaque et la détection quantique sera capable d'analyser le champ magnétique de votre cœur et elle sera 1 million de fois plus précise que n'importe quelle technologie actuelle. La puissance de l'informatique quantique, de la technologie quantique et de l'IA va complètement transformer le monde. Les principaux avantages de l'IA et de la technologie quantique résideront dans l'entretien proactif du corps, exactement comme nous le faisons avec une voiture, un train ou un avion.

Semi-conducteurs et tendances géopolitiques : une opportunité de renforcer les relations



PRÉSIDENT:
Paul Boudre
Partenaire chez Silian,
ancien directeur général
de Soitec



Handel Jones
Fondateur et directeur général d'International Business
Strategies (IBS)



Max Masood Mirgoli
Vice-président exécutif des partenariats stratégiques
mondiaux chez IMEC



Helmut Gassel
Ancien administrateur chez Infineon



La Chine essaie de développer des technologies matures, ce qui sera acceptable pendant un certain temps, mais il y aura un moment où la Chine reculera, ce qui pourrait créer d'importants problèmes de chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Cela pourrait se produire en 2025, 2026 ou 2027, mais cela arrivera. Les questions de guerre commerciale se justifient en partie pour la sécurité nationale, mais nous remettons en question d'autres domaines. Le résultat final est que la Chine investit énormément dans les semi-conducteurs mais il y aura une escalade de taille du conflit à l'avenir. La croissance du marché des semi-conducteurs est actuellement fortement stimulée par les smartphones et les centres de données, mais nous allons voir les appareils Edge devenir le facteur clé de l'IA générative. Alors, quelles en sont les applications ? La santé numérique est une révolution – j'ai assisté à certaines activités à Stanford et à Harvard – et nous en tirerons des avantages majeurs pour la réduction ou de diminution de l'importance des maladies, de durées de vie des produits plus longues et pour plus de produits, etc. Cela va changer la société et cela nécessitera d'importantes ressources ainsi que de la collaboration. La production alimentaire est un autre domaine dans lequel l'IA générative apportera des avantages de taille. Le système éducatif devra changer radicalement. Ce que l'on apprend aujourd'hui deviendra obsolète avec l'IA générative. Ce que les gens auront sera ce que nous appelons un jumeau numérique virtuel, qui aura un QI plus élevé en matière d'analyse de données que le cerveau humain. Nous aurons des transports autonomes qui changeront la logistique. Nous pensons que la Chine sera en fait le premier marché à adopter l'IA générative et l'ADAS L5 tôt ou tard, peut-être d'ici 2035. Nous allons avoir des changements majeurs dans la société. Les dangers de l'IA nous inquiètent, mais il est important de l'accepter et d'essayer d'accélérer son adoption, car ses avantages dépasseront de loin ses limites.

Aujourd'hui, l'industrie des semi-conducteurs, qui représente environ 575 milliards de dollars à l'échelle mondiale, gère une économie technologique de 8 000 milliards de dollars et les projections prévoient qu'elle atteindra 1 000 milliards de dollars de ventes d'ici 2030. Grâce aux innovations dans les circuits intégrés, il y a une renaissance de la technologie et les progrès des semi-conducteurs stimulant aujourd'hui l'IA, l'impact économique est vraiment extraordinaire. Il est donc impératif aujourd'hui que tout pays participe à la transformation numérique, car il est communément dit qu'aujourd'hui « LES DONNÉES sont le nouveau PÉTROLE » et il est tout simplement impossible d'ignorer les opportunités économiques que la technologie peut apporter à n'importe quelle économie, tout cela étant basé sur les progrès des semi-conducteurs. Les semi-conducteurs font également aujourd'hui partie de la sécurité nationale de chaque nation moderne en tant que pierre angulaire de la défense et de la cybersécurité et chaque pays dispose donc d'un plan actif pour garantir la capacité de relocalisation et de fabrication de semi-conducteurs chez lui. Aujourd'hui, chaque pays dispose d'un CHIPS ACT pour garantir qu'il participe à l'innovation qui peut continuer à produire des puces plus puissantes et à pouvoir disposer en outre de la capacité de fabrication dans son pays en raison de la nature véritablement importante des semi-conducteurs et de l'industrie non seulement pour la croissance économique, mais également pour la sécurité nationale. L'industrie des semi-conducteurs, en plus de rendre possibles l'IA et d'autres capacités informatiques, permet également de nouvelles percées telles que le séquençage de l'ADN dans les sciences de la vie et les diagnostics associés ainsi que la médecine personnalisée, la conduite autonome qui perturbe véritablement l'industrie automobile et la façon dont les voitures sont fabriquées et vendues, ou encore l'agriculture et la production alimentaire et de nombreux autres domaines, même aussi éloignés que le divertissement avec le streaming de contenu ; et d'autres percées sont à venir. Il est donc impératif pour chaque pays d'avoir une politique de résilience de la chaîne d'approvisionnement en technologie et en semi-conducteurs pour garantir la résilience des besoins économiques et de la sécurité nationale de la nation.

Outre les avantages que l'Europe tire désormais de l'implantation d'une industrie de pointe dans la région, le continent a sa propre force dans certains domaines. Le premier est celui de l'automobile, où je dirais que 50 % des semi-conducteurs qui y sont destinés sont aujourd'hui conçus et fabriqués dans une large mesure en Europe, c'est donc une très grande force. Nous avons également parlé d'équipement et il y a cette célèbre entreprise dont tout le monde a entendu l'acronyme ASML. ASML est crucial car c'est la seule entreprise au monde à pouvoir mettre en œuvre une technologie dite de pointe. Là encore, l'industrie de pointe ne concerne qu'une certaine partie de l'industrie des semi-conducteurs, une partie essentielle sur laquelle on se concentre beaucoup, notamment en raison de son double usage potentiel, mais il y a beaucoup d'autres choses qui sont faites en Europe aujourd'hui où cette dernière est en tête du peloton mondial dans certains domaines. Le matériau est un troisième domaine. Si on va plus en profondeur pour essayer de comprendre ce que sont les semi-conducteurs, on peut mesurer les atouts de chaque région. Par exemple, les États-Unis possèdent l'automatisation de la conception, et aucune puce ne peut être fabriquée dans ce monde sans certaines capacités qui ne résident qu'aux États-Unis. Le Japon possède certains domaines de capacité en matière de plaquettes et de certains matériaux, et cette lithographie de pointe ne serait pas possible sans la chimie provenant du Japon. Il s'agit d'une industrie véritablement mondiale. La situation évolue au moment où nous parlons et nous pouvons en tirer profit. Chaque région doit tenir compte de ses capacités particulières et si vous êtes assez courageux pour profiter du changement actuel, vous pouvez également introduire cette industrie ou une partie de celle-ci dans cette région.



Leaders innovants : Comment le crédit carbone contribue-t-il à la Zéro émission nette ?



PRÉSIDENT:
Lucia Sinapi-Thomas
 Directrice exécutive de Capgemini Ventures



Annette Nazareth
 Présidente du conseil d'Integrity Council for the Voluntary Carbon Credits (ICVCM)



Matt Atwood
 Fondateur et directeur général d'Aircapture

Un nombre croissant d'entreprises affichent publiquement leur objectif de zéro émission nette et travaillent activement sur leurs plans de décarbonation, qui se traduisent très souvent par des investissements dans la modernisation de leurs sites industriels. Toutefois, réduire activement les émissions de CO₂ ne suffira pas. On estime qu'il sera nécessaire de retirer de l'atmosphère 10 gigatonnes de CO₂ par an en recourant à des solutions naturelles telles que la reforestation ou à des solutions technologiques, à savoir le captage et la séquestration du carbone. La transition énergétique et la décarbonation demandent donc des investissements massifs et, comme l'a souligné récemment le FMI, les budgets publics ne peuvent pas tout financer sur ce front. De nombreux pays comme le Canada, la Suède ou Singapour ont imposé une taxe sur les émissions de carbone et des systèmes d'échanges de quotas d'émissions sont mis en œuvre dans des régions comme l'Europe pour encourager les bons comportements. Dans le cadre de ces systèmes, les entreprises se voient allouer gratuitement un certain nombre de quotas par an en fonction de leur intensité carbone, et les plus performantes peuvent les échanger sur une bourse. Le marché volontaire du carbone vient s'ajouter à ces systèmes obligatoires ou à ces marchés de conformité. Délivrés sur la base de projets d'évitement ou d'élimination du carbone, les crédits carbone sont achetés par des entreprises désireuses d'accélérer leur trajectoire vers zéro émission nette et constituent donc un moyen de canaliser les financements vers des projets et des porteurs de projets qui, sans cela, ne seraient pas très bancables au regard des critères traditionnels de financement de projets. D'aucuns considèrent les crédits carbone comme la pseudo-monnaie de la décarbonation ou le filet du zéro émission nette.

Si on assimile ces CCP (CCP - *Core Carbon Principles*) à des normes de cotation, il faut également souligner qu'elles requièrent non seulement l'autoréglementation du produit, mais aussi l'autoréglementation des programmes qui délivrent les crédits. Je pense que l'introduction de ces CCP sur le marché engendra une confiance accrue dans le marché, tout comme nous avons confiance dans d'autres marchés de capitaux robustes et intégrés. Telle est notre ambition. Nous aspirons à instaurer une confiance justifiée, fondée sur une haute intégrité. En toute franchise, nous tablons également sur des échanges robustes de contrats à terme sur les marchés volontaires du carbone au fur et à mesure de leur normalisation. Je pense que cela enverra des signaux prix très forts car cela améliorera les mécanismes de couverture pour les acteurs du marché. Cela enverra des signaux prix forts et améliorera la capacité des porteurs de projets à gérer leur exposition au risque de prix. Je pense que cela rendra moins risqué le lancement de nouveaux projets, en particulier dans les pays du Sud global. En mettant en œuvre les CCP et en encourageant les acteurs du marché à adopter ces crédits à haute intégrité, nous créons un écosystème dans lequel la valeur des réductions d'émissions est dûment reconnue et récompensée. Je suis convaincue que cela déblocuera des flux de capitaux plus importants, stimulera l'innovation et catalysera le développement et le déploiement de solutions climatiques réellement efficaces.

Aircapture est une entreprise américaine qui développe une technologie de captage direct de l'air. Pour simplifier, nous construisons des machines qui utilisent un ventilateur qui aspire l'air à travers la machine et le CO₂, le dioxyde de carbone de l'air est collecté sur une surface de contacteurs à l'intérieur de la machine. Au bout d'une quinzaine de minutes, les contacteurs sont « pleins » de CO₂ et nous injectons alors de la chaleur, généralement sous forme de vapeur résiduelle ou de vapeur à basse température qui libère le CO₂ des contacteurs, que nous récupérons ensuite pour essayer d'en faire quelque chose d'utile. Nous vendons le CO₂ sur différents marchés et le convertissons pour différentes applications, telles que les carburants, la carbonatation des boissons, les matériaux de construction et l'agriculture. À l'heure actuelle, nous en sommes au stade de la commercialisation de la technologie. Nous avons construit plusieurs machines commerciales selon la méthode *design-for-manufacturing* (conception pour la fabrication) sur une plateforme de développement à grande échelle et nous cherchons à vendre le CO₂ sur différents marchés. J'aime à dire que l'économie mondiale fonctionne au carbone, le carbone est présent dans la majorité des produits que nous utilisons, des produits qui font fonctionner l'économie mondiale. Bien que nous travaillions principalement aujourd'hui sur la carbonatation des boissons, nous menons également des projets de séquestration géologique et de production de glace sèche pour la chaîne du froid. Nous avons également des projets de conversion du CO₂ en produits chimiques et engrais pour les applications agricoles, en plastiques, et même en matériaux de batterie pour la transition énergétique, ainsi qu'en e-carburants et en produits énergétiques tels que le méthanol.



Leaders innovants: Comment le crédit carbone contribue-t-il à la Zéro émission nette ?



Kristinn Ingi Lárusson

Directeur du business development et de la commercialisation de Carbfix



Sam Gill

Co-fondateur et président de Sylvera



Maryam Al Mansoori

Directrice générale de Rebound

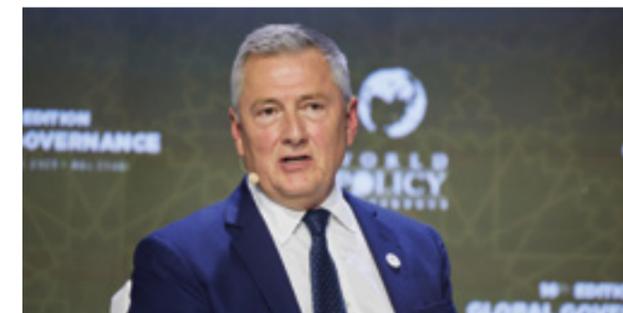
Chez Carbfix, nous imitons simplement la manière dont Mère Nature stocke le CO₂. Notre mission est d'apporter une contribution de taille à la lutte contre le changement climatique en innovant constamment dans le but d'améliorer les méthodes de stockage du CO₂ par minéralisation. Je bois ici de l'eau pétillante San Pellegrino et en fait, notre méthode consiste simplement à dissoudre le CO₂, comme ceci, et à l'injecter dans le sol où il commence à se minéraliser dans le substrat rocheux. Nous injectons non pas des gaz, mais de l'eau pétillante qui a la capacité de se minéraliser dans le substrat rocheux, comme le fait Mère Nature. Le substrat rocheux contient des composants chimiques simples et, dans notre cas, nous avons besoin de trois ingrédients. Premièrement, nous avons besoin de CO₂, deuxièmement, nous avons besoin de roche basaltique et troisièmement, nous avons besoin d'eau. Nous dissolvons le CO₂ dans l'eau, puis l'injectons progressivement dans le substrat rocheux. Une fois qu'il atteint le substrat rocheux à une très faible profondeur (500 mètres en moyenne), il commence à se minéraliser; les ions cationiques du substrat rocheux sont alors libérés et le processus de minéralisation se met en place. Pour simplifier, on peut dire que l'eau est le moyen de transport, donc l'eau est le train et le CO₂ est le passager, et une fois que le train atteint le substrat rocheux, le CO₂ descend du train tandis que l'eau poursuit sa route. Nous empruntons l'eau pendant quelques minutes, mais la minéralisation se fait en moins de deux ans au lieu des millions d'années habituellement nécessaires, et il s'agit d'une solution permanente.

Si nous étions tous d'accord sur le fait qu'un crédit carbone doit stocker du carbone pendant 100 ans, par exemple, pour être acceptable, cela permettrait au marché de commencer à concevoir des approches d'empilement (*stacking*) horizontal ou vertical pour pouvoir utiliser différents types de carbones dans les portefeuilles. Cela nous permettrait de commencer à régler et normaliser le marché, mais pour l'instant, il n'y a pas de consensus clair sur le paradigme de la qualité vers lequel il est souhaitable de tendre. Or, je pense que nous avons besoin d'un consensus clair. La VCM est l'organisme chargé de l'intégrité côté demande, mais là encore, ce qu'il faut, c'est un consensus beaucoup plus large sur ce que nous devons demander aux entreprises de faire en termes de compensation. Cela signifie que lorsqu'elles ne sont pas en mesure de réduire leurs émissions à zéro, objectif que nous leur demandons d'atteindre, il convient de se mettre d'accord sur ce à quoi elles peuvent prétendre si elles compensent leurs émissions avec des crédits carbone et quels avantages elles recevront réellement pour cela. Vont-elles bénéficier d'allègements fiscaux, d'un traitement préférentiel sur les marchés des capitaux, vont-elles être récompensées d'une manière ou d'une autre car le secteur privé ne peut pas fonctionner comme une œuvre caritative. Je pense que ces consensus sur le paradigme de l'intégrité côté offre et côté demande sont absolument nécessaires pour permettre au marché d'aller de l'avant et de passer à l'échelle supérieure.

Le marché du recyclage des plastiques est aujourd'hui confronté à un défi économique. Financièrement, les entreprises refuseront de payer plus pour introduire des plastiques recyclés dans leurs produits finis si le plastique vierge est moins cher. Par exemple, si le PET vierge est vendu aujourd'hui à environ 900 USD la tonne, le PET recyclé est vendu à environ 1 100 ou 1 200 USD la tonne. Cela représente un écart d'environ 300 USD et le vendeur de plastiques recyclés ne peut pas baisser le prix à 900 USD car il travaillerait à perte et c'est malheureusement la raison pour laquelle beaucoup de recycleurs doivent mettre la clé sous la porte. Les crédits représentent ici une opportunité, car il s'agit d'un modèle de revenu alternatif. Au lieu de seulement bénéficier de la vente des matériaux tangibles, ils peuvent également bénéficier de la vente des crédits générés. Bien que certains puissent être tentés de réclamer une responsabilité élargie du producteur, pointer du doigt une seule entité ou une seule entreprise ne contribuera pas à résoudre la crise de la pollution. C'est l'ensemble de la chaîne de valeur et des parties prenantes de la chaîne de valeur, y compris les gouvernements et les collectivités locales, qui aideront à récupérer ces matériaux séparés à la source, à générer des crédits de collecte et, au-delà, à acheminer ces matériaux plastiques vers une entreprise éthiquement responsable et respectueuse de l'environnement, capable de les recycler. Ils pourront ensuite être remis sur des marchés, tels que notre marketplace où l'acheteur et le vendeur peuvent négocier directement, et il y a une transparence absolue en matière de qualité.



L'Occident après la guerre d'Ukraine



PRÉSIDENT:

Terry Martin

Journaliste, présentateur de journal télévisé

Ce débat est important et les points que vous soulevez concernant le Sud global et sa perception de la situation le sont tout autant. Je comprends votre point de vue sur l'Occident et sur la pertinence ou non de ce terme. Je ne prétends pas que ce terme soit extrêmement pertinent. Mais je pense qu'il est également important de souligner que nous ne parlons pas nécessairement ici d'une opposition binaire: «l'Occident contre le reste du monde». Il s'agit plutôt, comme je l'ai défini au début de notre discussion, d'un groupe de démocraties essentiellement libérales qui défendent les principes d'un ordre international fondé sur des règles, parmi lesquelles la sacro-sainte intégrité territoriale. Quoi qu'il en soit, nous pouvons définir cela en termes d'autocratie et de démocratie, ce genre de conflit. Cependant, à mon sens, le cœur de la question ici est que nous avons d'un côté l'Ukraine et les pays qui la soutiennent - quel que soit le terme que vous voulez utiliser, «le camp de l'Ukraine» pour utiliser un terme neutre -, et de l'autre, ce que représente la Russie, et que Norbert Röttgen a décrit en termes de menace, la notion d'utilisation de la guerre comme instrument politique, qui entrent en conflit. Je voudrais juste m'assurer que nous ne sommes pas en train d'établir une fausse dichotomie entre «l'Occident et le reste du monde» dans notre discussion.



L'Occident après la guerre d'Ukraine



Tsakhiagiyn Elbegdorj
Ancien président de la Mongolie

Quant aux aspirations des Ukrainiens, en novembre 2022, le président ukrainien Zelensky a présenté son plan de paix en 10 points. Voici les cinq premiers points de ce plan qui fait actuellement l'objet de pourparlers à Djeddah, à Malte. Le premier de ces cinq points est la sécurité nucléaire. Il y est fait mention de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Bien sûr, le deuxième point est la sécurité alimentaire, dont nous pouvons discuter. Les principaux acteurs de la communauté internationale devraient y prêter plus attention. Le troisième point est la sécurité énergétique. Près de la moitié des centrales électriques ukrainiennes ont été endommagées et l'Ukraine veut les réparer, un problème sur lequel nous travaillons en étroite collaboration. Le quatrième point est la prévention de l'écocide. La destruction du barrage de Kakhovka, et ce qui s'est passé par la suite, a causé beaucoup de dommages à l'environnement. La question des mines se pose également. Nous travaillons en étroite collaboration sur cette question et d'autres parties prenantes suivent cela de très près. Cinquième point, la libération des prisonniers et des déportés, y compris des enfants. Une solution doit être trouvée. La deuxième moitié de ces dix points concerne l'intégrité territoriale de l'Ukraine et le retrait des troupes russes, l'établissement du tribunal spécial, l'architecture de sécurité et la confirmation de la fin de la guerre, avec la signature d'un document. Tel est le plan de paix de l'Ukraine. Le président Zelensky a soulevé la question de l'organisation d'un sommet de la paix en Ukraine et mène une action diplomatique internationale en ce sens.



Bogdan Klich
Sénateur au Parlement polonais, président de la commission des Affaires étrangères et européennes au Sénat polonais

Je dirais que les résultats du récent sommet de l'OTAN à Vilnius sont de bon augure pour la mise en œuvre des décisions prises il y a un an au sommet de Madrid. Premièrement, nous devrions mettre en œuvre le nouveau modèle de forces adopté au sommet de Madrid qui permettra de renforcer les pays susceptibles d'être attaqués dans le futur. Ce groupe de pays constitue le flanc Est de l'Alliance. Deuxièmement, le niveau des forces : une augmentation énorme de la force de réaction de 40 000 à 300 000 militaires devrait se concrétiser le plus rapidement possible. Quatrièmement, la décision concernant les plans de défense régionaux, destinés non pas à renforcer un pays ou un groupe de pays attaqués, mais à défendre chaque centimètre du territoire de l'OTAN, devrait également être mise en œuvre. Ces quatre décisions majeures du sommet de Madrid, réitérées au sommet de Vilnius et mises en œuvre dans une certaine mesure cette année, sont d'une importance capitale pour la sécurité de la communauté euro-atlantique. À mon sens, l'invasion russe de l'Ukraine a créé un espace totalement nouveau pour l'UE. Elle s'est engagée pour la première fois dans le soutien militaire d'un pays non membre de la Communauté européenne. Deuxièmement, l'UE a décidé d'allouer des sommes colossales pour des injections macroéconomiques dans le budget de ce pays. Si je me souviens bien, elles représentaient 11,6 milliards d'euros rien que pour l'année dernière et nous estimons que cette somme s'élèvera à environ 18 milliards d'euros pour cette année. L'année dernière, nous avons alloué 5,6 milliards d'euros à des fins militaires, sans compter l'aide financière des différents États membres de l'Union européenne. Il s'agit là d'un véritable tournant dans les activités de l'UE, et il convient de poursuivre dans cette voie.



Zaki Laïdi
Conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la Commission SEAE

Autre fait positif : le niveau de consensus entre Européens reste très fort, avec bien sûr quelques bémols, mais dans l'ensemble, il est extrêmement fort. La raison en est que tous les États européens voient en l'Ukraine un défi pour leur sécurité. Si, par malheur, la Russie l'emportait, ce que je ne peux imaginer, ce serait perçu comme un énorme coup porté à notre sécurité. Même les pays européens qui étaient tournés vers le Sud sont en train de changer d'avis et de pivoter vers l'Europe centrale, ce qui constitue un changement énorme qui se matérialisera au cours des deux prochaines décennies. Malheureusement, la Russie est et restera une menace pour la sécurité de l'Europe. Ce point de vue est aujourd'hui massivement partagé par les Européens. Côté européen, deux grandes réalisations méritent d'être mentionnées et réaffirmées. Premièrement, nous avons réussi à mettre fin à notre dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Deuxièmement, nous sommes probablement sur le point de transférer les avoirs russes gelés à l'Ukraine et j'espère que nous serons en mesure de leur donner les 300 milliards d'avoirs qui ont été gelés. Dans un sens, tout va bien mais, je dois bien l'avouer, la situation militaire est difficile, beaucoup plus difficile que ce à quoi on pouvait s'attendre par rapport, par exemple, à l'année dernière. Le coût de la guerre pour la Russie est absolument énorme et, selon les standards occidentaux ou européens, il est insupportable. Si vous regardez les derniers mois, en octobre, les pertes humaines côté russe sont absolument énormes. Ce qui est inacceptable selon les standards européens est parfaitement acceptable selon les standards russes et nous devons en tenir compte.



Norbert Röttgen
Membre du Deutscher Bundestag et membre de la commission des Affaires étrangères

Le doute grandit quant au fait que les États-Unis continueront à jouer leur rôle de premier fournisseur de sécurité de l'Europe. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous ne verrons pas la fin de cette guerre avant les élections présidentielles. Je pense que, indépendamment de cet événement, Vladimir Poutine n'a ni la volonté ni la capacité de se retirer de l'Ukraine. Je pense qu'il a dépassé ce stade et qu'il va et doit rester en Ukraine parce que cette guerre, qui a commencé comme une guerre pour rétablir un empire russe en Europe, est désormais devenue une guerre pour sa survie politique, du moins en tant que président russe, et peut-être même pour sa survie personnelle. Il ne peut donc pas se retirer même s'il le voulait et il attendra au moins l'élection présidentielle et si Trump est réélu, la solidité des Européens sera alors mise à l'épreuve. Je doute que nous soyons devenus le fournisseur de sécurité numéro un, je ne parle pas en termes d'engagements mais d'approvisionnements et de livraisons et là, bien sûr, l'Amérique est loin devant les Européens. Si Trump est réélu et si non seulement il réduit le soutien militaire, mais conclut un accord avec Poutine et déclenche une guerre économique avec la Chine, nous verrons alors où en est l'Europe. On ne peut exclure cette possibilité, et les Européens doivent donc commencer à s'y préparer. La leçon que je tire au bout de plus d'un an et demi de guerre, c'est que nous devons vraiment nous réveiller et reconnaître que cette guerre est une guerre européenne. Il devient de plus en plus urgent pour l'Europe d'assurer sa propre sécurité, nous devons nous y préparer. Le compte à rebours a commencé et si nous ne sommes pas préparés à affronter des événements que nous ne pouvons pas exclure mais que nous pouvons clairement prévoir, nous nous réveillerons dans une situation désastreuse et nous contribuerons alors au rétablissement de la guerre comme instrument politique, même en Europe.



La géopolitique de l'Indo-Pacifique entre préoccupations sécuritaires et opportunités économiques



PRÉSIDENT:
John Andrews
Écrivain, journaliste et conseiller de rédaction à The Economist



Jean-Pierre Cabestan
Directeur de recherche émérite au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO, professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong

Quelles que soient les crises actuelles, des questions géopolitiques et économiques à moyen et long terme se poseront dans la région indo-pacifique. Si vous prenez la région, vous pourriez affirmer qu'elle compte beaucoup trop de puissances nucléaires: vous avez les États-Unis, la Russie, la Chine et la Corée du Nord. Il y a de véritables points chauds, évidemment Taiwan, l'Inde et la Chine – qui sont peut-être membres des BRICS mais qui, même s'ils ne sont pas à couteaux tirés, entretiennent en réalité des relations assez hostiles – et de nombreux différends territoriaux et maritimes qui impliquent presque tout le monde dans la région. Les États-Unis ont signé des traités de sécurité avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, les Philippines, la Thaïlande et la Corée du Sud. Il existe ensuite des partenariats hors traités entre les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam. Alors il y a le bloc anti-occidental, même si Zaki Laidi n'appréciera peut-être pas l'idée d'un partenariat entre la Chine et la Corée du Nord qui, je suppose, est le seul traité d'entraide, de coopération et d'amitié que la Chine ait conclu à l'heure actuelle, en dehors de son partenariat stratégique « sans limites » avec Poutine et la Russie. Nous avons l'ASEAN, qui s'étend avec l'ASEAN+3. Il y a le RCEP, Partenariat économique régional global, qui regroupe l'ASEAN plus la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ils peuvent tous voir le potentiel économique de cette région et donc voir l'avantage de collaborer et de coopérer. Nous avons clairement de nombreuses préoccupations en matière de sécurité et de nombreuses opportunités économiques.

Le ralentissement en Chine a également d'autres conséquences, comme le fait que la BRI, ou Nouvelles routes de la Soie, est désormais plus poussive, et moins d'argent y est aujourd'hui investi. Je pense que cela donne à d'autres acteurs l'opportunité de jouer un rôle plus important dans la région indo-pacifique et dans le Sud global, et je fais ici allusion à un certain nombre d'initiatives prises par les États-Unis comme le B3W, Build Back a Better World, le Global Gateway de l'Union européenne ou les projets d'infrastructures du G7. Il existe ici un certain nombre d'opportunités qu'il ne faut pas négliger, mais il existe également des défis en matière de sécurité. Cela ne signifie pas que tous les pays s'alignent sur cette nouvelle bipolarité qui émerge dans la région entre les États-Unis et la Chine. Je pense qu'il y a encore beaucoup de marge de manœuvre pour beaucoup de pays et le meilleur exemple est peut-être l'Inde, qui est un membre très actif des BRICS tout en étant beaucoup plus proche des autres partenaires en Asie à travers le Quad, le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité entre l'Inde, le Japon, l'Australie et les États-Unis. Nous voyons donc l'Inde jouer des rôles très variés dans la région. Cependant, la bipolarité entre les États-Unis et la Chine domine désormais la région indo-pacifique, alors que nous assistons à des tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine. Bien entendu, la question qui se pose aux autres acteurs, dont l'UE, est de savoir comment ils peuvent jouer un rôle dans ce contexte. [...] Je ne pense pas que TSMC et l'industrie des semi-conducteurs à Taiwan constituent un bouclier efficace contre une attaque chinoise. Cependant, je pense qu'un certain nombre de facteurs ont amené la Chine à réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une aventure militaire contre Taiwan. Il est important de garder à l'esprit que la Chine et les États-Unis sont des puissances nucléaires et qu'en cas de crise dans le détroit de Taiwan, les États-Unis interviendront probablement et cela fait monter les enjeux.



La géopolitique de l'Indo-Pacifique entre préoccupations sécuritaires et opportunités économiques



Yuichi Hosoya

Professeur de politique internationale à l'Université Keio à Tokyo



Kim Chang-beom

Vice-président et directeur général de la Federation of Korean Industries

Je voudrais concentrer mon discours initial sur quatre points. 1/ La possibilité d'incidents autour de Taiwan a été évoquée à plusieurs reprises au cours de la dernière année. Le mois dernier, le gouvernement chinois a envoyé des avions de combat pour surveiller et lancer un avertissement à un avion de la marine américaine qui survolait le détroit de Taiwan. Naturellement, de nombreux observateurs ont senti qu'un conflit militaire pourrait éclater entre les deux puissances. Au Japon, nous disons en général qu'il y a peu de possibilités de guerre parce que la Chine n'est pas la Russie. Elle est plus raisonnable et plus modérée, donc les possibilités sont limitées. 2/ La Chine et les États-Unis recherchent des occasions de discuter au plus haut niveau. On a rapporté que le président Xi Jinping se rendrait bientôt à San Francisco pour assister à la réunion de l'APEC de cette année, ce qui serait sans aucun doute une très bonne occasion d'apaiser les tensions entre les deux grandes puissances et c'est donc une bonne nouvelle. 3/ Le Japon est la troisième économie mondiale et a décidé de doubler son budget de défense pour renforcer la dissuasion japonaise dans la région. La raison principale est que le gouvernement américain a demandé à plusieurs reprises au Japon de le faire parce qu'il existe de nombreuses incertitudes et que les puissances régionales doivent assumer davantage de responsabilités qu'auparavant. Bien entendu, les États-Unis sont de plus en plus repliés sur eux-mêmes et nous ne savons pas qui sera élu président l'année prochaine. C'est pourquoi le Japon doit jouer un rôle plus important dans la stabilisation de la région. 4/ Il est également important que le Japon et la Corée du Sud aient amélioré leurs relations, ce qui est une bonne nouvelle à une époque de grandes inquiétudes et de guerres. Je pense qu'il s'agit d'une tendance essentielle, d'abord parce que le gouvernement américain s'est efforcé de persuader les deux gouvernements d'améliorer leurs relations. En effet, les forces américaines au Japon et en Corée ne peuvent pas travailler efficacement sans coopération entre les deux gouvernements.

La menace ou le risque le plus fondamental ressenti au niveau commercial est sans aucun doute la rivalité entre les États-Unis et la Chine. À mesure que cette rivalité s'intensifie, les gouvernements des grandes et même des moyennes puissances tentent d'adopter des mesures plus protectrices et parfois de renforcer leurs propres structures économiques et leur sécurité économique, par des politiques, des initiatives ou des réactions défensives face à ce qui se dessine dans le contexte de la concurrence hégémonique. La sécurité économique ne se limite pas aux contrôles sur les technologies sensibles, telles que les équipements de production de semi-conducteurs haut de gamme, mais elle s'étend également aux réseaux de valeur, en particulier l'approvisionnement en terres critiques et rares. Elle pourrait également inclure la construction d'une large base industrielle, y compris de produits ayant relativement peu d'implications sur la sécurité nationale, comme les véhicules électriques. [...] La sécurité économique rend-elle l'environnement des affaires plus sûr et plus stable ? Ma réponse est « pas vraiment ». La sécurité économique entraîne une forte augmentation des prix des intrants et attise les pressions sociales et réglementaires sur les entreprises. L'élargissement des schémas politiques conduit les décideurs politiques et les régulateurs à structurer et administrer différemment leurs économies et environnements commerciaux respectifs. Les entreprises sont de plus en plus confrontées à des risques administratifs, logistiques et de copie de leur marque ; la hausse rapide des prix des intrants crée des problèmes de coûts et elles sont également contraintes de dépenser davantage en raison d'une main-d'œuvre réduite.



La géopolitique de l'Indo-Pacifique entre préoccupations sécuritaires et opportunités économiques



Hervé Mariton

Maire de Crest, président de la Fédération des entreprises des outre-mer (Fedom), président du Conseil franco-britannique



Mayankote Kelath Narayanan

Ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde (Manmohan Singh), ancien gouverneur de l'État du Bengale occidental



Douglas Paal

Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale

La France, pays indo-pacifique par sa présence et sa connexion, est présente sur plusieurs territoires de l'océan Indien et du Pacifique comptant plus d'un million et demi d'habitants. Il faut cependant rappeler que la plupart des liens depuis ces territoires, qu'il s'agisse de la Polynésie française ou de Mayotte, entre Madagascar et l'Afrique, se font avec la France métropolitaine et qu'il existe jusqu'à présent un déficit évident de liens régionaux. Nous n'aurons peut-être pas le choix à l'avenir. En effet, le président de l'ECG a montré hier des diapositives présentant ce que tout le monde appelle la régionalisation de la mondialisation, qui, par exemple, affaiblit les routes maritimes dont nous dépendons. Tous les échanges commerciaux entre l'Europe et les territoires français du Pacifique dépendent de routes maritimes aujourd'hui extrêmement fragiles du fait de l'évolution de la mondialisation. Nous avons une préoccupation stratégique directe, partagée avec nos alliés, concernant la sécurité de ces routes, comme tout le monde le comprend dans le Pacifique. Cependant, nous avons un intérêt plus direct avec le fait qu'elles sont évidemment en train de changer aujourd'hui, ce qui devrait nous inciter à nous tourner vers de nouvelles opportunités dans la région. [...] La France joue un rôle très important dans les énergies renouvelables par exemple. De nombreuses entreprises d'énergies renouvelables en Australie sont françaises. Neoen par exemple. Cependant, elles ne se développent pas dans la région à partir de nos territoires mais à partir de bases australiennes. Évidemment, à l'avenir, nous devons concilier l'affirmation politique d'aujourd'hui et les évolutions économiques de demain.

La Chine veut être la puissance numéro un en Asie et le seul pays qui l'en empêche, c'est l'Inde. Elle va donc essayer de rabaisser l'Inde et de réduire sa sphère d'influence. Cependant, nous ne considérons pas tant la Chine comme un adversaire dangereux que comme une menace imminente à laquelle nous devons faire face. Il est difficile de s'adapter à la présomption d'une hostilité permanente ou à l'adhésion à l'idée selon laquelle la Chine doit être confrontée avec force sur chaque question. [...] Il ne fait aucun doute que Taiwan constitue un problème, mais il n'y a pas de solution immédiate et je pense que nous devons le reconnaître et que nous pouvons en discuter dans ce forum. Je crois, et pas seulement moi mais aussi le représentant des discussions mensuelles, que nous avons dans la communauté de la sécurité en Inde, que le temps est la meilleure option pour parvenir à une résolution, ce qui signifie maintenir le statu quo pendant quelques années. Toute tentative visant à modifier le statu quo par la force perturberait non seulement l'équilibre mondial, mais aurait des conséquences désastreuses pour le monde. Nous pensons que la Chine peut vivre sereinement dans sa position actuelle pendant un certain temps. Enfin, je dirais que l'Asie, en particulier l'Asie orientale, doit éviter le genre de situation qui existe aujourd'hui en Europe. La Russie a un sentiment permanent de danger et de menace de la part de l'Europe et des États-Unis, tandis que l'Occident considère la Russie comme une menace qui doit être éliminée; deux groupes de personnes en conflit majeur. Faire face à la Chine va être très compliqué, mais je pense qu'il est important d'être patient. Nous devons éviter la menace d'une guerre à Taiwan et faire preuve de prudence dans la manière dont nous procédons. Trouver des moyens attractifs pour parvenir à un modus vivendi à Taiwan est peut-être le meilleur moyen de favoriser la stabilité dans la région.

Aujourd'hui, nous voyons la Chine prétendre réviser le système international, mais parler de plus en plus de révolutionner ce système et de le changer fondamentalement. Contrairement aux précédentes forces napoléoniennes ou fascistes vaincues ou à l'effondrement de la guerre froide soviétique, la Chine a encore aujourd'hui un pied dans le monde tel que nous le connaissons, un ordre fondé sur des règles, dont elle profite mais qu'elle veut aussi changer. Je pense que nous devons réfléchir à long terme à la manière dont nous allons trouver un nouvel équilibre, une nouvelle façon de gérer ces ambitions chinoises. [...] Malgré le ralentissement de son économie, la Chine continue de développer des capacités militaires sans précédent. Les États-Unis sont mis au défi d'améliorer leurs propres capacités militaires tout en étant obligés de fournir une assistance à l'Ukraine et maintenant aux Israéliens à Gaza. [...] Nous devons trouver des moyens de résoudre nos problèmes dans les régions Asie-Pacifique et Indo-Pacifique, et la Chine s'efforcera tout le temps de rendre cela plus difficile. Je comprends qu'elle a annoncé être disposée à accueillir prochainement une délégation du Hamas. La Chine a des intérêts au Moyen-Orient parce qu'elle a plus besoin d'énergie de ces pays que les États-Unis, mais nous avons tous deux intérêt à maintenir les approvisionnements en énergie du Moyen-Orient. Il existe une base pour une sorte de confrontation/coopération entre les États-Unis et la Chine pour restaurer la paix au Moyen-Orient, mais cela reste à explorer et à être résolu, ce qui n'est pas le cas pour le moment. La Chine semble plutôt désireuse de profiter de la détresse provoquée par le Moyen-Orient et espère que les États-Unis seront davantage détournés de Taiwan et de l'ensemble des défis posés par la Chine dans la région indo-pacifique.

Conversation avec Anwar Gargash



Anwar Gargash
Conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis



PRÉSIDENT:
Thierry de Montbrial
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Il ne faut jamais oublier que l'opinion publique arabe est, à juste titre, très émo- tive lorsqu'il s'agit de la question palestinienne: on a lu beaucoup à ce sujet, c'est quelque chose avec lequel on a grandi, et ainsi de suite. Par conséquent, le sentiment dominant que les Palestiniens ont été lésés est quelque chose qui, je pense, est extrêmement répandu dans toutes les sociétés arabes, à des degrés divers, mais je pense qu'il est extrêmement répandu. Le deuxième problème important est qu'il y a toujours une sorte d'autoflagellation chaque fois qu'il y a une crise comme celle-ci. Pour être honnête, je veux dire que cela devient, dans une certaine mesure, une guerre médiatique arabe. Il est toujours question de savoir qui a eu les plus grandes manifestations ou qui a eu la formulation la plus flamboyante, et je pense que ce qui est vraiment perdu dans tout cela, c'est le travail vraiment constructif. Et j'ai le sentiment que depuis le début de la crise, les Émirats arabes unis n'ont pas fait le plus de bruit, mais ils ont été l'un des pays les plus constructifs et je dois vraiment insister sur ces limites entre faire du bruit et être constructif. [...] Plus ce conflit dure, plus la violence continue, plus l'attaque contre Gaza se poursuit, plus ces otages sont retenus longtemps, plus je pense qu'il est probable que le conflit s'étende. Nous avons entendu hier le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, dire que le Hezbollah et de nombreux alliés de l'Iran dans la région n'entendraient pas le conflit. De ce point de vue, je pense que tout ce qui n'étend pas le conflit est une évolution positive. Cependant, pour ne pas étendre le conflit, il faut mettre un terme au problème actuel. Par conséquent, à mon avis, dans un monde arabe extrême- ment émotif qui a tendance, comme je l'ai dit, à s'autoflageller, je dirais que nous avons travaillé avec diligence, dynamisme et réactivité pour faire ce que nous devons faire. Bien sûr, la question palestinienne est une question arabe, elle comporte donc diverses composantes, différents pays, mais je peux dire avec le sens du devoir que les Émirats arabes unis font tout ce qu'ils peuvent pour contribuer aux efforts arabes globaux visant à résoudre cette question.

16th EDITION GLOBAL GOVERNANCE November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



PRÉSIDENT:
Thierry de Montbrial
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



S.S. Bartholomée 1er
Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome
et patriarche œcuménique

Il est vrai que c'est cette initiative des Émirats arabes unis de construire cette maison abrahamique, que j'ai eu le plaisir de visiter l'an dernier, c'est cela qui m'a donné l'idée de cette session. Je répète le beau courage, je crois qu'il faut saluer nos amis des Émirats, ils sont courageux parce que cette initiative n'était pas évidente déjà à l'époque. Je crois que notre discussion montre que c'était une grande et une belle initiative par le symbole qu'elle apporte. Dans cette session, nous avons beaucoup parlé du temps et je crois que le temps est effectivement la racine de tout. Je parle sous le contrôle des trois éminents orateurs ici rassemblés, mais il y a trois sortes de temps. Il y a le temps des physiiciens, le *chronos* en grec. Il y a le *kairos* qui est le moment opportun, et nous sommes en plein dedans pour l'instant, le moment de saisir les bons moments pour faire ce qui doit être fait. Il y a un troisième temps, je ne connais là que le mot hébreu, mais j'imagine qu'il y a un équivalent grec, c'est *olam*. *Olam*, c'est le temps en dehors du temps. C'est-à-dire le temps que l'on ne peut saisir que par la transcendance, par l'expérience intérieure. Au fond, en vous écoutant tous les trois, j'ai pensé que nous avons joué sur ces trois temps, sur ces trois aspects du temps. Puisque nous sommes bel et bien sur terre, pensons au *kairos*. C'est maintenant qu'il faut trouver les bons moments pour agir dans les circonstances dramatiques. J'ai parlé du temps et je reviens sur l'autre mot qui ressort de tout ce qui a été dit, selon moi. C'est le mot responsabilité, le mot courage. Il est facile, à un moment donné, de suivre ce que tout le monde pense, il est plus difficile de faire ressortir ce qui doit être fait quand les passions sont déchaînées. C'est pourquoi je vous remercie profondément tous les trois d'avoir accepté cet exercice, de mon point de vue, extrêmement réussi.

La globalisation a unifié le monde de manière superficielle. Aujourd'hui, on constate de fortes tendances vers la fragmentation. Cette réorganisation de l'espace va au-delà de la dimension économique. Les fractures qui émergent ou ressurgissent sont également politiques, géopolitiques et identitaires. L'un des principaux aspects de cette tendance concerne les relations entre l'Occident et le reste du monde. Les crises ont touché, de manière bien plus prononcée, les pays pauvres, beaucoup d'entre eux accusant les pays développés de faire preuve d'égoïsme et de manquer de solidarité. Les souvenirs de l'époque coloniale ressurgissent. L'invasion russe en Ukraine et maintenant la terrible guerre entre le Hamas et Israël ont révélé un fossé spirituel grandissant entre ces deux blocs, et ce, malgré l'extrême diversité qui caractérise ce que l'on appelle le sud global. Où se situent les religions face à ce défi? La répartition géographique des religions est certes complexe. Toutefois, la plupart des réseaux religieux s'étendent à travers les continents et franchissent les frontières. Il faut donc une structure spirituelle qui peut aider à atténuer les forces de dissociation et de division. L'unité prônée par les religions ne se limite pas à la seule dimension économique comme celle de la globalisation. Elle se fonde sur d'anciennes traditions ancrées dans la longue durée. Les siècles durant lesquels différentes religions ont cohabité sur un même territoire. Et des territoires variés ont été le berceau d'une religion commune. Dans un monde actuellement menacé par la fragmentation, les religions peuvent offrir un espoir d'unité. Leur rôle de médiation pourrait faciliter le dialogue entre deux mondes, économiquement, politiquement et culturellement distincts.



En quête d'espérance pour un monde meilleur



Mohamed Abdelsalam
Secrétaire général du Conseil musulman des Anciens



Haïm Korsia
Grand Rabbín de France

Je crois que ma participation à cette session, où sont représentées les trois religions abrahamiques et qui aborde la quête de l'espérance et d'un monde meilleur, me confère la responsabilité particulière de parler du potentiel de l'Islam pour favoriser cet espoir. Son expérience est profondément liée à l'histoire des religions divines, toutes originaires de la région du Moyen-Orient, une mer sur les rives de laquelle sont descendues des prophéties et où se sont formées des philosophies qui restent puissamment présentes et influentes dans la conscience et la pensée de l'humanité. C'est la même région qui, à notre profond regret, souffre aujourd'hui d'une guerre sanglante et dévastatrice qui, à chaque instant, coûte la vie à des civils innocents, présentant un tableau qui nous impose à tous une responsabilité collective: non seulement envers les innocentes victimes et les enfants, mais envers toute notre humanité dans le monde entier. Cela nous confronte au monde dans lequel nous vivons qui a cruellement besoin d'une dose d'espérance qui peut être forgée par notre volonté, la sincérité de notre humanité et notre croyance en la justice pour parvenir à la paix pour tous sans discrimination. [...] Permettez-moi de réaffirmer ici que l'ouverture de la Maison de la famille abrahamique en 2023 a été un moment extraordinaire à tous points de vue, ce qui me permet de dire que je regarde au loin. Je peux presque voir de nombreuses générations mettre ce moment sur pause et réfléchir à ces étapes. L'inauguration de la Maison de la famille abrahamique et la signature du Document sur la fraternité humaine à Abou Dabi, la capitale de la coexistence et de la fraternité humaine, constituent véritablement un moment inspirant, animé par l'histoire de cette maison, par la foi, le courage, la patience et la bonne volonté.

Je pense que faire du conflit entre Israël et le Hamas un conflit de religion, c'est de mon point de vue une erreur. Aucune religion au monde, aucune, ne peut encourager, pousser les massacres des enfants, la haine, la violence absolue, aucune. Et si c'est fait en son nom, c'est dévoyer cette religion. Et le fait que vous ayez, dès l'ouverture de nos travaux ici même, dit les choses avec tant de clarté, tant de force et de justesse démontre que nous parlons d'un point où nous considérons que nous ne cherchons pas les responsabilités de la religion, mais comment la religion ici peut aider. C'est à la fois ce que j'ai entendu des mots de sa sainteté, le patriarche Bartholomé, d'aller chercher dans la profondeur du temps, ou dans les mots du juge Abdelsalam, d'aller comprendre comment la religion est nécessaire pour donner une part de transcendance, pas toute la transcendance du monde, mais une part. Et plutôt que de voir les religions comme la cause des conflits, voyons plutôt comment elles peuvent essayer de réparer le monde et je vais y arriver. [...] Si l'on ne s'occupe que de religion et de foi sans s'occuper du reste, comme le disait Levinas répondant à Heidegger: « C'est méconnaître la sincérité de la foi et de la soif. » Et l'on ne peut pas considérer que seules les religions sont un facteur de paix, il faut que les religions accompagnent ce qui se fait par la politique, par la réflexion, comme vous le construisez année après année, ici, dans la profondeur du temps. Au fond, c'est ce que j'ai appelé, selon une formule en hébreu merveilleuse, le *tikkoun olam*, c'est-à-dire la réparation du monde. Réparer le monde, c'est le rendre meilleur, c'est le titre que vous nous avez proposé: rendre le monde meilleur. Il y a un art que j'aime beaucoup, qui est le *kinsugi*, qui consiste au Japon à prendre des vases, des bols, les briser et refaire le bol ou le vase avec des soudures en or, comme si nos blessures nous rendaient à la fois uniques et plus forts, parce qu'on dominait les blessures et on dominait la désespérance avec l'espérance que proposent aussi les religions.

Epidemiology/public health
Virology/microbiology

Tracing
Containing
Protecting
Providing care

f(transmission mode, infectivity, lethality)

Medical resources
Law & Order
Stockpiling
IT tools
Public information
Vaccine design, development, production and procurement
Funding (care/economy)



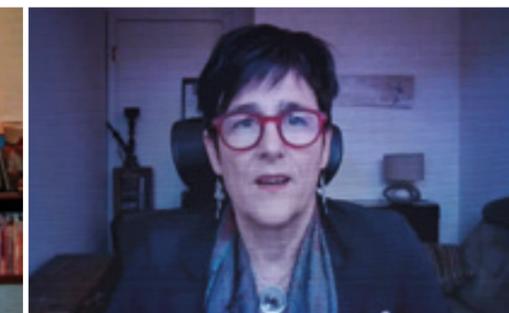
Sommes-nous prêts pour la prochaine pandémie ?



PRÉSIDENT:
Michel Kazatchkine
Conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe



Antoine Flahault
Directeur de l'Institut de santé globale à l'Université de Genève, directeur de l'École suisse de santé publique (SSPH+)



Els Torreele
Visiting Policy Fellow au UCL Institute for Innovation & Public Purpose de Londres

Les chiffres clés de la pandémie de Covid-19 nous montre que l'attention politique et l'attention du grand public décroissent rapidement, suivant en cela le « cycle de panique et de négligence ». Nous sommes actuellement dans une phase de négligence. N'oublions pas que la pandémie de Covid-19 a été la pire crise sanitaire et socio-économique de mémoire d'homme. Au moins 250 millions de personnes dans le monde ont été infectées par la Covid-19 et le nombre de morts est estimé entre 18 et 33 millions. Au plus fort de la pandémie, 90% des écoliers du monde entier ont été privés d'école. Au moins 150 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté et le coût économique a été colossal, estimé par le FMI à 14 000 milliards de dollars de pertes sur la période 2020-2021, le choc le plus brutal pour l'économie mondiale depuis la Deuxième Guerre mondiale. La pandémie n'est pas terminée et continue d'avoir un impact profond sur la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes atteintes de ce que nous appelons la Covid longue. Par ailleurs, alors que la reprise économique se fait sentir dans les pays à revenu élevé, elle reste très lente dans les pays les plus pauvres. Aujourd'hui, nous ferons le point sur la pandémie et la préparation aux pandémies. La question posée dans cette session est la suivante: « Sommes-nous prêts pour la prochaine pandémie ? ». Pour moi, la réponse est non, nous ne sommes pas prêts, mais il ne tient qu'à nous d'inverser la tendance. Nous pouvons choisir aujourd'hui de mettre en place des mesures qui nous permettront d'identifier rapidement les nouveaux foyers et de réagir rapidement à l'endroit et au moment où ils se déclarent, et d'éviter qu'un foyer infectieux ne se transforme en épidémie ou en pandémie et ne devienne une catastrophe sociale et économique, comme celle que nous venons de connaître. Permettez-moi de citer ici Ellen Johnson Sirleaf, la présidente Sirleaf: « Les nouvelles menaces de pandémie sont inévitables, mais les pandémies sont un choix politique, le choix politique d'endiguer un foyer épidémique ou de le laisser se transformer en pandémie ». Je pense que les processus en cours, aussi difficiles soient-ils, offrent aujourd'hui au monde une opportunité sans précédent de changement réfléchi et transformateur.

Il apparaît clairement que s'ils excellent dans la gestion des crises, nos décideurs politiques semblent moins habiles en matière de prévention proactive. La pandémie a été un événement tragique, faisant 27 millions de victimes dans le monde, et nous avons probablement évité des chiffres encore plus importants grâce aux INP et au déploiement rapide des vaccins au cours des premières années. Il semble cependant que nous n'ayons pas tiré de cette tragédie les enseignements qui s'imposaient. Nous avons abandonné trop vite les mesures préventives, négligé des outils de surveillance efficaces et insuffisamment investi dans des mesures susceptibles d'alléger considérablement le fardeau des maladies virales respiratoires, quels que soient la souche ou ses variants. La génération du XXe siècle semble s'en être mieux sortie, car elle a su tirer des enseignements des maladies d'origine hydrique comme le choléra et la dysenterie, faisant de l'assainissement de l'eau une norme de développement. À l'inverse, nous avons choisi de « vivre avec » la circulation du SRAS-CoV-2, en acceptant son fardeau persistant, ses nombreuses inconnues et le risque permanent de voir surgir de nouveaux variants potentiellement plus transmissibles et plus virulents. Ce vide a permis aux mouvements anti-scientifiques et aux partis politiques populistes de prospérer, leurs campagnes de désinformation ayant coûté la vie à pas moins de 300 000 citoyens américains. Il est impératif de redonner toute leur place aux scientifiques et aux politiques fondées sur des données probantes afin de préserver des vies et de mieux préparer le monde à l'imminence d'une nouvelle pandémie.

La communauté scientifique a certes été capable de créer des vaccins vitaux en un temps record, mais le principal échec de notre réponse collective à la Covid est que de nombreux pays n'ont pas pu bénéficier d'un accès rapide et équitable à ces vaccins, ce qui a entraîné des souffrances et des décès qui auraient pu être évités. Cette inégalité extrême s'explique par la thésaurisation des pays riches et par le fait qu'une poignée d'entreprises contrôlait le marché et détenait un monopole sur les vaccins et le savoir-faire, malgré des contributions publiques massives. Si nous voulons que le monde soit capable de mieux répondre aux futures pandémies, un changement d'approche s'impose. Les technologies médicales qui sauvent des vies ne peuvent pas être considérées comme des biens commerciaux privés, surtout en période de pandémie. Elles doivent être considérées comme des outils de santé publique et des instruments de politique publique cruciaux. Ce n'est pas un problème technique. C'est un choix politique. Les décideurs politiques, partout dans le monde, doivent pouvoir utiliser les outils et mettre en œuvre les politiques qu'ils jugent nécessaires pour contrôler les épidémies et protéger la santé de la population. Il est donc primordial de donner à un nombre accru de pays et de régions les moyens de participer à l'écosystème de l'innovation médicale en tant que contributeurs à la sécurité sanitaire mondiale, qui peut être considérée comme un bien commun mondial. Cela nécessitera le partage des connaissances et des technologies, ainsi que l'accès à des capitaux et des ressources humaines adéquats. Les investissements dans le secteur manufacturier local peuvent être un premier pas, mais ne suffiront pas à assurer l'équité et la résilience. Les pays du Sud global ne veulent pas être de simples bénéficiaires des vaccins et des technologies médicales. Ils veulent au contraire faire partie des solutions, contribuer en tant que participants à part entière à la recherche et au développement de diagnostics, de vaccins et de traitements et être capables de répondre aux épidémies au moment et à l'endroit où elles surviennent.



Sommes-nous prêts pour la prochaine pandémie ?



Maha Barakat

Ministre adjointe de la Santé et des Sciences de la vie au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis



Haruka Sakamoto

Médecin traitant et Senior Fellow à la Tokyo Foundation for Policy Research



Jacques Biot

Administrateur de sociétés et consultant senior dans les domaines de la transformation numérique et de l'intelligence artificielle, ancien membre du Comité exécutif de Roussel-Uclaf et de Pasteur Mérieux Sérums et vaccins

L'OMS a déclaré que le climat représente le plus grand défi sanitaire du XXI^e siècle et un récent rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) indique que, dans le cadre d'un scénario à fortes émissions, nous pourrions enregistrer neuf millions de décès par an d'ici la fin du siècle, uniquement imputables au climat. Si les pays mettent en œuvre l'accord de Paris d'ici à 2050, nous pourrions sauver un million de vies par an, rien qu'avec la réduction de la pollution. [...] Le moustique *Anopheles* a un cousin, appelé *Aedes*. Ce moustique est un vecteur de la dengue et le changement climatique a accéléré sa propagation à d'autres zones climatiques qui n'y sont pas préparées. Il est un vecteur de la dengue, qui s'est aujourd'hui propagée à de nombreux pays. L'OMS a déclaré que cette maladie est actuellement présente dans toutes les régions de l'OMS et qu'elle sera bientôt endémique aux États-Unis et dans de nombreux pays d'Europe. Environ la moitié de la population mondiale est aujourd'hui exposée au risque de dengue. Selon des estimations issues d'une modélisation, 390 millions de personnes ont contracté la maladie l'année dernière, dont un peu moins de 100 millions présentaient des symptômes, et le nombre de décès se compte en milliers. Voilà ce dont nous parlons lorsque nous nous inquiétons des effets du changement climatique. Passons maintenant aux effets du changement climatique autres que les maladies à transmission vectorielle, comme la pollution atmosphérique. Nous savons que plus de 90% de la population respire des niveaux de pollution de l'air nocifs pour la santé. Un chirurgien de haut niveau du nord de l'Inde, à New Delhi, considéré comme un expert en la matière, a fait observer que dans les années 80, 90% de ses patients atteints d'un cancer du poumon étaient des fumeurs, alors qu'aujourd'hui, la moitié d'entre eux sont des non-fumeurs. Parmi eux, un cinquième ont moins de 50 ans. C'est pourquoi nous devons vraiment prendre la mesure de la situation et commencer à agir. C'est là qu'intervient la COP28. Pour la première fois, une COP organise une journée dédiée aux enjeux sanitaires du changement climatique. Elle aura lieu le 3 décembre dans le cadre de la COP28 qui se tiendra aux Émirats arabes unis, à Dubaï.

Même si la recherche et le développement de vaccins sont couronnés de succès, nous avons besoin de plusieurs millions de vaccins. Or, un pays ne dispose généralement pas de telles capacités de production. Par conséquent, en cas de pandémie mondiale, nous devons collaborer avec un pays qui dispose de capacités de production à grande échelle, comme la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud ou nombre d'autres pays. Cependant, le transfert rapide des nouvelles technologies pose toujours problème, notamment en raison des droits de propriété intellectuelle. C'est pourquoi nous devons également renforcer les capacités à l'échelle mondiale. Nous devons réfléchir ensemble au moyen de transférer ces technologies rapidement, ainsi qu'à notre approche des droits de propriété intellectuelle, en particulier en temps de pandémie. Rappelons cependant que la question de l'accès équitable s'est posée avec une grande acuité pendant la pandémie de Covid-19. De nombreux pays à revenu élevé ont acheté d'énormes quantités de vaccins, alors que les pays à faible revenu n'avaient pas accès à la vaccination. Nous devons donc également décider comment garantir l'accès et la distribution équitables de ces contre-mesures médicales. [...] Le secteur de la santé émet une quantité importante de CO₂. Si le secteur de la santé était un pays, il serait le cinquième plus gros émetteur de la planète. Lors de la pandémie de Covid-19, grâce à la vaccination, nous avons pu sauver de nombreuses vies. On peut cependant déplorer les énormes quantités de déchets médicaux générées pendant cette période, ce qui a pesé lourdement sur l'environnement. Auparavant, le secteur de la santé ne se préoccupait que de sauver des vies. Mais aujourd'hui, le secteur de la santé reconnaît qu'il participe à la crise climatique et doit se préparer aux futures pandémies dans une démarche de décarbonation. Nous devons promouvoir l'innovation dans le domaine pharmaceutique et assurer un accès équitable aux produits pharmaceutiques tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Globalement, les statistiques rétrospectives montrent une grande disparité des performances sur le continent européen en termes de morbidité, de létalité et de mortalité, laissant penser que « l'Europe, à proprement parler, n'existait pas ». Une telle vision pessimiste passerait à côté d'un succès majeur et décisif de l'Union européenne, à savoir le système centralisé d'achat de vaccins, qui a permis à toutes nos populations d'avoir accès à la vaccination dès que les vaccins sont devenus disponibles. En se projetant dans l'avenir, et en gardant à l'esprit le mode de transmission, le taux de transmission interhumaine et la sensibilité aux vaccins d'un virus responsable de la prochaine pandémie, la combinaison de compétences dépendra du type de mesures nécessaires pour tester, tracer, contenir, se protéger contre et traiter la maladie, sachant que cette combinaison sera fonction du mode de transmission et des taux d'infectiosité et de létalité. Outre un savoir-faire en épidémiologie et en infectiologie, la gestion des pandémies nécessitera des compétences dans les domaines du droit et de l'ordre public, de la logistique et de l'information du public, des outils informatiques efficaces et cybersecurisés, des compétences en matière de conception, de développement, de production et d'achat de vaccins et/ou de traitements, ainsi qu'une économie solide. Bien que la Commission européenne ait pris un certain nombre de mesures pour préparer une réponse à une future pandémie, il est nécessaire de consolider pour renforcer la préparation de l'Europe. Il convient d'apaiser l'opinion publique afin d'éviter la croyance aux « fake news ». La plupart des pays doivent remédier à la dégradation profonde de leurs systèmes de santé publique et à la pénurie chronique de personnel médical. Les pays doivent également renforcer leurs économies pour pouvoir résister à un éventuel choc financier dû à un ralentissement de l'activité. Et surtout, les responsables politiques et les décideurs doivent accorder une priorité absolue à la science.

16th EDITION GLOBAL GOVERNANCE

November 3-5, 2023 • Abu Dhabi



CHAIR:
Friedbert Pflüger
Directeur du European Cluster for Climate, Energy and Resource Security (EUCERS) à l'Université de Bonn, associé fondateur de Strategic Minds Company GmbH



Philippe Chalmin
Fondateur du Cercle Cyclope, professeur émérite à Paris-Dauphine



Jonathan Cordero
Responsable du développement de l'entreprise chez Eurasian Resources Group (ERG)

D'ici 2030, c'est-à-dire dans un avenir très proche, la demande en cuivre et en nickel devrait augmenter de 70%, la demande en cobalt devrait augmenter de 150%, et la demande en graphite et en lithium devrait être multipliée par six ou sept. D'ici 2030, nous aurons peut-être des déficits de 10 à 15% par rapport à la demande en cuivre ou en nickel, et des déficits de 30 à 45% pour les autres métaux. Tout au long de l'année écoulée, les gouvernements se sont fébrilement mis en quête de mines et de ressources, que ce soit aux États-Unis ou dans l'UE; cependant, la Chine reste incontournable sur de nombreux marchés. La grande nouvelle de l'année, c'est que la Chine fait usage de sa puissance pour mettre en place des quotas d'exportation. Cet été, nous avons vu apparaître des quotas d'exportation concernant le germanium et le gallium, et il y a seulement deux semaines, le graphite. Je vous rappelle qu'à l'heure actuelle, sur toutes les batteries, l'anode est en graphite. La Chine produit environ 70% du graphite mondial, qu'il soit naturel ou synthétique. Bien sûr, comme je l'ai dit l'an passé, dans toutes les prévisions, nous devons tenir compte d'un facteur que nous ne pouvons pas maîtriser: le progrès technologique. Honnêtement, nous ne savons pas ce que contiendront les batteries dans 30 ans, quelles sources d'énergie nous utiliserons, comment nous réussirons à stocker l'électricité, etc. À mon avis, le cuivre sera la matière première la plus cruciale et celle qui posera le plus problème durant tout ce siècle. Je pense que plus que jamais, ce sera le cuivre, parce que c'est le métal vert par excellence.

La construction de systèmes énergétiques alimentés grâce à des technologies d'énergie propre exige une augmentation énorme de l'approvisionnement en matières premières critiques: + 400% d'ici 2030 ou + 600% d'ici 2050 pour atteindre nos objectifs de neutralité carbone. En d'autres termes, si nous n'accroissons pas massivement les approvisionnements, nous échouons certainement à atteindre ces objectifs. Nous reconnaissons que le comportement irresponsable de certaines compagnies minières au fil des ans a érodé notre permis social d'exploitation. Désormais, nous devons faire beaucoup mieux sur l'ensemble des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) car de manière fondamentale, durabilité et permis social vont de pair. Les entreprises d'exploitation de ressources doivent se reprendre. Notre réputation a été entachée au fil des décennies, et à juste titre, mais nous ne pouvons plus nous cacher. En parallèle, les décideurs politiques doivent être ouverts à l'industrie minière. C'est ce qui se passe au Moyen-Orient, où l'Arabie saoudite a fait de l'exploitation minière le troisième pilier de son projet Vision 2030. Mais nous sommes confrontés à des oppositions en Amérique latine et la situation est au point mort en Europe. Les décideurs politiques et les défenseurs qui se trouvent dans cette salle ont également la responsabilité de ne pas se laisser convaincre par un récit trop simpliste. Par exemple: les véhicules électriques sont une bonne chose, les compagnies minières sont une mauvaise chose. En réalité, le secteur des véhicules électriques à lui seul nécessitera 165 000 tonnes de cobalt d'ici 2026, l'équivalent des ressources totales d'aujourd'hui. De plus, un véhicule électrique utilise quatre fois plus de cuivre qu'un véhicule à moteur thermique. Comme vous le voyez, le récit n'est pas aussi tranché que certains le suggèrent.



Sécuriser les matières premières critiques pour une transition technologique propre



Christophe Poinssot

Directeur général délégué et directeur scientifique du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)



Nicolas Piau

Co-fondateur et président de Tilt Capital

Le volume de lithium nécessaire d'ici 2040 pour développer les voitures électriques est 40 fois plus élevé que celui que nous utilisons aujourd'hui. Il est 20 fois plus élevé pour le nickel, le cobalt et le graphite. Il est 10 fois plus élevé pour les terres rares. Les chiffres avancés sont donc démesurés, notamment si l'on tient compte du fait qu'il faut entre 15 et 20 ans pour ouvrir de nouvelles mines. Autre point très important : un grand nombre de ces métaux ne sont pas directement extraits du sol. Ils sont dérivés d'autres métaux, ce qui signifie, du point de vue de la dynamique de marché, qu'ils ne sont pas directement liés à la demande. Nous avons donc des chaînes de valeur très complexes, et c'est déjà un défi de pouvoir visualiser, décrire et comprendre toutes ces chaînes. Par conséquent, les chaînes de valeur sont très longues, avec un grand nombre d'étapes de transformation, et beaucoup de ces chaînes sont éclatées entre de nombreux pays. Une fois encore, c'est un facteur de complexité que nous devons comprendre et prendre en compte. Dans cette situation, cela veut dire que nous avons des chaînes de valeur longues mais faibles, qui peuvent être perturbées au moindre événement, et nous avons connu plusieurs dérèglements majeurs ces dernières années, quelle qu'en soit la taille. N'oublions pas le rôle essentiel de la Chine, non seulement dans le domaine de l'exploitation minière, mais également dans celui du raffinage et de la transformation. Pour plus de dix éléments, la Chine domine réellement le marché à l'heure actuelle, c'est-à-dire que plus de 90 % de l'approvisionnement mondial total provient de son territoire. Nous sommes donc très dépendants de ce pays, et il existe également un risque élevé de perturbations.

Soyons clairs : aujourd'hui, lorsqu'on dit « nous devons augmenter l'exploitation minière, augmenter le raffinage », qui sont les destinataires de ces matières premières ? La population nantie des pays les plus développés. Comment cela affecte-t-il la population qui vit sur les terres exploitées ou utilisées dans le processus minier ? Je pense que nous devons avoir plus de coopération, et que cela devrait se traduire par un partage des bénéfices. Nous devrions peut-être tirer les leçons de ce qui s'est passé dans certains pays producteurs de pétrole qui ont assez bien réussi ce partage. Avant, je demandais toujours : « Pourquoi ne cherchons-nous pas du gaz et du pétrole en Suisse, où il n'y a quasiment pas d'imposition ? », et : « Pourquoi effectuons-nous des forages en Norvège, où le taux d'imposition est de 78 % ? » Parce qu'il y a du pétrole et du gaz en Norvège. Je ne pense pas que le gouvernement norvégien ou que la population norvégienne vous dirait qu'ils ont été négativement affectés, alors que chaque baril, chaque mètre cube extrait du sol est taxé à 78 %. Je pense que nous devons avoir la même réflexion pour les matières premières critiques. Nous devons raisonner de la même manière pour transférer des compétences, de l'argent, peut-être pour essayer de créer des chaînes de valeur locales en vue d'accroître la résilience – en Europe, bien sûr, mais nous devons également construire des chaînes de valeur fiables dans le domaine des matières premières critiques hors d'Europe, ou d'Inde, ou de n'importe quel autre pays, afin de pouvoir multiplier ces chaînes de valeur fiables.



Moyen-Orient : perspectives dans les prochains mois



PRÉSIDENT:
Terry Martin
Journaliste, présentateur de journal télévisé



Nabil Fahmy
Doyen émérite à l'Université américaine du Caire,
ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte

Si cette conférence avait eu lieu il y a un mois, nous aurions une conversation très différente de celle que nous sommes sur le point d'avoir maintenant. L'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre et la réponse d'Israël ont brisé le statu quo et posé un grand point d'interrogation sur l'avenir immédiat de cette région. Les répercussions, bien entendu, ont été mondiales. Cela a été ressenti partout dans le monde. Cette séance sur les perspectives du Moyen-Orient explorera ce qui a changé jusqu'à présent depuis le 7 octobre, et ce qui n'a PAS changé; quels sont les enjeux des prochains mois; et comment le conflit pourrait façonner l'avenir de la région. Naturellement, l'attention du public est actuellement très concentrée sur les souffrances profondes et les risques inhérents à cette guerre, mais j'encouragerai notre panel à réfléchir également à la possibilité d'explorer une solution viable au conflit israélo-palestinien, car de toute évidence, une telle solution peut être considérée comme essentielle à l'avenir de la paix et de la stabilité dans la région.

Ce que je veux vraiment dire ici, c'est que nous avons besoin d'un processus israélo-arabe qui conduise les Arabes et les Israéliens à vivre en paix au Moyen-Orient et, au cœur de ce processus, se trouvent les Palestiniens et les Israéliens. Cela nécessitera la fin de l'occupation. Cela nécessitera de pouvoir avoir une identité nationale pour les Israéliens et pour les Palestiniens dans des États souverains viables. La solution d'un État unique signifie que les Israéliens et les Palestiniens renoncent à leur désir d'une identité nationale unique et décident d'une identité commune entre eux, et je ne vois pas cela se produire de manière pacifique. On peut réaliser un État unique, mais il y aura alors un conflit continu entre ces deux populations, car on ne peut pas avoir une réalité qui finit par donner la priorité à un État plutôt qu'à l'autre. Les États-nations, aussi en colère qu'ils puissent l'être, doivent respecter le droit international, le droit humanitaire international, y compris les lois qui régissent la guerre, et nous devons recommencer à essayer d'établir une solution à deux États. Est-ce possible maintenant? Je vais résumer en très peu de mots. Nous devons faire face en urgence à une situation de gestion de crise. La mort continue de civils chaque jour, la destruction de Gaza - environ 25%, voire 30%, complètement détruite - ne peuvent pas constituer la base d'une relation entre Arabes et Israéliens. Pour chaque combattant tué, vous plantez les graines pour 10 autres qui ont perdu leur famille et qui voudront vengeance et châtiment à l'avenir. Par conséquent, nous devons obtenir un cessez-le-feu, non pas pour le plaisir du cessez-le-feu, mais simplement pour contrôler la violence des combats, dans le but de passer ensuite à une phase de résolution du conflit, qui doit être essentiellement une solution à deux États.

Moyen-Orient : perspectives dans les prochains mois



Dorothee Schmid

Responsable du programme Turquie/Moyen-Orient à l'Ifri



Itamar Rabinovich

Vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) à Tel Aviv, Distinguished Fellow à la Brookings Institution

Je crains que ce moment de flou ne se fige dans « l'Occident contre le reste » et que Gaza ne soit le point symbolique qui catalyserait cette division de l'Occident, explicitement des États-Unis, de l'UE et d'Israël, face à un groupe très disparate de pays qui se sont opposés à ce qu'ils pensent être une injustice flagrante face à ce qu'ils considèrent être un massacre actuellement perpétré à Gaza par Tsaah, une opération de vengeance pour cette horrible attaque qu'ils ont subie début octobre. Mon problème est de savoir comment éviter de retomber dans ce discours que je vois émerger face à ce flou. Le problème vient du fait que nous travaillons sur fond d'effondrement des structures étatiques dans la plupart des pays de la région. Nous avons vu cela en Syrie, le Liban est sans doute en train de devenir également un État en déliquescence, la guerre s'étend, les conflits sont non résolus et nous avons également ce flou entre ce qu'est un conflit et ce qu'est une guerre. J'ai entendu Ghassan Salame dire : « Nous ne déclarons pas la guerre de nos jours ; nous glissons dans la guerre ». C'est notre préoccupation : nous sommes entraînés dans la guerre. Tout le monde s'interroge sur une éventuelle escalade avec le Liban. Le Hezbollah dit qu'il ne veut pas entrer en guerre, le Liban est épuisé, mais il pourrait sombrer dans la guerre sans même s'en rendre compte. Cette logique émergente de « l'Occident contre le reste », à propos de Gaza en particulier, va de pair avec l'idée selon laquelle la zone de conflit s'étend dans les esprits. Historiquement, un effort a été fait pour limiter le conflit à la Palestine contre Israël, après le conflit israélo-arabe, mais je pense que cela échoue complètement aujourd'hui. Au contraire, de nombreux pays se sentent désormais préoccupés par cette situation. Cependant, l'autre côté, qui est également très inquiétant pour nos propres sociétés occidentales, est que, à travers les migrations et les diasporas, nous voyons la division s'opérer aujourd'hui dans nos propres sociétés et menacer l'ordre et la paix dans nos propres sociétés. En France, c'est particulièrement clair.

Israël a été surpris et pris de court par l'attaque du Hamas le 7 octobre. La brutalité de Hamas et les pertes énormes ont conduit le gouvernement israélien à décider et déclarer des objectifs de guerre ambitieux. On l'appelle la guerre d'Inbar, mais il s'agit en fait de la première guerre irano-israélienne. L'Iran a construit un cercle de proxies autour d'Israël et a tenté de l'engager sur cinq fronts. En réalité, seuls trois sont actifs : Gaza, le Liban et les Houthis au Yémen. Afin de mener à bien la guerre, Israël doit formuler une stratégie pour la suite. Cela devrait inclure le retour de l'Autorité palestinienne à Gaza, la reprise des négociations avec l'Autorité palestinienne avec la perspective d'une solution à deux États et la création d'un bloc modéré et cohérent, composé de plusieurs États arabes modérés et d'Israël comme contrepoids à l'Iran et à ses partenaires russes et chinois.

Moyen-Orient : perspectives dans les prochains mois



Volker Perthes

Sous-secrétaire général et chef de l'examen stratégique indépendant de la MANUI (Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak)



Renaud Girard

Grand reporter et chroniqueur international du *Figaro*



Mohammed Baharoon

Directeur général du Dubai Public Policy Research Center (b'huth)

M'exprimant ici à titre purement privé, permettez-moi de souligner ce que le secrétaire général des Nations Unies a dit à propos de l'attaque du Hamas contre Israël et de la guerre qui en a suivi : Rien, pas même les griefs des Palestiniens depuis une décennie, ne peut justifier l'épouvantable attaque du Hamas. Et cette attaque épouvantable ne peut justifier aucune punition collective contre la population de Gaza. Le droit international humanitaire doit être respecté à tout moment. Nous devons avoir une libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages, nous devons avoir une aide humanitaire immédiate et soutenue, et nous devons avoir au moins un cessez-le-feu humanitaire pour que cela soit possible. L'une des principales leçons est qu'il est impossible de parvenir à la paix et à la stabilité dans l'ensemble du Moyen-Orient sans une solution acceptable à la question palestinienne. Nous devons également être conscients que si les gens se retrouvent dans une détresse humanitaire totale après cette crise, cela ne fera qu'engendrer davantage de désespoir, davantage de haine et probablement aussi une nouvelle terreur. Dans l'immédiat, nous avons besoin d'un cessez-le-feu humanitaire et nous devons empêcher que la guerre s'étende. Cela implique une grande responsabilité, en particulier pour les acteurs régionaux, notamment les États arabes qui ont conclu une paix avec Israël. À moyen terme, d'importants et de sérieux efforts pour la paix doivent être déployés. Ces efforts ne doivent pas viser à recréer le statu quo ante à Gaza. À mon avis, le Conseil de sécurité de l'ONU doit décider très prochainement des dispositions en matière de sécurité pour Gaza. Les arrangements en matière de sécurité pourraient inclure une présence militaire arabe temporaire mandatée par l'ONU à Gaza. Ensuite, une nouvelle conférence pour la paix globale bien préparée est nécessaire. Elle pourrait être co-parrainée par les États-Unis et la Chine, elle devrait définir clairement la solution à deux États comme résultat et elle doit inclure une dimension socio-économique, qui s'appuie également sur les accords d'Abraham, ainsi que sur la normalisation entre les États arabes et l'Iran.

Pour conclure, on peut dire qu'il y a quand même une bonne nouvelle à tout cela, c'est qu'il y a un consensus mondial. Peut-être pas à l'intérieur de la société israélienne, bien que même dans la société israélienne, beaucoup de gens sont d'accord, qu'il faut régler une fois pour toutes le problème palestinien. Vous l'avez dit, c'est tout à fait faux de dire que c'est impossible à faire. C'est difficile, mais c'est tout à fait possible. Il suffit de regarder les négociations de Taba. Bien sûr que nous pouvons avoir Jérusalem-Est comme capitale d'un État palestinien. Il suffit d'ailleurs de se promener à la porte de Damas, il n'y a que des Arabes qui habitent là. Et des échanges de territoires sont possibles pour que l'État palestinien fasse les 22% de la Palestine mandataire qui ont été acceptés à Alger par Arafat en 1988. Mais comme l'a dit Elie Barnavi, historien israélien et ancien ambassadeur d'Israël à Paris, Israël, pour son bien, doit se voir imposer une solution parce qu'Israël est trop fort. Et donc, seule une conférence internationale peut imposer une solution à Israël. Cette conférence internationale n'est pas très difficile à organiser parce que c'est un sujet où vous avez une convergence. Les Américains, les Russes, les Chinois, les Français, les Anglais, le plan saoudien, les Arabes ont à peu près la même idée en fait. Le problème est que ces grands acteurs internationaux sont d'accord sur la solution pour le problème israélo-palestinien, mais s'étripent par ailleurs sur d'autres sujets. La réunion est-elle possible ? C'est une question de technique diplomatique.

Un avertissement au Moyen-Orient : rien dans cette région n'est régional. Tout y a toujours des implications mondiales. Le conflit est déjà internationalisé. Nous avons peur de le régionaliser mais, en réalité, il est internationalisé et cela va nous affecter. Si nous voulons parler de ce qui pourrait se passer dans les prochains mois, je pense à l'état d'avancement actuel de l'opération – et nous avons vu à quel point l'opération au sol a été soit retardée, soit modifiée. Cela nous dit que cette opération va être longue. Avec ce laps de temps, il y aura des pertes humaines. Ces pertes humaines auront un impact non seulement au niveau régional, mais aussi au niveau international. De plus, compte tenu de l'objectif militaire qui est d'éliminer le Hamas, il est très difficile de dire, à l'heure actuelle : « Nous pouvons qualifier cette mission de succès. Mission accomplie ». Il est très difficile de déterminer quand cette mission aura été accomplie. Encore une fois, cela prendra beaucoup de temps et entraînera également davantage de victimes. [...] Je pense que nous avons entendu dire que l'attrait de l'Occident global est face à l'expansion du Sud global. Ce n'est pas le nord contre le sud, c'est le sud contre l'ouest. Si l'on considère le mode de vote à l'ONU, cela est assez évident. Nous assistons également à la montée des puissances moyennes. Les États de puissance moyenne prennent désormais les devants parce que le leadership international n'est pas considéré comme quelque chose qui nous mènera quelque part. Il est très intéressant de voir, par exemple, des pays comme l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis célébrer le G77 plutôt que le G7, car ils voient que l'avenir de l'ordre mondial réside dans l'organisation et la galvanisation d'une position commune par les moyennes et petites puissances.

Où va l'Afrique ?



PRÉSIDENT:
Amir Ben Yahmed
Directeur général de Jeune Afrique Media Group, président du Africa CEO Forum



Lionel Zinsou
Ancien Premier ministre du Bénin, président de SouthBridge



Bertrand Badré
Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Et le point que je voulais faire, parce qu'il est contre-intuitif, c'est que l'agriculture, avec l'énergie, c'est l'activité qui consomme malheureusement le plus de capital. Pour faire de l'agriculture ou de l'énergie, pour 100 de chiffre d'affaires, vous êtes obligés de faire 200 d'investissement parce que les produits finis sont à valeur ajoutée faible. Si vous prenez les mêmes noix de cajou que l'on vient de produire, et vous les transformez en lait de cajou ou n'importe quel produit packagé, vous faites 50 d'investissement pour 100 de chiffre d'affaires. Aujourd'hui, dans notre PIB, le coefficient est en train de baisser à raison de l'industrie. C'est contre-intuitif puisque les gens imaginent que le capital et les investissements sont des usines. Au Maroc, c'est la filière automobile et chez nous, ça peut être cette chemise que je porte parce que nous voulons valoriser notre coton. Ce qui est important, c'est que le coefficient de capital entre agriculture, énergie et infrastructures, nous étions obligés de le mettre en place en 50 ans. Et ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui, c'est que c'est un coefficient de capital quatre fois inférieur, ce qui veut donc dire un coefficient de travail élevé. Nous allons donc nous retrouver dans une situation similaire à l'Asie de création de postes pour les jeunes. Mais lorsque vous êtes Premier ministre et que vous faites un *meeting*, vous ne pouvez pas expliquer aux gens : « C'est juste une question temporaire de coefficient de capital. » En effet, au Bénin, comme au Sénégal, comme dans chaque pays, les dirigeants sont taxés d'avoir été indifférents, incapables et impuissants devant le problème des jeunes. Ce n'est donc pas en faisant une petite leçon d'économie sur le coefficient de capital qu'on leur répond. Mais je ne donne de leçon politique à personne parce que pour l'instant, je ne sais que perdre dans une élection présidentielle. On apprend toutefois des choses par l'échec et notamment ce que l'on ne peut pas dire dans un *meeting*. Et pourtant, techniquement, pour l'économie, c'est évident.

En ce qui concerne la politique industrielle, on pousse le *green deal* ou IRA aux États-Unis, évidemment que ça attire de l'épargne. Je me sens plus à l'aise de financer la Giga Factory dans le Wisconsin avec les aides américaines, plutôt que d'aller prendre du risque dans le golfe de Guinée. Tout ça, ce sont des vents adverses. Et ce que nous avons vu ici, qui est un sujet majeur pour moi, et ça interagit avec ce que nous nous sommes dit sur le narratif tout à l'heure, c'est que nous sommes de plus en plus *inward looking*. C'est-à-dire que la plupart des pays se replient sur eux-mêmes, ce qui a été accentué par le Covid. Et ce que j'entends et qui me chagrine, et je n'ai pas de réponse, c'est que les gens disent : « Il y a suffisamment de problèmes chez nous pour que l'on aille en plus s'occuper des problèmes des autres. Donc, mon épargne reste en France, elle reste en Allemagne, elle reste aux États-Unis, parce que nous avons aussi nos problèmes de banlieues, nos problèmes de transition climatique, etc. » Nous avons donc vraiment des vents adverses et il faut arriver à trouver une voix qui dise : « C'est l'intérêt de l'Europe de mobiliser une partie de son épargne vers l'Afrique. » Quels outils met-on ? [...] Je plaide un peu contre mon camp, mais on a un sujet que nous allons appeler ESG, toutes les normes environnementales et sociales, où je pense que l'Europe, plutôt que de bétonner la forteresse doit engager un vrai dialogue. Je pense que si l'on veut imposer, on n'y arrivera pas. Si on veut transitionner vers une économie plus durable et plus résiliente, l'Europe a plutôt intérêt à tendre la main à l'Afrique, à l'Amérique latine et à l'Asie du Sud ; nous ferons plutôt ça ensemble, plutôt que de se laisser broyer entre une approche chinoise et américaine.



Où va l'Afrique ?



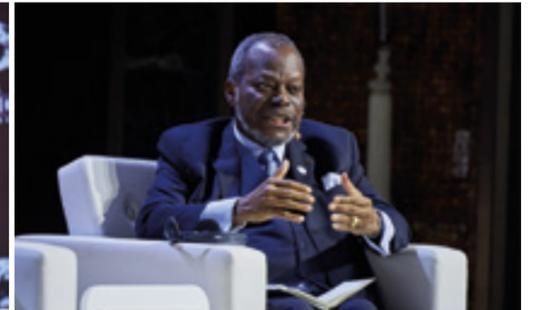
Général Francis A. Béhanzin

Président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)



Jean-Michel Severino

Président d'Investisseurs & Partenaires



Robert Dossou

Président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

Je suis un défenseur des droits de l'Homme même en étant officier général. Qu'est-ce qui amène les militaires à intervenir dans la vie publique ? Il est indiqué partout que ce sont les acteurs politiques et la société civile qui animent la vie sociale et politique d'un pays. Le plus souvent, ce sont les civils qui amènent les militaires à intervenir, sinon le rôle de l'armée est désormais défini dans presque toutes les constitutions des pays africains. Quand les civils n'arrivent pas à s'entendre, il faut quand même que l'État continue de marcher. Le seul rempart qui existe face à l'intransigeance notoire des acteurs politiques reste l'Armée. Il convient de ne pas l'oublier. Je vous donne un exemple très simple vécu au Mali. Le président IBK, paix à son âme, a été élu démocratiquement. Il y a eu des difficultés au niveau du parlement, avec l'élection des députés. Il était question de régler ce litige par la Cour constitutionnelle. La CEDEAO s'est déployée sur le terrain et a mis des experts qui ont proposé de reconstituer la Cour constitutionnelle pour lui déferer ce dossier. Des politiciens ont cependant dit que s'ils devaient aller à la table des négociations, ce serait pour discuter des conditions de la démission du président IBK. 48 heures après, les militaires sont venus prendre le pouvoir. Est-ce que ce sont les militaires qui ont décidé de venir ou est-ce que ce sont les civils qui les y ont conduits ? C'est très clair. Dans nos pays, nous avons vu des turbulences indiquant que l'armée devait prendre le pouvoir. Je vais évoquer le cas du Sénégal, l'armée n'a pas pris le pouvoir. Au Bénin, nous avons eu beaucoup de difficultés, une multitude de coups d'État. Un régime militariste-fasciste durant 17 ans mais nous sommes passés en douceur du régime dictatorial à un régime démocratique et sans effusion de sang.

Ce continent africain doit construire son secteur productif, mais le faible nombre d'entreprises existantes implique nécessairement l'appui et la naissance de nouvelles entreprises ; c'est la simple logique. Or, la plupart des politiques d'appui au développement du secteur en Afrique sont plutôt centrées sur de très grandes entreprises ou sont concentrées sur des grandes infrastructures. Nous connaissons du coup aujourd'hui une situation où, dans la plupart des pays, l'entrepreneuriat trouve de grandes difficultés à passer du stade de la petite miette à un stade plus structuré parce qu'il rencontre une vallée de la mort très profonde, très difficile à franchir, avec des plafonds de verre en termes d'accès aux financements, d'accès aux capacités ; sujet aussi important que l'accès aux financements. C'est le sujet auquel toutes les entreprises auxquelles je me consacre se heurtent. Pourtant, ce mur peut être franchi. Sans prendre trop de temps, je suis frappé par l'extraordinaire appétit d'entreprendre dans le continent africain. Cela ne tient pas au fait que les Africains sont différents des autres sur la planète, mais tient au fait qu'ils sont dans une situation particulière historique et économique qui fait qu'entreprendre est une voie normale pour sortir de la pauvreté, construire sa trajectoire personnelle. Sans offenser personne, beaucoup d'Africains ont envie de devenir riches sans devenir directeur général des douanes. Si nous voulons changer en profondeur le continent africain, il faut aider ces Africains à devenir prospères, à devenir employeurs, sans être obligés de passer par des voies corrompives ou autres ; ce qui est hélas une aspiration assez humaine dans ces contextes.

Je proclame que l'Afrique progresse. La preuve, ces dernières années, si je prends le cas du Bénin, on constate l'écllosion de petites et moyennes entreprises agro-industrielles et les produits sont sur le marché. Tout le monde fait la cour à l'Afrique. La France avait créé des réunions France-Afrique, le Japon, les Chinois, les Soviétiques et lorsque la Fédération de Russie s'est fâchée contre la France, elle a juré de s'en prendre à la France en Afrique. En janvier prochain, c'est l'Italie qui accueillera une rencontre avec l'Afrique. Cela signifie que nous progressons. Cependant, nous ne sommes consolidés sur aucun plan parce que nous n'avons pas de culture démocratique ni de mentalité institutionnelle. Pour que l'entrepreneur puisse s'épanouir, être sûr de son investissement, il lui faut un cadre que l'État doit créer. Et quand l'État ne le crée pas, il faut le dire.



1. Économie et finance



PRÉSIDENT :

Jean-Claude Trichet

Président de l'Académie des sciences morales et politiques,
ancien président de la Banque centrale européenne,
gouverneur honoraire de la Banque de France

Je vois dans l'économie en général, il y a beaucoup de choses à dire sur les risques, les risques financiers mondiaux. Nous sommes à un point d'inflexion, à bien des égards il me semble: il y a non seulement l'inflation, non seulement le changement climatique, mais en ce qui concerne le changement, la situation est vraiment, pour parler franchement, véritablement dramatique. Je ne pense pas personnellement que le système financier mondial soit vraiment stable à l'heure actuelle, non seulement parce que nous avons à l'horizon tous les risques géostratégiques et qui, bien sûr, ont un impact fantastique sur la finance mondiale. [...] Je suis frappé et très impressionné par le fait que nous avons discuté du développement, de l'aide au développement, du financement avec des fonds privés du fonds de développement. Si je devais conclure par quelques mots, je dirais que nous sommes relativement confiants à ce stade, malgré les abominables tensions auxquelles nous devons faire face, les tensions géostratégiques. Nous savons que beaucoup de surprises, de malheureuses surprises peuvent arriver et que nous devons être prêts à tout. Nous l'avons prouvé au moins dans le secteur bancaire avec ce que je viens de mentionner, car la réaction des autorités a été extraordinairement rapide, tant aux États-Unis qu'en Europe et en Suisse, et la rapidité de réaction est absolument essentielle si nous avons de nouvelles tracasseries venant d'ici ou là. Cependant, une fois de plus, j'estime que nous devrions nous garder d'être trop confiants ou trop optimistes, si je puis me permettre.



Masood Ahmed

Président du Center for Global Development, ancien
directeur du département Moyen-Orient et Asie
centrale du FMI

Il s'agit d'un sujet très vaste, c'est pourquoi je me concentrerai sur la question du financement des marchés émergents et des pays en voie de développement et je ferai deux propositions. Premièrement, en matière de financement du climat, nous devrions réfléchir à la manière de soutenir séparément l'adaptation et l'atténuation. L'adaptation implique d'intégrer dans le bon développement des écoles, des routes et des hôpitaux les coûts supplémentaires liés à leur résilience au climat. Puisque cela s'applique à tout le monde, riches et pauvres, l'adaptation devrait être financée à tous les niveaux. D'un autre côté, seuls une douzaine de marchés émergents auront un impact significatif avec leurs politiques d'atténuation, tandis que la majorité des pays à faible revenu, en Afrique et ailleurs, auront très peu d'effet sur les émissions mondiales. En matière d'atténuation, nous devons adopter une approche qui maximise l'impact des émissions à l'échelle mondiale plutôt que de considérer cela comme une sorte de complément permettant à chaque pays d'éviter de gaspiller de l'argent. Deuxièmement, on s'attend à ce que les banques multilatérales de développement (BMD) réussissent désormais à mobiliser beaucoup plus de financements privés qu'elles ne l'ont jamais fait dans le passé. Cependant, elles se sont fixé des objectifs dans le passé et ne sont presque jamais en mesure de les atteindre. De plus, les gens parlent de mobiliser des centaines de milliards de dollars alors que seuls quelques milliards, voire quelques centaines de millions, ont été mobilisés. On peut continuer à ajouter des instruments et de nouvelles initiatives, mais le véritable problème pour lequel les BMD ne sont pas en mesure de mobiliser des financements privés est dû à leur culture d'aversion au risque. Même si les actionnaires font des déclarations sur la nécessité pour les BMD d'être plus tolérantes au risque, une fois que ces instructions ont réussi à traverser la bureaucratie nationale jusqu'à ces institutions, elles sont plutôt diluées et aucune prise de risque n'a lieu. Nous pouvons passer de nombreuses années à essayer d'élaborer des chiffres et des plans, mais à moins de nous attaquer au problème de l'aversion au risque, nous n'irons pas très loin dans la mobilisation de financements privés.

1. Économie et finance



Bertrand Badré

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

En résumé, les flux privés diminuent, ils sont infimes et ils diminuent. C'est moins de 4% des actifs sous gestion européens qui vont vers les marchés émergents, moins de 2% des actifs sous gestion américains, donc c'est très faible. Ils diminuent pour un certain nombre de raisons très rationnelles, les taux d'intérêt. Quand on est une petite mutuelle d'assurance, pourquoi voudrait-on prendre un risque à Addis ou au Maroc si on peut obtenir 5% sur le Trésor américain? C'est très simple. Deuxièmement, la politique industrielle, c'est un pacte vert et plus risqué qui nécessite de mobiliser l'épargne locale. Là encore, il y a un exemple du gouvernement français: mettre de l'argent dans la tech française, mettre de l'argent dans ça, et il n'y a plus d'argent pour le reste du monde. Tout le monde fait la même chose. À cela s'ajoute, comme je l'ai dit, le repli sur soi d'un certain nombre de clients. J'ai entendu des fonds de pension et des gens me dire: « Mes clients ne veulent pas que leur argent soit utilisé ailleurs, nous avons assez de problèmes chez nous, pourquoi déplacerez-vous mon argent pour aider ces gens? Alors que dans mon pays, nous avons aussi des problèmes de banlieue, nous avons aussi des problèmes de transition, etc. » L'argent privé est donc mis à rude épreuve. En plus de cela, bien sûr, Bâle II, Solvabilité II et les autres n'aident pas, ou fournissent de bonnes excuses pour ne rien faire. Les flux publics sont sous pression. En termes réels, les flux vers l'Afrique ont diminué et il y a un certain nombre de raisons à cela: je parle du stress budgétaire, mais aussi de l'Ukraine, des réfugiés, etc. L'argent n'y va donc pas. À cela s'ajoute la tension que Masood a soulignée, d'un côté le développement, de l'autre le climat, avec la même cagnotte d'argent, donc vous ajoutez un certain nombre de priorités à la même cagnotte d'argent.



Akinari Horii

Conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies

1/ L'économie américaine connaît désormais le plein emploi, et en plus, la politique de relance budgétaire intégrée dans la loi sur la réduction de l'inflation et le CHIPS Act se matérialise en termes d'expansion des investissements des entreprises aux États-Unis; 2/ L'effet fiscal stimulant se poursuivra en 2024 et au-delà; 3/ À la lumière du plein emploi actuel et des mesures de relance budgétaire en préparation, la Réserve fédérale pourrait commencer à abaisser l'objectif du taux des fonds fédéraux en 2024, mais elle ne le ferait que dans une mesure compatible avec l'augmentation du taux de chômage; 4/ L'économie chinoise est soumise à quelques pressions d'ajustement structurel, par exemple l'éclatement de bulles immobilières et le surendettement, la politique communiste de resserrement du contrôle sur les entreprises et enfin une démographie défavorable; 5/ Dans le même temps, le ralentissement économique de la Chine a été accentué par ce que l'on appelle le cycle du silicium, qui augmente avec la production informatique sur le marché mondial pendant deux ans et diminue en moyenne pendant deux ans; 6/ 2023 a été une période de déclin et maintenant le cycle semble toucher le fond; 7/ Tout comme le Japon a connu des hauts et des bas cycliques au cours de la première décennie après l'éclatement des bulles immobilières et boursières, l'économie chinoise connaîtra également des hauts et des bas cycliques même lorsque les pressions d'ajustement structurel freineront sa croissance tendancielle; 8/ En 2024, d'un point de vue cyclique, le cycle du silicium deviendra favorable à la croissance économique chinoise; 9/ C'est également le cas de la Corée et d'autres économies asiatiques ainsi que de l'Allemagne, économies dans lesquelles l'industrie manufacturière est une industrie clé donc sensible au cycle du silicium; 10/ N'oubliez pas qu'il y a eu un processus appelé Club de Londres, qui a progressé généralement au gré des accords informels et des pressions des banques centrales des pays membres du Club de Paris, qui les ont fait adhérer au rééchelonnement de la dette offshore du Club de Paris.



Pierre Jacquet

Professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Économistes

Permettez-moi de me concentrer sur une autre pathologie du système financier international, qui constitue un pont entre ce que Bertrand et d'autres disent, à savoir qu'il y a actuellement un manque d'argent destiné aux pays en voie de développement, et le fait qu'il y a quelques années, beaucoup d'argent est allé vers les pays en voie de développement. Ce pont s'appelle la dette et je pense que cette pathologie du système international représente le risque d'émergence d'une nouvelle crise de la dette avec un impact considérable, notamment pour les pays d'Afrique, mais pas seulement. La situation est un peu similaire aux années 80 lorsqu'il y a eu un afflux d'argent dans ces pays, et cela correspondait au recyclage des excès de liquidités dans les pays riches en quête de rendements potentiels plus élevés. Et puis nous avons eu un certain nombre de chocs, et bien sûr les chocs sont la Covid, le ralentissement économique dans les pays développés, l'inflation, la montée de l'incertitude, le tarissement des nouveaux fonds, la dépréciation des monnaies par rapport au dollar, etc. En conséquence, le fardeau du service de la dette, qui est encore inférieur aux records historiques, a considérablement augmenté, en particulier en Afrique subsaharienne, mais aussi en Amérique latine. Le transfert net vers les pays IDA, c'est-à-dire les entrées nettes de financement moins le service de la dette, qui est devenu négatif face à la nécessité croissante de s'engager dans des stratégies de croissance verte, de financer la transition énergétique, d'atteindre les ODD, etc. À l'heure actuelle, une trentaine de pays ou plus sont considérés comme présentant un risque élevé de surendettement. [...] Il existe de nombreuses façons de procéder, la première consiste à revenir à la proposition faite par Anne Kruger il y a longtemps de créer un mécanisme de restructuration de la dette souveraine, le SDRM, qui n'a jamais été très loin. Il pourrait être endogénéisé dans un contrat de dette, il pourrait également l'être par le biais d'instruments de dette contingente et je pense que c'est un aspect de l'innovation financière qui pourrait être très prometteur.

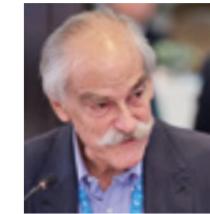
1. Économie et finance



André Lévy-Lang

Président fondateur de l'Institut Louis Bachelier, ancien directeur général de Banque Paribas

Dans son introduction, Jean-Claude a évoqué les risques négatifs inhérents au système financier, le numéro cinq étant les cryptomonnaies. Permettez-moi de faire un commentaire sur l'innovation financière et son impact sur la finance en commençant par les cryptomonnaies. Elles ne représentent pas un risque systémique. Le volume en circulation semble énorme, mille milliards d'euros, dont environ la moitié est constituée de bitcoins et l'autre moitié d'autres cryptomonnaies. Toutefois, cela ne représente que la moitié du bilan de la Banque BNP Paribas, ce n'est donc pas un risque systémique. Il existe d'autres risques, la fraude, le blanchiment d'argent, la spéculation, mais ce n'est pas de l'argent. Je pense qu'il y a une autre innovation financière qui est très importante, les systèmes de paiement, depuis le lancement des smartphones en 2007. Les paiements électroniques représentent la majeure partie des paiements du détail. Cela donne le champ libre aux GAFAM et à nombre de startups de la finance. Les GAFAM se sont lancés dans ce domaine car ils en tirent d'énormes quantités de données pour alimenter leur activité publicitaire. Mais dès qu'ils se lancent dans le secteur bancaire, ils sont confrontés à une avalanche de réglementations, qui constituent une barrière efficace à leur entrée. Pour conclure sur les systèmes de paiement, il s'agit en effet d'un défi majeur pour les institutions financières, mais aussi d'une opportunité si elles investissent dans la technologie pour offrir des services équivalents ou meilleurs. Je dois également mentionner que les banques centrales travaillent sur la monnaie numérique de banque centrale, une question connexe.



John Lipsky

Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins

Il convient de réfléchir plus largement aux aspects sous-jacents de la détérioration du rôle relatif du commerce dans la croissance mondiale. Pendant la majeure partie de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, l'expansion du commerce a été motivée par des considérations de coût et d'efficacité. Ces incitations économiques à l'expansion des échanges ont été créées par, entre autres mesures, l'ouverture des marchés, la réduction des restrictions et la baisse des droits de douane. Cette focalisation sur la création de nouvelles incitations économiques par le biais du commerce contrastait directement avec l'opinion auparavant largement répandue selon laquelle le remplacement des importations et/ou la planification centrale étaient des stratégies viables de développement. Je me souviens du travail important de la Commission sur la croissance et le développement créée par la Banque mondiale et présidée par Michael Spence, lauréat du prix Nobel. La Commission a conclu qu'il n'existe aucun cas de développement durable d'économies émergentes ou en voie de développement qui n'implique pas une ouverture aux marchés mondiaux. Il est préférable de considérer ce qui se passe actuellement comme le reflet d'un changement de priorités plutôt que d'un abandon de la recherche de l'efficacité économique ou d'un abandon du message de la Commission. Ces priorités nouvellement soulignées peuvent être caractérisées comme une préoccupation accrue en matière de sécurité, y compris la sécurité de l'approvisionnement énergétique, de l'alimentation et de la santé, et de la technologie. [...] Ma conclusion est que ces trois C – conflit, Covid, climat – et T, technologie, vont avoir un impact continu sur le commerce mondial, et il faudra un certain temps avant que la reconstruction d'un système commercial conforme aux objectifs annoncés par l'OMC ne donne des résultats clairs.

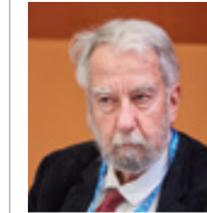


Jean-Claude Meyer

Vice Chairman International de Rothschild & Cie

Trois commentaires supplémentaires: 1/ Il existe une grande divergence entre les États-Unis et la zone euro, dans la mesure où le PIB est stable en Europe et autour de peut-être 2 à 3% aux États-Unis. L'inflation aux États-Unis était de 3,7% en septembre et de 4,3% en Europe. Cette divergence s'explique par le fait que les États-Unis ont lancé leur politique monétaire plus tôt et parce que l'Europe a beaucoup moins de résilience en raison de sa fragmentation, de la proximité de la guerre en Ukraine, d'une société vieillissante et d'un financement provenant des banques plutôt que des marchés boursiers américains. 2/ Cette divergence devrait durer jusqu'à fin 2024, l'inflation pourrait être de 2,6% aux USA, 3,2% dans la zone euro, la croissance de 1,6% aux USA et très faible en Europe, autour de 1% en raison notamment d'un type de récession en Allemagne. En un mot, plus d'inflation en Europe qu'aux États-Unis, plus de croissance aux États-Unis qu'en Europe. Peut-être qu'en plus de l'atterrissage en douceur aux États-Unis, nous aurons un atterrissage en Europe. 3/ Les banques centrales semblent désormais favorables à une pause et devraient commencer à baisser les taux au deuxième semestre de l'année prochaine, alimentant ainsi une reprise. En conclusion, les marchés boursiers devraient rester volatils et relativement stables jusqu'au troisième trimestre de l'année prochaine. Les marchés boursiers américains et japonais pourraient augmenter un peu plus que les marchés boursiers européens qui resteront mouvementés, mais naturellement tous les marchés boursiers remonteront dès que les taux d'intérêt apparaitront, c'est-à-dire à la fin de l'année prochaine. Ce scénario est peut-être trop optimiste, il se réalisera à condition que le ralentissement en Chine et la dette accumulée dans le monde ne se détériorent pas davantage et surtout que la crise au Moyen-Orient reste limitée. Contrairement à ce qui se passe actuellement, le risque géopolitique pourrait grandement influencer les marchés et changer radicalement avec des prévisions très calmes.

2. Énergie, climat et technologie



PRÉSIDENT:

Olivier Appert

Président de France Brevets, conseiller scientifique du Centre Énergie et Climat de l'Ifri, ancien président du Conseil français de l'énergie

En fait, en période de crises multiples, cet atelier abordera aujourd'hui les opportunités et les défis pour atteindre les objectifs de sécurité énergétique, de durabilité, d'accessibilité, d'acceptabilité et de résilience, selon différentes parties prenantes géographiques qui tracent des parcours crédibles et réalistes à travers cette période des plus exigeantes. La hausse des prix de l'énergie a eu un impact majeur sur l'inflation au niveau mondial. La plupart des pays du monde ont été confrontés à un choc économique similaire à celui que nous avons connu lors des chocs pétroliers de 1973 et 1979. Les marchés du gaz et de l'électricité, plus particulièrement en Europe, ont été confrontés à leur première crise en 2021, en raison de la configuration du marché, suivie des conséquences de la crise ukrainienne en 2022. Rapidement, après l'invasion russe, les pays européens et la Commission européenne ont pris des mesures. Suite à ces mesures prises en Europe et dans de nombreux autres pays, les importations de pétrole russe de l'OCDE ont chuté de 50 % à 2,5 millions de barils par jour. Toutefois, cette baisse a été largement compensée par les exportations de pétrole russe vers les pays non membres de l'OCDE, notamment la Chine et l'Inde. Quelques chiffres clés. Les revenus énergétiques russes ont chuté de manière significative. La part de la Russie dans l'approvisionnement en gaz de l'UE a été réduite de 40 % à 10 %. Les investissements de l'UE dans les énergies renouvelables et les pompes à chaleur ont augmenté de 40 %. Le marché des véhicules électriques a augmenté de 15 % et les émissions de CO₂ de l'UE ont diminué de 2,5 %. En un mot, les pays européens sont les perdants de cette crise énergétique majeure à laquelle nous sommes confrontés. Cela aura un impact significatif sur nos économies et, de toute évidence, les États-Unis en seront les gagnants. En ce qui concerne la Russie, l'impact sur son économie est plutôt limité à court terme. Mais à plus long terme, la Russie aura du mal à compenser ses débouchés européens. Depuis quelques semaines, le conflit dramatique entre Israël et le Hamas apporte une nouvelle dimension à la crise énergétique mondiale. Cependant, pour l'instant, nous n'avons aucune preuve de ce qui pourrait arriver à cause de cette nouvelle crise.



Nicolas Terraz

Directeur général Exploration-Production et membre du Comité Exécutif de TotalEnergies

Chez TotalEnergies, on voit plus ou moins la production pétrolière se stabiliser au cours de cette décennie, puis commencer à décliner à partir de 2030 pour atteindre un niveau en 2050, lorsque nous visons la neutralité carbone, compris entre 40 et 60 millions de barils par jour contre 100 millions aujourd'hui. Il y aura toujours une demande en pétrole pour un certain nombre d'usages difficiles à remplacer. La réalité aujourd'hui c'est que la demande en pétrole ne diminue pas, nous n'avons donc pas encore atteint la courbe de déclin. Cette année, la demande en pétrole sera de 102 millions de barils par jour, soit deux millions de plus par rapport à l'année dernière. Pour vous donner un ordre d'idée, une entreprise comme TotalEnergies produit 1,4 million de barils de pétrole par jour dans le monde. Ainsi, deux millions de plus en un an, c'est 1,5 fois la production pétrolière d'une entreprise comme TotalEnergies. Je pense qu'il est important de comprendre que nous nous attendons tous à une baisse de la production pétrolière mais aujourd'hui, ce n'est pas encore le cas. J'ai parlé de la demande, je vais maintenant parler de l'offre de pétrole. J'en ai parlé hier, mais je pense qu'il est toujours important de se rappeler qu'il existe un déclin naturel de la production pétrolière, qui est bien plus importante que celle du gaz. Il est d'environ 4 % par an. Ainsi, si chaque année on reste sans rien faire, face à une demande qui augmente de deux millions, on perd quatre millions sur les 100 millions de barils par jour. C'est pourquoi, dans notre entreprise, nous disons que nous avons besoin d'investissements dans de nouveaux projets pétroliers et gaziers. Nous pouvons bien sûr arrêter d'investir, mais si nous arrêtons d'investir, il y aura très vite un déséquilibre important entre l'offre et la demande, et les prix augmenteront considérablement, et nous nous retrouverons face à la question de l'accessibilité de l'énergie et de l'acceptabilité en général.

2. Énergie, climat et technologie



Jean Abiteboul

Président du GIIGNL (Groupement international des importateurs de gaz naturel liquéfié), administrateur indépendant de Tellurian, Inc. (AMEX: TELL), fondateur et PDG de JA Energy Consulting

En Europe, le GNL a comblé le vide créé par les perturbations autour du gaz russe. Pour faire simple, en Europe, le gaz russe a été remplacé par du GNL américain. Il y a une augmentation en Europe de 40 millions de tonnes d'importations de GNL, partiellement compensée par la diminution d'environ 20 millions de tonnes de GNL qui étaient destinées à l'Asie. Comment est-il possible que ce GNL ne parte plus vers l'Asie ? La réponse est très simple. La réponse est le charbon. Les prix du GNL ont tellement grimpé que certains pays asiatiques, notamment la Chine, l'Inde et l'Indonésie, ont naturellement remplacé le GNL par le charbon pour leur production d'électricité. Il ne s'agit pas d'intervention gouvernementale. Ce n'est pas parce qu'Emmanuel Macron a demandé à la Chine : « Si'il vous plaît, donnez-moi du GNL pour remplacer le gaz russe ». C'est simplement parce que le marché fonctionne. Il y a eu un double échange : du GNL contre le charbon en Asie, et du GNL de l'Asie vers l'Europe pour remplacer le gaz russe. Les signaux de prix ont fonctionné sans aucune intervention gouvernementale ou européenne. Aujourd'hui, sur le marché du GNL, 30% des quantités sont « spot ». On a 20 pays exportateurs. On a 45 pays importateurs. On dispose de 734 méthaniers, on dispose donc d'une énorme flotte de méthaniers. Le marché fonctionne. On a déjà vu cela lors de l'affaire de Fukushima, où c'était exactement l'inverse et où du GNL supplémentaire avait été envoyé au Japon pour remplacer le nucléaire qui avait été interrompu à cause de Fukushima. Mon message principal est que le marché du GNL offre réellement de la flexibilité. Les signaux de prix fonctionnent. Bien entendu, le remplacement du GNL par le charbon en Asie n'est pas une bonne nouvelle en termes d'émissions de CO2. Cependant, le marché du GNL est aujourd'hui tellement flexible qu'il peut faire face aux crises.



Narendra Taneja

Président de l'Independent Energy Policy Institute de New Delhi

Nous devons donc comprendre que, qu'il s'agisse d'énergie ou de climat, nous devons impliquer le monde entier. Si le débat ou la discussion n'est pas véritablement mondial, nous finirons par tirer des conclusions erronées et, lorsque les conclusions sont erronées, les solutions que nous proposons au monde ou aux citoyens européens ne produiront aucun résultat. Les gens adorent les arbres. Les gens vénèrent les sources d'énergie locales. Pour beaucoup, l'énergie et le climat sont profondément intégrés dans leur façon de vivre et de respirer. La transition énergétique implique des caractéristiques différentes selon les pays. Nous devons essentiellement remettre le compteur sur le climat à zéro. Il y a encore deux ou trois ans, la transition climatique et énergétique était au sommet de l'ordre du jour mondial. Honnêtement, dites-moi, le climat est-il désormais en tête de l'ordre du jour mondial ? Non, c'est l'Ukraine et la crise au Moyen-Orient. C'est Taiwan et, demain, ce sera autre chose. Le point important est que tout le monde parle désormais d'un « ordre énergétique international fondé sur des règles », mais qui fixe les règles ? Qui a établi ces règles ? L'Occident et, si vous ne les suivez pas, alors on vous remet en question et, si vous les suivez, alors vous devez vous soumettre. De quel genre de monde parle-t-on ? Nous avons besoin d'un nouvel ordre énergétique international. Nous avons besoin d'une nouvelle gouvernance internationale de l'énergie. Nous avons idéalement besoin d'une nouvelle organisation mondiale qui puisse jouer un certain rôle dans des situations ou des circonstances comme celle-ci. Il faut démilitariser le pétrole, le gaz et l'énergie. Trois milliards de personnes en situation de pauvreté énergétique sur la planète en ont besoin. Laissons le pétrole, le gaz et toutes ces matières premières circuler afin que les gens puissent au moins survivre. Tant qu'ils ne survivent pas, comment peuvent-ils vraiment s'inquiéter de choses comme le climat ?



Igor Yurgens

Président de l'Institut du Développement contemporain de Moscou

La Fédération de Russie a entamé une véritable intégration dans le monde ESG. Il existe une réglementation sur le carbone, il existe une réglementation sur la finance durable, il existe une réglementation des risques ESG par la banque centrale, et nous avons créé un cadre méthodique pour prendre en compte tous ces facteurs ESG dans le développement de l'industrie en Fédération de Russie – pas seulement l'industrie, mais aussi les marchés financiers. Cependant, nous ne sommes pas seuls. Le Kazakhstan est très avancé. Ils ont commencé en 2013, ils disposent donc déjà d'une bourse du carbone. Ils ont un marché financier assez avancé avec des obligations vertes, etc. Ils ont une taxonomie approuvée. Ils imposent à toutes les organisations la divulgation obligatoire d'informations non financières, ce qui n'est pas le cas en Russie. Le Kirghizistan est un peu en retard, mais il entame un développement très important. À Bichkek, ils disposent désormais du projet de taxonomie nationale et ils en ont approuvé les lignes directrices. La Biélorussie parle beaucoup mais ne respecte pas vraiment le calendrier. L'Arménie est un peu en retard, mais elle dispose également d'un élément boursier avec des obligations vertes et une feuille de route nationale pour un financement stable. Quelques mots sur la Russie. L'inflation est de 6% et la croissance du PIB de 2,8%, soit près de 3%. Si l'on compare la situation économique, la guerre économique n'a pas fonctionné comme c'était prévu. Le moyen et le long terme sont beaucoup plus difficiles car le fossé technologique ne sera pas comblé. Cependant, je voudrais dire que, bien sûr, comme cela a été discuté aujourd'hui au sein du panel politique sur l'Ukraine, plus tôt nous commencerons à négocier un cessez-le-feu, mieux ce sera pour tout le monde.

2. Énergie, climat et technologie



Xavier Ploquin

Directeur d'investissement et directeur de cabinet du PDG de Meridiam

L'Europe est effectivement la partie du monde qui profite le plus de la transition énergétique. L'Europe importe des quantités massives de pétrole, de gaz et de charbon – 93% de notre pétrole, 89% de notre gaz et 25% de notre charbon. Nous sommes entièrement dépendants dans toutes les matières premières – le lithium à 100%, le cobalt à 81%, le nickel, l'uranium. Nous sommes leaders mondiaux dans l'éolien. Nous sommes également leaders technologiques en H2. Nous sommes leaders dans le nucléaire. Les pays européens pourraient être considérés comme suffisamment riches pour effectuer la transition, et c'est aussi la raison pour laquelle ils peuvent faire pression en ce sens. Or, le poids de la transition pèse très lourd sur les ménages européens et ils ont du mal à y faire face. Sur le long terme, le coût énergétique total d'un scénario Net Zéro est censé être inférieur à celui d'une politique déclarée. Mais cela nécessite des investissements énormes. Les solutions vertes, même en Europe, ne sont pas perçues comme bonnes car elles sont parfois trop coûteuses. Parfois, cela coûte plus cher et on a des doutes sur leur efficacité. Les véhicules électriques, par exemple, n'ont pas la même capacité qu'une voiture à essence ordinaire. Enfin, la capacité de financement est actuellement totalement réduite car la dette est plus élevée et l'inflation a frappé. En Europe, les gens ont besoin de la majeure partie de leur argent pour payer un logement coûteux, des études coûteuses dans certains pays, ils n'ont donc pas beaucoup de marge pour des dépenses supplémentaires. Je pense qu'une bonne façon de discuter probablement de la transition énergétique, et cela impliquera aussi les pays du Sud, est de se concentrer sur la résilience, l'adaptation et la souveraineté. La plupart des stratégies d'adaptation au climat ont également un effet bénéfique sur l'atténuation. Les gens sont prêts à accepter des mesures d'adaptation parce que cela leur permettra d'en avoir plus pour leur argent – cela les protégera d'une vague de chaleur, cela les protégera du manque d'énergie dû à la dépendance au réseau. Ils seront prêts à payer.



Valérie Ducrot

Directrice exécutive du Global Gas Centre

Tout d'abord, Narendra, je suis entièrement d'accord avec vous. Nous sommes trop centrés sur l'Europe. Certes, nous parlons de l'Europe. Nous pensons que la guerre en Ukraine est une guerre très importante mais, en dehors de l'Europe, on a un point de vue complètement différent et je soutiens pleinement ce que vous avez dit. Je passe une grande partie de mon temps en Asie et c'est vrai que le débat est complètement différent. Il est important d'utiliser ce dont nous disposons aujourd'hui, notamment en Asie. L'Inde est un État membre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie-Pacifique. Il y a trois semaines, j'y étais. J'ai suivi toute la semaine et, je suis désolée de le dire, mais l'Inde était complètement absente. C'est vraiment l'endroit qu'il faut utiliser si l'on veut élever la voix. Juste pour revenir sur ce que vous avez dit à propos du nucléaire. Cela n'est jamais mentionné à l'ONU, absolument jamais. Je suis payée par les compagnies gazières parce que je suis directrice du Global Gas Centre, mais je me bats pour défendre le nucléaire, je me bats pour défendre les gaz renouvelables. Il ne s'agit pas uniquement d'énergies renouvelables. On ne parle que d'énergies renouvelables à l'ONU, à la COP, etc., et c'est une catastrophe pour le Sud. C'est un désastre, comme vous l'avez mentionné ici, même pour les citoyens du nord ou de l'Occident, peu importe comment vous voulez l'appeler, et c'est un désastre complet. Cependant, nous devons être là. Il faut occuper le terrain. Les États membres doivent être présents et défendre des idées, car être uniquement présents à Bruxelles ne suffit pas. Je vous le dis, ce n'est pas suffisant du tout. C'est ce que nous voyons partout. Si il vous plaît, encouragez tous vos États membres à élever la voix et à utiliser les institutions multilatérales dont nous disposons. C'est tellement important.



Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Il y a actuellement une dynamique très importante. Au moment où nous parlons, John Kerry rencontre son homologue chinois, Zhenhua, pendant plusieurs jours. Puis nous aurons la réunion Biden/Xi Jinping à l'APEC à San Francisco. C'est donc une situation remarquable car il n'y a pas de développement majeur de la COP possible à moins que les Chinois et les Américains ne soient d'accord et c'est l'élan qui leur permet de se mettre d'accord. Je pense que nous pouvons nous attendre à ce que quelque chose se passe là-bas. Les États-Unis doivent faire beaucoup plus en matière d'émissions fugitives de méthane, beaucoup plus. Il leur faut augmenter le financement pour cela, et les Chinois doivent plafonner leurs émissions bien avant 2030. En fait, les deux pourraient le faire et ensuite, bien sûr, éliminer progressivement le charbon. Je pense que c'est possible. Ce dont nous devons discuter, c'est d'une transformation ordonnée des hydrocarbures. De la sécurité énergétique aussi, mais le problème est que si c'est l'Iran ou la Russie qui met la sécurité énergétique dans la déclaration, tout le monde comprend pourquoi. Nous avons besoin d'un prix du pétrole prévisible et stable qui permette aux consommateurs d'avoir les moyens d'acheter l'énergie, tout en effectuant la transition, et aux entreprises et aux gouvernements de disposer des ressources nécessaires pour investir dans des alternatives. Cependant, le problème est que nous devons discuter mais je pense que la discussion a disparu – qu'il y avait des institutions pour cela, il y avait des idées pour cela, mais je pense qu'on devrait la réexaminer.

3. Problématiques économiques et sociales au Moyen-Orient



PRÉSIDENT:

Abdulrahman A. Al Hamidy

Directeur général et président du conseil d'administration du Fonds monétaire arabe

Comme dans le reste du monde, les prévisions indiquent que la croissance économique des pays arabes sera affectée par plusieurs facteurs cette année et l'an prochain, notamment un ralentissement de la croissance mondiale, un durcissement des conditions financières au niveau mondial et régional, des prix de matières premières volatils et d'autres facteurs spécifiques à chaque pays. Tous ces facteurs vont probablement mettre en évidence des vulnérabilités dues à des niveaux de dette publique très élevés dans certains pays et à des conditions extérieures dégradées –je veux parler des problèmes économiques liés à la balance des paiements. D'après les prévisions du Fonds monétaire arabe, la croissance cette année devrait s'établir autour de 2,2% pour les pays arabes, et de 3,3% l'an prochain. Hormis dans trois ou quatre pays de notre région, l'inflation devrait être plus modérée et se stabiliser à 3,6% l'an prochain. Au niveau national, plusieurs pays de la région connaissent un certain nombre de problèmes ou de crises sur le plan économique et financier, quelle que soit la façon dont la situation peut être décrite, ce qui entraîne une augmentation du chômage et de la pauvreté, d'un niveau déjà élevé. Certains pays de la région connaissent également des problèmes liés aux réfugiés et aux crises humanitaires, et bien sûr, ces tensions vont entraîner une augmentation des primes de risque, et il sera encore plus difficile d'emprunter. Au Fonds monétaire arabe, nous faisons tout notre possible pour concevoir et gérer des programmes de réforme économique dans plusieurs pays. Depuis le début de l'année, nous avons versé plus d'un milliard de dollars d'aide financière; nous offrons également une assistance technique et un développement des compétences, ainsi qu'un espace de dialogue entre nos États membres concernant les politiques à mener.



Mona Makram Ebeid

Sénatrice égyptienne, conseillère du haut représentant des Nations unies pour l'Alliance des civilisations, ancienne députée

L'Égypte dépend depuis longtemps de ses importations énergétiques et alimentaires, ce qui a fait exploser sa dette extérieure, en partie à cause de la guerre en Ukraine et du Covid-19. De plus, l'obtention de financements internationaux est devenue plus coûteuse, et les subventions nationales continuent de grever les ressources publiques. La crise économique résultante a entraîné une série de dévaluations monétaires imposées par le Fonds monétaire international et la montée en flèche de l'inflation, ce qui affecte non seulement la population pauvre mais également les classes moyennes, principaux soutiens du Président Al-Sissi. Or, comme vous le savez, les élections présidentielles ont lieu ce mois-ci. L'Égypte subit des pressions pour accepter la présence de Palestiniens dans le Sinaï, ce que le Président refuse catégoriquement, parce que cela signifierait la fin de la question palestinienne si ces personnes étaient déplacées une fois encore. C'est pourquoi il est impossible aux Égyptiens d'accepter. Une autre raison de ce refus, c'est qu'il est probable que de nombreux militants du Hamas s'échapperaient en Égypte, ce qui engendrerait d'autres complications pour les autorités. Actuellement, le Président Al-Sissi insiste sur le fait que les Nations Unies, l'Union européenne et d'autres parties devraient contribuer à la fourniture d'une aide humanitaire à la population de Gaza. Je souhaite souligner que vous ne devriez pas sous-estimer le rôle du général Al-Sissi, car jusqu'ici, l'Égypte a maintenu de très bonnes relations avec Israël; néanmoins, le gouvernement ne peut pas survivre aux actions que les Israéliens mènent à Gaza en ce moment. Les gens sont de plus en plus en colère, mais le Président Al-Sissi refuse de céder à la pression et de mobiliser l'armée pour défendre la population de Gaza. Comme je l'ai dit, il est inflexible dans son refus de laisser les Gazaouis entrer au Sinaï parce que cela signifierait l'échec de la solution à deux États. En outre, la présence de Palestiniens au Sinaï engendrerait de graves problèmes de sécurité nationale pour le gouvernement.

3. Problématiques économiques et sociales au Moyen-Orient



Abdulrahman Al Neyadi

Directeur de la planification des politiques au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis

Une solide prospérité économique est l'un des fondements de toute architecture de sécurité régionale. La population de notre région compte parmi les plus jeunes au monde. Plus de 55% de la population de notre région a moins de 30 ans, et le taux de chômage est de 30% parmi les diplômés universitaires. Un quart des enfants vivent sous le seuil de pauvreté dans la région MOAN (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Cela souligne à quel point il est important de s'attaquer à ces facteurs socio-économiques si nous voulons obtenir une paix et une stabilité durables dans la région. Les problèmes socio-économiques qui ont mené au « printemps arabe » en 2011 n'ont pas encore été résolus. Le Covid-19, l'Ukraine et maintenant la guerre à Gaza ont considérablement alourdi le poids des facteurs socio-économiques en raison des multiples crises et de leurs ramifications. La réalité, c'est que toute voie menant à la paix et à la stabilité doit s'attaquer à ces facteurs par le biais de la prospérité économique. De notre point de vue, trois éléments sont nécessaires pour tenter d'atteindre cet objectif. Premièrement, les pays de la région doivent agir dans l'optique de créer les dénominateurs économiques dont notre région a besoin. Cette nouvelle direction requiert la mise en place de mesures clés destinées à développer la confiance, une étape que de nombreuses initiatives de sécurité régionale ont négligée par le passé. Deuxièmement, il est crucial de s'attaquer à l'extrémisme sous toutes ses formes, car nous sommes conscients du fait qu'il mène au terrorisme et à la violence. Il ne suffit pas de contrer les messages extrémistes. Nous devons avoir une vision à long terme eu égard à l'amélioration de l'éducation et des systèmes éducatifs, à la stimulation et au renforcement de la résilience dans notre société en enseignant à nos jeunes la pensée critique. Il est également très important de nous efforcer d'autonomiser les femmes et les jeunes. Je voudrais mentionner ici un accomplissement qui figure très clairement parmi les plus importants aux Émirats arabes unis depuis cinquante ans : l'autonomisation des femmes. Troisièmement, il faut proposer des alternatives qui ne se contentent pas de contrer les messages extrémistes. Ces alternatives sont la coexistence, la tolérance, la liberté de pratiquer une religion, et la construction de passerelles et d'engagements entre les individus. Elles sont toutes très importantes dans la création d'une voie différente pour la région.



Raed Charafeddine

Banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

Considéré à l'origine comme une préoccupation d'ordre humanitaire, le problème des déplacés syriens au Liban entraîne désormais un besoin urgent d'action en raison des menaces perçues concernant l'identité, l'image et l'avenir du Liban. Les doutes quant à l'efficacité des opérations menées par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et des ONG connexes, ainsi que les tensions au sein du gouvernement libanais, ne font que compliquer la tâche. Au même moment, le Liban est en proie à une crise économique sans précédent, exacerbée par le tumulte régional. Les défis en matière de finances publiques et divers autres facteurs, notamment la pandémie de Covid-19 et l'explosion au port de Beyrouth. L'environnement macroéconomique du Liban a considérablement changé depuis 2019, avec la baisse des échanges, du tourisme, des investissements et de la consommation, alors que les dépenses publiques ont fortement diminué. Cette situation a de graves conséquences sur la croissance du PIB, l'inflation, les déficits fiscaux, la dépréciation monétaire et la balance des paiements, ce qui fait grimper le niveau de pauvreté et crée une économie basée sur les liquidités, où le dollar est roi. L'escalade simultanée de la crise liée aux populations syriennes déplacées et des déboires économiques du Liban représente un défi majeur pour le pays. D'après les estimations officielles du Liban, il y a 2,08 millions de réfugiés syriens dans le pays, soit 42% de la population libanaise. Cela fait du Liban l'État qui concentre le plus grand nombre de réfugiés/personnes déplacées par habitant au monde. Cette réalité a mis à rude épreuve la fourniture de services publics, les infrastructures et le marché du travail, déjà instables, ainsi que l'environnement. Les statistiques indiquent que 70% des enfants syriens nés au Liban ces dernières années n'ont pas la nationalité syrienne, ni aucune autre nationalité.



Ernesto Damiani

Professeur dans le département d'ingénierie électrique et sciences de l'informatique à l'Université de Khalifa d'Abou Dabi, directeur du Centre pour les systèmes cyber-physiques

Nous faisons face à une situation très intéressante, avec le phénomène de la démondialisation et des zones de conflit en hausse. Il en résulte que notre plateforme technologique doit être en mesure de gérer le découplage et l'atténuation des risques, les deux notions du moment. D'une certaine manière, le problème, c'est que nos plateformes fonctionnent sur la base des données, donc les chaînes d'approvisionnement sont optimisées chaque jour ; les navires cargos, etc. sont optimisés chaque jour. Les processus régionaux et interrégionaux sont particulièrement importants dans notre région parce que nous nous trouvons dans une position centrale entre l'Est et l'Ouest. Je ne souhaite pas approcher ce sujet sous l'angle économique ou politique, parce que ce n'est pas mon domaine de spécialité, mais c'est un sujet fascinant pour le technologue que je suis. D'un autre côté, la difficulté, c'est que normalement nous devons effectuer l'optimisation de manière conjointe, c'est-à-dire que nous devons résoudre des problèmes d'optimisation pour gérer des compagnies aériennes, des navires cargos et des processus métier à l'échelle internationale. Pour ce faire, nous devons avoir des stratégies conjointes et les acteurs qui prennent des décisions ensemble doivent pouvoir se faire suffisamment confiance pour effectuer des optimisations conjointes de processus à grande échelle, au niveau régional et interrégional. Le problème, c'est que la plupart des outils technologiques que nous mettons à la disposition des décideurs reposent sur l'hypothèse selon laquelle ces décideurs se feront suffisamment confiance pour prendre des décisions conjointes, un élément majeur de tout processus. En matière de prise de décision, on a tendance à trouver des points de compromis, pour que toutes les parties prenantes puissent les accepter avec un minimum de dommages ou de pénalités. Mais il faut que les décideurs disposent des mêmes informations concernant le sujet des décisions conjointes. Or, dans cette situation, il y a moins de chances que nous y réussissions.

3. Problématiques économiques et sociales au Moyen-Orient



François Gouyette

Ancien ambassadeur de France aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite

Je vais souligner sept points clés qui selon moi s'avèrent indispensables pour comprendre les sociétés moyen-orientales dans les décennies à venir. 1/ La diversification économique est d'une importance souveraine au Moyen-Orient. La récente impulsion au profit d'une diversification des économies au-delà des hydrocarbures, comme en témoigne le projet saoudien Vision 2030, vise à réduire cette dépendance. Les Émirats sont pionniers en matière de diversification de l'économie. 2/ Le Moyen-Orient possède une population jeune qui augmente. L'autonomisation des jeunes est au cœur de la résolution des problèmes économiques et sociaux. Il est impératif que les gouvernements investissent dans l'éducation, le développement des compétences et la création d'emplois. 3/ Le rôle des femmes au Moyen-Orient est en train d'évoluer. 4/ Les sociétés moyen-orientales sont diverses, composées de différentes communautés ethniques, religieuses et parfois tribales. Pour les gouvernements de ces pays, la promotion de l'inclusion sociale et politique est cruciale pour maintenir les conflits. 5/ Le Moyen-Orient est également une mosaïque de nations dotées de relations complexes. Une plus grande coopération régionale est essentielle pour répondre aux défis communs comme le manque d'eau, les réfugiés et la sécurité régionale. La diplomatie devrait toujours l'emporter sur les conflits; la guerre qui fait rage entre Israël et le Hamas doit renforcer nos convictions à cet égard. 6/ La région fait face à des défis environnementaux croissants, notamment le changement climatique. Les pratiques de développement durable sont essentielles pour la stabilité et la prospérité à long terme. La révolution numérique remodèle les sociétés dans le monde entier, et le Moyen-Orient ne fait pas exception. L'adoption de la technologie et la stimulation de l'innovation peuvent booster la croissance économique. 7/ En répondant à ces défis, les autorités nationales peuvent façonner un Moyen-Orient plus stable et prospère, avec une logique de partenariats gagnant-gagnant avec d'autres nations, y compris la France ainsi qu'avec des investisseurs fiables. Tout cela peut favoriser la paix, la prospérité, la coopération et un plus grand respect des droits humains.



Memduh Karakullukçu

Membre fondateur du conseil exécutif du Global Relations Forum, partenaire fondateur de Kanunum, président de Kroton Consulting

En repensant à ces dix dernières années, aux résultats de ma première analyse effectuée en 2013, je constate que le développement de la région repose principalement sur la confiance entre ses populations et ses gouvernements. Cette confiance a été fracturée, et il faut se demander comment elle peut être rebâtie, alors que les habitants nourrissent autant de frustration et d'impatience refoulées. Même les gouvernements les mieux intentionnés ont beaucoup de mal à essayer d'engendrer rapidement le développement requis, alors que les habitants l'attendent depuis dix, quinze ou vingt ans. Ce défi présente des difficultés immenses. Après réflexion, il peut être scindé en deux parties : dans un premier temps, est-ce que ces économies croîtront et créeront de la richesse globale, et dans un deuxième temps, est-ce que ces économies mettront en place des mécanismes permettant de redistribuer cette richesse à la société. C'est la redistribution, l'implication des citoyens qui semble poser problème au Moyen-Orient. Comparé à d'autres régions du monde, le Moyen-Orient n'est pas la région qui crée le plus de richesse, mais son bilan est correct. Ce sont la redistribution de cette richesse et l'implication des habitants et des jeunes qui constituent le véritable défi. En revenant sur la dernière décennie, je me demande s'il y a eu des progrès et si la région est réellement allée de l'avant. La réponse à cette question est très mitigée. Le chômage est élevé, notamment celui des jeunes, l'économie informelle est toujours énorme, la participation des femmes reste très faible. Quant à la qualité des emplois, on parle essentiellement d'emplois peu qualifiés, à salaires bas et de faible technologie; il n'y a donc guère de changements sur ce point. D'autre part, le secteur privé est faible. L'objectif a toujours été de stimuler le secteur privé de manière à ce qu'il puisse absorber les nouvelles populations d'individus intelligents et instruits, mais cela ne s'est pas produit – du moins, pas avec l'ampleur que nous espérons.



Kamel Abdallah

Directeur général de Canal Sugar

Je peux vous dire dès à présent que les prochains termes à la mode vont être « sécurité de l'eau » et « stress hydrique ». Différentes technologies peuvent être utilisées; je ne vais pas rentrer dans les détails techniques, je voudrais revenir sur trois questions critiques. L'eau est-elle livrée de manière fiable et efficace dans la région? La réponse est non. Nous faisons des progrès; la technologie aide beaucoup, et grâce à elle, nous sommes maintenant plus proches de l'autosuffisance agricole au Moyen-Orient, mais ce n'est pas assez. Les ressources en eau sont-elles gérées d'une manière durable et efficace? Les aquifères devraient nous suffire pour plus de 200 ans, mais lorsqu'on observe la qualité de l'eau, pas seulement la quantité, on constate qu'elle est de plus en plus salée, et l'eau salée ne peut pas être utilisée dans l'agriculture. C'est un problème. De nouvelles technologies sont développées en vue de pouvoir utiliser cette eau pour les cultures, mais cela ne suffit pas. Troisième question, et probablement la plus importante: les risques liés à l'eau sont-ils reconnus et atténués? Malheureusement, une fois encore, les efforts sont insuffisants. La fourniture d'eau s'est améliorée et nous utilisons la technologie afin de réduire l'utilisation de l'eau au fil du temps, mais les difficultés sont nombreuses, tant du côté des gouvernements que du secteur privé. Celui-ci ne compte pas seulement de grandes entreprises, mais également des milliers et des milliers de petites exploitations. En matière d'atténuation des risques liés à l'utilisation de l'eau et de préparation face à ces risques, le compte n'y est peut-être pas. Que ce soit au Liban et en Israël, en Turquie, en Syrie et en Irak, ou encore en Éthiopie, au Soudan et en Égypte, il existe pléthore de conflits liés à l'utilisation de l'eau, et nous nous attendons à ce que l'eau soit à l'origine de la prochaine guerre. Guerre de l'eau signifie également guerre alimentaire, et cela affecte donc la santé et le bien-être des populations.





Kevin Rudd

Ambassadeur d'Australie aux États-Unis, ancien président de l'Asia Society Policy Institute, ancien Premier ministre d'Australie

Je reste réaliste quant aux relations entre les États-Unis et la Chine; certains aspects structurels n'ont pas changé. Premièrement, la Chine est plus puissante militairement, économiquement et technologiquement qu'elle ne l'était il y a 10, 20 ou 30 ans. Deuxièmement, Xi Jinping a déclaré que la Chine ne serait plus une puissance du statu quo mais qu'elle chercherait à mener l'ordre régional et mondial dans une direction plus compatible avec les intérêts et valeurs chinois. Troisièmement, depuis 2017-2018, les États-Unis ont mis à mal leur doctrine de concurrence stratégique. Ces trois éléments constituent les fondements de l'état des relations entre les États-Unis et la Chine. [...] Pour paraphraser la réponse que Zhou Enlai aurait donné en 1952 à la question de l'importance de la Révolution française de 1789, «Il est trop tôt pour le dire». Je pense que c'est un peu la même chose lorsque l'on prédit où la croissance économique chinoise finira par atterrir, il est trop tôt pour le dire. [...] Je pense qu'il est juste de dire que la Chine a réalisé d'énormes progrès dans la plupart des 10 catégories technologiques déterminantes qu'elle définirait comme stratégiques, en commençant par les semi-conducteurs, en passant par l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, la recherche sur les nouveaux matériaux et puis le reste, y compris la biotechnologie. La Chine a fait des progrès de taille, mais les États-Unis aussi, ainsi que les alliés américains dans le monde entier. Si l'on examine chacune des catégories, il est difficile d'en citer une seule dans laquelle on pourrait dire que la Chine est clairement en avance sur les États-Unis. [...] Les ambitions excessives des Iraniens, le déchaînement de leurs groupes proxys au sein du Hezbollah et ailleurs dans le monde arabe, pour faire passer le conflit Israël-Palestine-Gaza à un conflit pan-régional, tout ceci ne sert pas les intérêts de la Chine. La raison en est que la Chine a passé beaucoup de temps à chercher à normaliser ses relations avec les Emirats, avec le Royaume d'Arabie saoudite et avec les autres monarchies du Golfe.















Estelle Youssouffa

« C'est un lieu très particulier dans les conférences internationales parce que ça dépasse les blocs habituels. On a des acteurs qui souvent ne se parlent pas et qui sont ici, qui sont très francs parce que c'est assez intimiste. Le talent de monsieur de Montbrial c'est d'avoir des discussions qui sont au cœur de l'actualité et qui permettent d'avoir un bon thermomètre de ce qui va se passer sur les douze prochains mois. Je reviens toujours avec plaisir et impatience.

Haïm Korsia

« Au fond, notre monde aujourd'hui a besoin d'espérance. Je trouve qu'il faut construire l'espérance dans la diversité des rencontres et la *World Policy Conference* a cette vocation est permettre ces rencontres, de permettre d'attirer l'attention sur des points de crispation, des points de violence dans le monde.

François Barrault

« J'ai grand plaisir à venir tous les ans à la WPC. Tout ceci fait partie de notre vie parce qu'on se lève avec ce que j'appelle les « doudous modernes », le smartphone ; parce que l'IA dans un contexte géopolitique ou de gouvernance est très important puisque là aussi ça peut être un relai d'opinions maléfisant ou anxiogène et c'est bien aussi, dans une réflexion holistique sur la gouvernance, pas uniquement économique mais aussi religieux, spirituel, scientifique, ça fait partie de la vie, d'un tout. Donc je trouve ça très bien que Thierry de Montbrial et son équipe aient intégré ça depuis longtemps.

Jean Alaux-Lorain

« Quelques mots pour vous remercier chaleureusement de votre invitation à la WPC 2023. C'est toujours un plaisir de retrouver la communauté et de pouvoir écouter les conférences passionnantes. Je retiens notamment de cette édition la place prépondérante que la WPC accorde depuis les dernières éditions à la technologie - IA, semi-conducteurs, agritech, décarbonation... Je suis enthousiasmé que la WPC permette des échanges et des rencontres avec une telle prise de recul !

Olivier Appert

« Bravo pour cette nouvelle édition de la WPC. Toujours aussi intéressant avec une organisation parfaite. Je suis ravi d'avoir pu une nouvelle fois y participer.

Jacques Biot

« Cette année encore, cette rencontre a été pour nous toutes et tous une source inestimable d'enrichissement intellectuel, spirituel et amical.

Domitille Legrand

« Je souhaitais vous remercier pour cette édition 2023 de la WPC. J'ai trouvé les échanges particulièrement riches et les panels très intéressants. C'est une chance incroyable de pouvoir assister à des discussions d'un aussi haut niveau, sur des thématiques géopolitiques, mais aussi industrielles, sociétales.

Jean de Kervasdoué

« La 16^e édition était plus qu'à la hauteur des précédents forums. Dans cette période troublée, tu as réussi à faire venir tes fidèles, mais aussi quelques nouvelles têtes, dans un cadre agréable, bien adapté et propice aux rencontres.

Général Francis A. Béhanzin

« Je me sens en devoir personnel de vous remercier pour votre dévouement pour la cause d'une meilleure et raisonnable gouvernance mondiale. Mes remerciements sont mêlés à une profonde gratitude envers vous et vos collaborateurs à divers niveaux de vouloir m'associer (deux fois déjà) à ces échanges et débats de très grande facture.

Xavier Ploquin

« C'était cette année encore un grand plaisir et un privilège de participer à la *World Policy Conference*. J'ai eu la chance de pouvoir participer à un atelier de qualité et poursuivre les discussions, comme toujours, avec la communauté dans les couloirs et autour de nos repas.

Emmanuel Macron

« C'est une joie pour moi de pouvoir transmettre quelques messages aux décideurs, aux chercheurs et aux leaders d'opinion du monde entier, réunis dans le cadre de la *World Policy Conference*. Cette nouvelle édition est la preuve que, malgré les crises, la communauté internationale continue de raisonner et d'agir ensemble. Je tiens vraiment à remercier les organisateurs de cette conférence, et en particulier son fondateur et président : Thierry de Montbrial.

Ilona Antoniszyn

« C'est la deuxième fois que je participe à la WPC et j'aime beaucoup discuter avec ce groupe de personnes tellement brillantes et intelligentes qui viennent du monde entier. Je dois dire qu'il y a des discussions de très haut niveau dans tous les domaines qui m'intéressent.

Kerry Halferty Hardy

« Venir à la WPC est particulièrement utile car une partie de ce que les gens recherchent lorsqu'ils me contactent pour travailler avec moi c'est mon réseau et le fait que je suis au courant d'un certain nombre de choses qui se passent dans le monde. Venir ici permet de parler et de garder le contact avec les personnes et les amis que je me suis faits au fil des années mais aussi d'avoir une connaissance directe des faits. Ce qui compte, c'est certes ce qui se passe sur scène et c'est toujours utile et instructif mais ce sont aussi les gens avec qui l'on prend son petit-déjeuner, son déjeuner et son dîner ou même avec qui on va prendre un verre après. Pour en apprendre plus sur les crises actuelles que nous traversons en ce moment au Moyen-Orient et en Europe, j'ai pu m'informer d'une manière qui n'aurait peut-être pas été possible en lisant simplement un journal.

Douraid Zaghouni

« Je tiens à vous remercier pour l'invitation que vous m'avez adressée pour assister à la dernière édition de la *World Policy Conference*. Ce fut un grand événement, très riche en termes d'apprentissage, de réflexion et de connexions. Bravo et félicitations encore pour cette conférence très productive.

Max Mirgoli

« Permettez-moi de prendre un peu de votre temps pour vous exprimer ma gratitude pour votre aimable hospitalité et votre attention personnelle. J'ai assisté à de nombreuses conférences à travers le monde et honnêtement, le niveau de soin et de professionnalisme de la *World Policy Conference* était vraiment dans une catégorie à part et je vous félicite, vous et votre équipe, pour la quantité de travail et de dévouement qu'il vous a fallu pour organiser cette conférence de manière aussi remarquable. J'espère vous revoir bientôt et si moi ou IMEC pouvons faire quoi que ce soit pour vous rendre service, je serais ravi de me mettre à votre disposition.

Jay Truesdale

« Je voudrais vous exprimer ma gratitude à vous et à Thierry de Montbrial pour votre formidable organisation et votre hospitalité lors de la *World Policy Conference*. J'ai beaucoup apprécié d'avoir eu la chance d'y participer.

Maha Barakat

« Nous vous remercions, ainsi que le professeur Thierry de Montbrial, d'avoir amené un dialogue aussi important aux Émirats arabes unis et d'avoir défendu un dialogue constructif. La WPC de cette année a été un grand succès à tous points de vue.

Norbert Röttgen

« Merci beaucoup pour cette conférence parfaitement organisée avec des discussions stimulantes et des intervenants très intéressants.

Hiroyuki Akita

« Merci beaucoup de m'avoir invité à la WPC cette année encore. J'ai vraiment appris beaucoup de choses de nos discussions.

John Lipsky

« Je voulais vous remercier de m'avoir inclus à la *World Policy Conference* de cette année. Comme toujours, j'ai apprécié cet événement et je l'ai trouvé à la fois stimulant et extrêmement instructif. De plus, je tiens à vous féliciter d'avoir assemblé un programme aussi exceptionnel et d'avoir fait que cette expérience soit à la fois agréable et significative pour les participants. C'est un réel plaisir de pouvoir assister et de contribuer aux débats du mieux que je le peux.

Noura Al Kaabi

« Nous sommes très heureux d'accueillir la 16^e édition de la *World Policy Conference* à Abou Dabi pour la troisième fois. Cette conférence est une pierre angulaire de notre calendrier depuis trois ans, car elle continue à favoriser et à faire avancer un dialogue et une discussion éclairés sur un large éventail de questions, de défis et d'opportunités, et ce sous la houlette de penseurs, de dirigeants et de confrères de premier plan. Votre grande expertise, forgée par des années de travail dévoué dans tous les domaines imaginables, contribuera à instaurer les discussions ouvertes, honnêtes et constructives, et les débats passionnés qui sont la marque de fabrique de la *World Policy Conference* et que nous apprécions tant. Nous ne devons jamais laisser passer une occasion d'apprendre les uns des autres. Comme chaque année, les organisateurs ont réuni un groupe impressionnant de participants et d'intervenants pour nous aider à mieux comprendre les enjeux les plus pressants d'aujourd'hui et de demain. Il est important que nous discutons de ces sujets, car si 2022 a été une année difficile, 2023 l'est plus encore.

Igor Yurgens

« Merci beaucoup et merci à Thierry de Montbrial, c'est un véritable honneur de participer à la *World Policy Conference* depuis 2008.

Terry Martin

« Je suis ravi d'être présent. C'est la première fois que je participe à la *World Policy Conference*, et je tiens à remercier les organisateurs de m'avoir invité, et à exprimer ma reconnaissance à Abou Dabi qui accueille cet événement.

Tsakhiagiyn Elbegdorj

« Tout d'abord, je tiens à remercier Thierry de Montbrial et sa merveilleuse équipe, ainsi que les membres du gouvernement des Émirats arabes unis de nous accueillir et de nous offrir cette opportunité de prendre part à ce rendez-vous d'experts et de membres de la communauté internationale aussi enrichissant qu'opportun. J'y apprendrais énormément.

Kim Chang-Beom

« Merci John et merci au Président Thierry de Montbrial et à son équipe, à tous les organisateurs, pour la *World Policy Conference*, notamment Song-Nim. Je pense que c'est une excellente occasion de rejoindre cette merveilleuse équipe de panélistes. C'est la première fois que j'assiste à la *World Policy Conference*, mais tout a été vraiment instructif et informatif.

Douglas Paal

« Merci beaucoup, et merci à la WPC et aux organisateurs de me donner l'opportunité de partager la scène. Il y a certainement là des opportunités d'apprendre quelque chose en tant que membre du public.

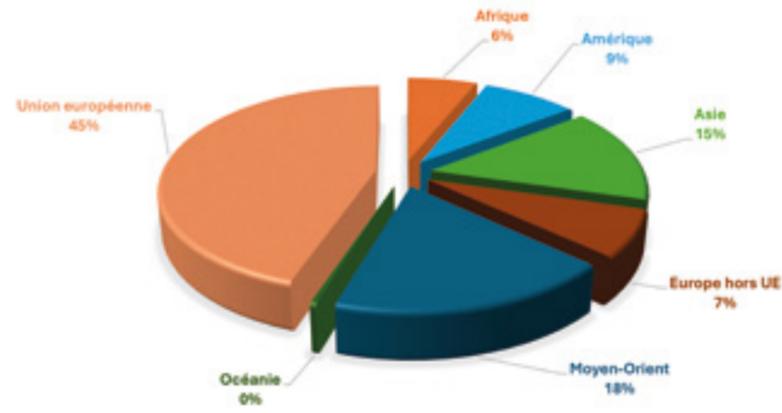
Mohamed Abdelsalam

« Tout d'abord, permettez-moi de vous exprimer ma gratitude personnelle. Votre Excellence professeur Thierry de Montbrial, président de cette session, pour avoir convoqué cette réunion consultative et savante très importante, ayant un intitulé et un thème exceptionnels qui méritent d'être discutés : le système international entre mondialisation et désintégration, quelles forces prévaudront ? Quelle question intéressante !

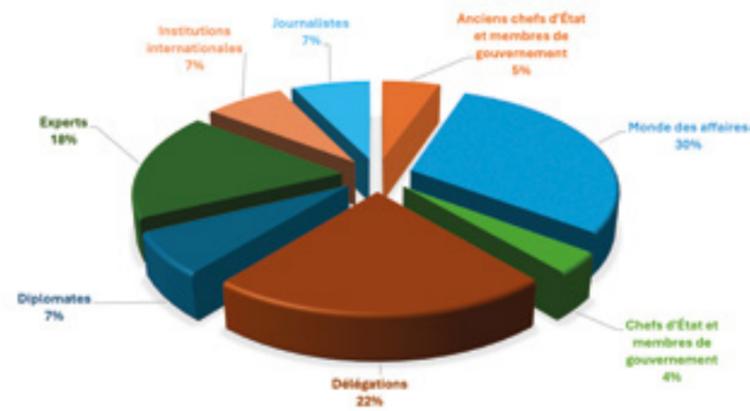
Nabil Fahmy

« Permettez-moi d'abord de remercier Thierry pour son aimable invitation à revenir ici. Cela a toujours été un événement très instructif pour moi et j'ai beaucoup appris des nombreux panels.

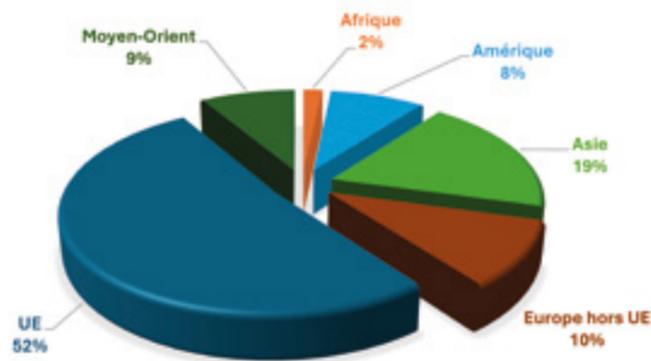




Participants – Répartition géographique
(261 participants de 55 pays)



Participants – Répartition par fonction
(261 participants de 55 pays)



Répartition géographique des principaux articles
(total: 58 articles)





Abdallah, Kamel

Directeur général de Canal Sugar. Expert en sécurité alimentaire nationale, il a occupé des postes de directeur du conseil d'administration, directeur général et PDG au sein d'entreprises agroalimentaires, notamment Baladna QPSC, Aujan Industries/Rani Investments et Exeed Industries/National Holding. Il a également été vice-président adjoint de l'American University of Beirut.

Abdelatif, Soumeiya

Médecin, directrice de sociétés. Première vice-présidente de l'institut Robert Schuman pour l'Europe, elle a également été auditrice de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et du Centre d'études diplomatique et stratégique.

Abdelsalam, Mohamed

Secrétaire général du Conseil musulman des anciens. Coprésident de Religions pour la paix, il a été conseiller de Son Éminence le Grand Imam d'Al-Azhar, le professeur Ahmed Al-Tayeb. Il a représenté Al-Azhar Al-Sharif à l'assemblée constitutionnelle chargée de rédiger une nouvelle constitution pour l'Égypte et a participé à la rédaction de documents d'Al-Azhar.

Abiteboul, Jean

Président du Groupement International des Importateurs de Gaz Naturel Liquéfié, membre du Conseil d'administration de Tellurian Inc. Ancien vice-président exécutif de l'approvisionnement, du trading et du marketing chez Gaz de France, il a été président de Gaselys, vice-président exécutif de l'international, conseiller du PDG et secrétaire du conseil d'administration.

Abu Zafar, Mohammed

Ambassadeur du Bangladesh auprès des Émirats arabes unis et représentant permanent auprès de l'IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables). Diplomate de carrière, il a occupé différentes fonctions dans son pays et à l'étranger. Avant sa carrière diplomatique, il a travaillé au ministère de la Poste et Télécommunications ainsi qu'au ministère de l'Agriculture.

Adamakis, Emmanuel

Métropolitain de Chalcédoine. Ancien vice-président et président de la Conférence des Églises européennes, il a également été directeur de la représentation de l'Église Orthodoxe auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Après avoir été nommé Métropolitain de France, il a servi en tant que coprésident du Conseil des Églises chrétiennes de France.

Ahmed, Masood

Président du Center for Global Development. Ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, il a précédemment occupé des postes importants au sein des grandes institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et le DFID.

Akita, Hiroyuki

Chroniqueur pour *Nikkei*. Ancien correspondant à Pékin et correspondant principal à Washington, il a été rédacteur en chef et a travaillé au sein de la « Leader Writing Team » de *Financial Times*. Il écrit des commentaires, chroniques et analyses sur les affaires étrangères et la sécurité internationale.

Al Hamidy, Abdulrahman A.

Directeur général et président du conseil d'administration du Fonds monétaire arabe (FMA). Ancien vice-gouverneur de l'Agence monétaire d'Arabie saoudite (SAMA), il a également été gouverneur adjoint pour les affaires techniques à la SAMA. Il a participé à des réunions internationales telles que celles du G20 et du FMI.

Al Mansoori, Maryam

Directrice générale de Rebound, une entreprise axée sur les solutions visant à empêcher les plastiques de polluer l'environnement et à les maintenir au sein de l'économie. Experte en économie et en environnement, elle possède une vaste expérience en matière de politique gouvernementale et de programmes stratégiques, tant au niveau local qu'international.

Al Mheiri, Mariam

Ministre du Changement climatique et de l'Environnement des Émirats arabes unis. Ancienne ministre d'État chargée de la Sécurité alimentaire et de l'Eau, elle était responsable de la surveillance des stocks alimentaires nationaux, des investissements dans les technologies alimentaires et du suivi des relations internationales.

Al Neyadi, Abdulrahman

Directeur du département de la planification des politiques au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale des Émirats arabes unis. Ancien directeur adjoint de ce département, il a été chef de la section de coordination de la sécurité internationale au sein du département de coordination de la sécurité internationale.

Al Sumaiti, Ameena

Professeure adjointe en ingénierie électrique et sciences de l'informatique. Experte dans les domaines des énergies renouvelables, de la planification urbaine intelligente, des réseaux de transport, des data analyses, et d'autres dimensions de l'énergie, de la technologie et des sciences avancées, c'est une brillante universitaire passionnée de recherches à impact aux EAU.

S.A. Al Sabah, Sheikha Intisar

Fondatrice d'Alnowair, de Bareec et de la Fondation Intisar. Philanthrope, entrepreneuse, auteure, productrice de films et chroniqueuse de renommée internationale, Son Altesse se dévoue à la promotion de la paix dans le monde arabe en soutenant l'autonomisation des femmes, l'éducation à la psychologie positive et la construction de la paix.

Alaux-Lorain, Jean

Investisseur dans le pôle d'amorçage industriel de Bpifrance. Haut fonctionnaire français et ingénieur du Corps des Mines, il a travaillé en conseil en fusion-acquisition au sein de BNP Paribas à Singapour et au sein de la division life sciences du groupe Dassault Systèmes en France.

Amabile, Arno

Rapporteur général du Comité national français sur l'intelligence artificielle générative. Adjoint au DRH du Corps des mines, il a également travaillé pour le ministère de la Justice à l'élaboration de leur nouveau plan de transformation numérique.

Anbar, Karima

Directrice générale et membre du conseil d'administration de la Fondation Intisar. Membre fondateur et directrice générale du Global Diwan, elle a commencé sa carrière en tant que diplomate française dans le domaine des droits humains, des droits des femmes, de l'analyse politique et des sociétés civiles dans les pays arabes.

Andler, Daniel

Professeur émérite de Sorbonne Université. Membre de l'Académie française des sciences morales et politiques, il a fondé et dirigé le Département d'études cognitives de l'École normale supérieure. Il s'intéresse particulièrement aux sciences cognitives et à l'intelligence artificielle ainsi qu'à leurs retombées dans l'éducation, la décision collective et les politiques publiques.

Andrews, John

Écrivain et journaliste, spécialisé en géopolitique en tant qu'éditeur collaborateur de *The Economist* et *Project Syndicate*. Depuis 2021, il est tuteur principal du premier cours en ligne de *The Economist* sur les tendances mondiales en géopolitique, avec un accent particulier sur la Chine et les États-Unis.

Antoniszyn, Ilona

Economiste, fonctionnaire du gouvernement national et de l'administration locale, femme politique polonaise. Cheffe du bureau de représentation politique de Volkswagen AG, elle a été sous-secrétaire d'État du ministère de l'Économie, responsable du commerce international, de l'investissement et des fonds européens, et secrétaire du Comité exécutif général du Parti Populaire Polonais (PSL).



Appert, Olivier

Président de France Brevets, conseiller scientifique du Centre Énergie et Climat de l'Ifri. Ancien président du Conseil français de l'énergie, il a été président-directeur général d'IFP Énergies Nouvelles ainsi que directeur de la direction de la coopération à long terme et de l'analyse des politiques de l'Agence internationale de l'énergie.

Aslan, Ali

Présentateur de télévision de renommée internationale, animateur de talk show, modérateur de conférence, maître de cérémonie et journaliste. Il a modéré des conférences et de sommets internationaux de haut niveau, notamment l'ONU, l'UE, le G20, la Banque mondiale, le FMI et l'OCDE. Il a interviewé de nombreux leaders mondiaux et personnalités publiques.

Atkinson, Kirk

Président-directeur général de BLG Logistics, Inc. Président du conseil d'administration de l'Alabama Germany Partnership, il siège également au conseil de développement industriel de Birmingham et est membre du conseil d'administration de la Chambre de commerce germano-américaine d'Atlanta.

Atwood, Matt

Fondateur et PDG d'AirCapture. Technologue, chimiste, entrepreneur et pionnier dans le domaine des DAC, il a été fondateur et PDG d'Algae Systems. Il a construit et commercialisé des technologies dans les domaines du CO₂, de l'eau, de l'AgTech, du traitement des déchets et des biocarburants.

Bădica, Octavian-Bogdan

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Roumanie auprès des Émirats arabes unis à Abou Dabi. Ancien responsable du contrôle de gestion et des rapports pour le réseau de soins de santé privés Regina Maria, il a également été consultant pour PricewaterhouseCoopers en Roumanie.

Badré, Bertrand

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital. Ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale, il a également été directeur financier de la Société Générale après avoir occupé le même poste au sein du Crédit Agricole.

Baharoon, Mohammed

Directeur du Dubai Public Policy Research Centre (b'huth). Ancien directeur adjoint de Watani (la première initiative des Émirats arabes unis sur l'identité nationale), il a été membre fondateur du conseil d'administration du « Bussola Institute » et a travaillé comme rédacteur pour plusieurs médias, notamment Gulf Defence Magazine.

Barakat, Maha

Ministre adjointe de la Santé et des sciences de la vie au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis, directrice générale du bureau Frontline Heroes aux Émirats arabes unis. Ancienne directrice générale de l'Autorité sanitaire d'Abou Dabi, elle a également été présidente du Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme.

Bark, Taeho

Président du Lee&Ko Global Commerce Institute, président du Seoul Forum for International Affairs (SFIA). Ancien ministre du Commerce de Corée, il a également été président de la Commission du commerce international du gouvernement coréen. Il est également professeur émérite à la Graduate School of International Studies (GSIS) de l'université nationale de Séoul.

Barrault, François

Président et fondateur de FDB Partners. Président de l'IDATE DigiWorld, il a eu des expériences professionnelles variées dans le domaine technologique. Il a été PDG de Lucent EMEA puis directeur général International et administrateur ainsi que PDG de BT Global Services.

S.S. Bartholomée Ier

Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique. Ordonné diacre en 1961 et prêtre en 1969, Sa Sainteté a été doyen auxiliaire à l'École Théologique de Halki, puis secrétaire personnel de son prédécesseur, le Patriarche Dimitrios Ier.

Beacco, Jean-Michel

Directeur général de l'Institut Louis Bachelier. Professeur à l'Université Paris-Dauphine, il est également président du département Economie-Finance de l'École des Ponts ParisTech. Il a été responsable des activités de capital market credit cash, dérivés et titrisation à la Société Générale, au Crédit Agricole CIB et à Natixis.

Behanzin, Francis

Président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme. Ancien commissaire aux Affaires politiques, paix et sécurité de la CEDEAO, il est également membre fondateur de la Commission béninoise des droits de l'Homme du Bénin.

Bel Hadj Soulami, Amine

Responsable Moyen-Orient et Afrique de BNP Paribas pour le pôle Corporate and Institutional Banking (CIB). Ancien conseiller principal auprès de BNP Paribas Global Markets, il rejoint la région Moyen-Orient et Afrique après avoir occupé des postes de direction à Paris, New York, Londres et Tokyo.

Ben Yahmed, Amir

Directeur général du groupe Jeune Afrique Media. Fondateur et président de l'Africa CEO Forum, il a commencé sa carrière dans la banque d'investissement Gruntal & Co. à New York. Jeune Afrique Media est reconnu internationalement pour sa portée, son intégrité et sa précision.

Berchtold, Etienne

Ambassadeur de la République d'Autriche aux Émirats arabes unis. Ancien porte-parole de la politique étrangère et européenne de trois chanceliers autrichiens, il a été porte-parole du ministre autrichien des Affaires étrangères Sebastian Kurz, avant de travailler à la Représentation permanente auprès de l'UE à Bruxelles et pour Shell Austria GmbH en Autriche.

Biloa, Marie-Roger

Présidente de The Africa International Media Group et MRB Productions. Éditorialiste et consultante sur les questions de politiques publiques et d'intelligence économique en Afrique, elle commente régulièrement sur des questions africaines dans les médias internationaux tels que TV5Monde, France24, BBC, Aljazeera, RFI, i-Télé, ARD, ZDF.

Biot, Jacques

Administrateur de sociétés et consultant senior dans le domaine de l'IA et de la transformation numérique. Ancien président exécutif de l'École polytechnique de Paris, il est également membre du conseil de plusieurs institutions académiques internationales et président non-exécutif du Conseil d'administration de Huawei Technologies France.

Birchall, Ana

Envoyée spéciale pour les affaires internationales et stratégiques de Nuclearelectrica. Ancienne vice-Premier ministre pour les Partenariats stratégiques de la Roumanie, elle a occupé différents postes au sein du gouvernement roumain tels que ministre de la Justice, ministre déléguée aux Affaires européennes ou encore présidente de la délégation du parlement roumain auprès de l'OSCE.

Boudre, Paul

Directeur général senior de Silian Partners. Ancien directeur général de Soitec, il a occupé des postes de direction dans le domaine des équipements et de la fabrication de semi-conducteurs chez KLA, STMicroelectronics, IBM Microelectronics, Motorola Semiconductor et Atmel.





Cabestan, Jean-Pierre

Directeur de recherche émérite au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO. Il est également chercheur associé à l'Asia Centre, Paris ainsi qu'au Centre d'étude français sur la Chine contemporaine de Hong Kong.

Caboche, Thierry

Directeur des Affaires publiques internationales chez Ardian. Ancien diplomate au ministère français des Affaires étrangères, il a occupé divers postes en ambassades au Moyen-Orient et a été chef de cabinet et porte-parole de l'ambassadeur à la Représentation permanente de la France auprès des Nations unies à New York.

Callonico, Guillaume

Directeur principal chargé de la gestion des risques géopolitiques à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Politologue et gestionnaire de risques spécialisé dans les relations internationales, le processus de démocratisation et le risque géopolitique, il enseigne également la gestion des risques politiques et géopolitiques à l'Université de Montréal.

Chalmin, Philippe

Fondateur du Cercle Cyclope, professeur à Paris-Dauphine, consultant pour plusieurs organisations internationales (OCDE, CNUCED). Président fondateur de Cyclope, le principal institut de recherche européen sur les marchés des matières premières, il a été membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre.

Charafeddine, Raed

Banquier central et commercial. Ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban, il est un professionnel de la finance de haut niveau, doté d'une expertise des secteurs public et privé au Moyen-Orient et en Afrique, ainsi que stratège international en matière de banque centrale, réglementation, supervision et marchés financiers.

Coatanlem, Yann

Directeur général de DataCore Innovations LLC. Membre du conseil d'administration de l'École d'économie de Paris, il est également président de Club Praxis, un think tank qui promeut l'utilisation du Big Data dans l'élaboration des politiques publiques, en particulier dans la refonte du système fiscal et social.

Condé, Sékou

Professeur d'analyses sociopolitiques et socioculturelles des conflits en Afrique. Directeur exécutif du cabinet conseil panafricain à statut associatif, ACG-Frontières d'Afrique, il a également été ministre, médiateur de la République et député. Il a fondé l'ONG American Council on Africa.

Cordero, Jonathan

Responsable du développement de l'entreprise chez Eurasian Resources Group (ERG). Conseiller principal dans l'industrie des métaux et des minerais, il est également investisseur et mentor dans l'espace ResourceTech ainsi que cofondateur et partenaire de Caesar Ventures. Il a été membre du conseil d'administration de diverses sociétés.

Cotte, Basile

Haut fonctionnaire français, il travaille actuellement à la Commission Européenne, au sein de la DG COMP. Il a travaillé pour la banque Morgan Stanley à Londres, pour Neoen à Paris, pour Euronext ainsi que pour la DGCCRF (Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes).

Cozon, Stanislas

Vice-président exécutif de Capgemini. Ancien directeur général en charge des secteurs globaux de Capgemini, il a débuté sa carrière à l'Inspection Générale des Finances.

Damiani, Ernesto

Directeur du Center for Cyber-Physical System à l'université Khalifa d'Abou Dabi. Professeur titulaire au département d'informatique de l'Università degli Studi di Milano, il y dirige le laboratoire de recherche SESAR. Il est également président du National Interuniversity Consortium for Computer Science.

David, Dominique

Conseiller du président de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère* et co-directeur du rapport annuel *Ramses*. Président du Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe, il a été directeur-adjoint de l'Institut français de polémologie, puis secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN).

De Alba, Luis Alfonso

Ambassadeur du Mexique auprès des Émirats arabes unis. Ancien envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le sommet de 2019 sur le changement climatique, il a été premier président du Conseil des droits de l'Homme ou encore président du Conseil de l'Organisation internationale pour les migrations.

Delcourt, Antoine

Ambassadeur du Royaume de Belgique aux Émirats arabes unis. Ancien chef de mission adjoint à l'ambassade du Royaume de Belgique en République populaire de Chine et en Mongolie, il a également occupé différents postes tels que coordinateur pour les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Desouches, Christine

Maître de conférences honoraire de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Experte-consultante auprès d'organisations internationales et membre du Conseil stratégique de l'Ifri, elle a occupé diverses fonctions au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie et est devenue spécialiste des processus de démocratisation, de crise et de consolidation de la paix, notamment en Afrique.

Dossou, Robert

Avocat au Barreau de Paris et actuellement au Barreau du Bénin. Président de l'Association Africaine de Droit International. Ancien Bâtonnier, il a également été député, ministre du plan puis ministre des affaires étrangères ainsi que président de la Cour Constitutionnelle du Bénin.

Drouin, François

Président d'ETI FINANCE (financement de PME et ETI), GAGEO (prêts sur actifs) et IFIMM (Immobilier). Ancien vice-président de Bpifrance, il a occupé de nombreux postes de direction tels que président de la Caisse d'épargne de Midi-Pyrénées et du Crédit Foncier de France ainsi que PDG d'OSEO.

Duçka, Dorian

Ancien vice-ministre de l'Industrie et de l'Energie d'Albanie. Conseiller externe pour les investissements du Premier ministre d'Albanie, il a également été directeur de l'Intégration européenne et des Projets internationaux au ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Energie ainsi que responsable du département des projets du Gazoduc trans-adriatique TAP (Trans Adriatic Pipeline).

Ducrot, Valérie

Directrice exécutive du Global Gas Centre (GGC). Ancienne responsable du Centre du gaz de la CEE-ONU (la Commission économique pour l'Europe des Nations unies), elle a également occupé plusieurs postes au sein du groupe industriel énergétique français ENGIE.

Duero, Arash

Directeur général de Big Picture Strategy LLC, basé aux Émirats arabes unis. Il est également directeur de Strategic Minds Company, une société fondatrice du Berlin Advisors Group (BAG), où il dirige ses activités dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et des matières premières.

Elia, Roula

Avocate, PDG de Echo for peace/Rased Lebanon et journaliste. Consultante juridique auprès de nombreuses associations et organisations civiques, elle a été déléguée en tant qu'avocate et journaliste pour assister aux audiences du Tribunal spécial pour le Liban à La Haye, aux Pays-Bas (STL).



Emilsson, Peje

Fondateur et président exécutif de Kreab Worldwide et de Kunskapsskolan Education. Membre du conseil d'administration de Nobel Prize Outreach et de l'Académie royale suédoise des sciences de l'ingénieur (IVA), il a été chef de cabinet de l'ICC, l'organisation mondiale des entreprises, et président de la Chambre de commerce de Stockholm.

Eyl-Mazzega, Marc-Antoine

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri. Auparavant, il a travaillé à l'Agence internationale de l'énergie, où il a été en charge de la Russie et de l'Afrique sub-saharienne. Il a également animé un observatoire sur l'Ukraine à la Fondation Robert Schuman.

Fabius, Laurent

Président du Conseil constitutionnel. Président de la COP 21, il a occupé plusieurs postes gouvernementaux en France tels que Premier ministre, ministre du Budget, ministre de l'Industrie et de la Recherche, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ou encore ministre des Affaires étrangères et du Développement international.

Fahmy, Nabil

Doyen émérite à l'American University au Caire et fondateur de la School of Global Affairs and Public Policy. Ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte, il a également été ambassadeur aux États-Unis et au Japon. Il a occupé de nombreux postes au sein de gouvernements et d'organisations internationales.

Fain, Jeremy

Directeur général de Blue Water Intelligence. Animé par une passion pour l'impact de la technologie, il a cofondé Verteego en 2007 et a été directeur général chez Welcomr.

Felbermayr, Gabriel

Directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO). Professeur à l'université d'économie et de commerce de Vienne, il a été président de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (Institut für Weltwirtschaft – IfW) et a travaillé en tant que consultant associé chez McKinsey & Co à Vienne.

Flahault, Antoine

Directeur de l'Institut de santé globale à l'Université de Genève. Co-directeur de l'École suisse de santé publique à Zürich, il a également été co-directeur de l'European Academic Global Health Alliance, président de l'Agence d'accréditation de l'éducation à la santé publique et directeur de l'École des hautes études en santé publique (EHESP).

Foucher, Michel

Membre du Conseil d'orientation du Cycle des hautes études européennes (Institut national du service public). Conseiller du président à la Compagnie financière Jacques Coeur, il a été ambassadeur de France en Lettonie, conseiller du ministre des Affaires étrangères ainsi qu'envoyé spécial dans les Balkans et le Caucase.

Gargash, Anwar Mohammed

Conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis. Membre du conseil d'administration de l'Anwar Gargash Diplomatic Academy, il a occupé les fonctions de ministre d'État aux Affaires étrangères et ministre d'État aux affaires du Conseil national.

Gassel, Helmut

Partenaire chez Silian, ancien administrateur chez Infineon. En tant que directeur du marketing, il a dirigé l'acquisition et l'intégration de Cypress Semiconductor et a contribué à transformer Infineon en une entreprise de semi-conducteurs figurant dans le top 10 mondial. Il a travaillé dans la recherche sur les semi-conducteurs à l'Institut Fraunhofer.

Germay (de), Nicolas

Vice-président de la WPC. Ancien Vice-président de la Chambre de Commerce Franco indienne, il est PDG et fondateur du fonds de retournement Alandia Industries.

Gill, Sam

Cofondateur et président de Sylvera. Ancien avocat d'affaires, il a travaillé chez Baker McKenzie en se concentrant sur les produits environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Il a commencé sa carrière juridique en tant qu'associé dans le domaine des fonds d'investissement chez Akin Gump Strauss Hauer & Feld.

Girard, Renaud

Grand reporter et correspondant de guerre du *Figaro*. Il couvre les grandes crises politiques et les principaux conflits armés mondiaux depuis plus de trente ans. Il est aussi professeur de stratégie à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du comité de rédaction de la *Revue des deux Mondes*.

Gomez Tirado, Willy Alberto

Ambassadeur de la République du Guatemala auprès des Émirats arabes unis. Ambassadeur simultané auprès du Royaume de Bahreïn, du Royaume d'Arabie Saoudite et de l'État du Koweït. Il a été ambassadeur de la République du Guatemala auprès de la République de Chine (Taïwan).

Gouyette, François

Ambassadeur. Ancien ambassadeur de France aux Émirats arabes unis, en Libye, en Tunisie, en Arabie saoudite et en Algérie, il a été chef de mission adjoint en Syrie et en Turquie. Il a été conseiller diplomatique au cabinet du ministre de l'Intérieur et ambassadeur chargé du processus euroméditerranéen au ministère des Affaires étrangères.

Gruffat, Jean-Claude

Vice Chairman de la Fondation de l'Hôpital américain de Paris. Président du Competitive Enterprise Institute, il est membre du conseil d'administration d'Atlas Network et du Leadership Council de United Way Worldwide. Il occupe également un poste à la banque d'investissement Weild Capital LLC.

Guérin, Gilles

Directeur général de Bordier & Cie à Genève, trésorier de la Fondation WPC. Ancien directeur associé de EFG Bank à Genève, il est spécialisé dans la gestion de patrimoines privés. Auparavant, il a occupé les fonctions de trésorier pour l'Europe à la National Bank of Abu Dhabi à Paris.

Guigou, Elisabeth

Présidente fondatrice d'Europartenaires. Ancienne présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, elle a également été présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France, ministre déléguée aux Affaires européennes, ministre de la Justice ainsi que ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Halalai, Traian

Président exécutif d'Exim Banca Romaneasca. Président du conseil d'administration de Banca Românească SA, il possède une vaste expérience dans des postes de direction dans le secteur bancaire roumain. Il est également professeur associé à l'Académie des études économiques de Bucarest.

Halferty Hardy, Kerry

Co-fondatrice de Alcuin Advisors LLC. Ancienne directrice du Développement de l'Hôpital américain de Paris, elle conseille différentes entreprises et ONG en tant que consultante et membre de conseils d'administration. Elle a travaillé dans les secteurs public, privé et à but non lucratif en Europe et en Amérique.

Hecker, Marc

Directeur de la recherche et de la valorisation de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère*. Docteur en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il a enseigné plusieurs années à Sciences Po. Il a écrit différents livres dont *La Guerre de vingt ans* (Robert Laffont, 2021 avec Elie Tenenbaum).

Horii, Akinari

Conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies. Ancien gouverneur adjoint de la Banque du Japon, il est également membre de plusieurs entités à but non lucratif, notamment l'Association japonaise des cadres d'entreprise et la Commission trilatérale.





Hosoya, Yuichi

Professeur de politique internationale à l'Université Keio. Directeur général et directeur de recherche à l'Asia-Pacific Initiative, il est également chercheur principal à l'Institut Nakasone pour la paix (NPI), Senior Fellow à la Fondation de Tokyo pour la recherche politique et Senior Adjunct Fellow à l'Institut japonais des affaires internationales (JIA).

Huby, Olivier

Co-fondateur et administrateur de Mutual Funds Exchange. Ancien directeur des investissements d'Axa Investment Managers, il a commencé sa carrière au ministère français des Affaires étrangères en poste en Europe de l'Est puis rejoint le groupe Paribas au sein de la division de gestion d'actifs.

Hurstel, François

Fondateur et PDG de Concerto. Entrepreneur, spécialiste de la communication stratégique et des affaires publiques, il est expert en conseil et organisations internationales. Ancien de l'ONU et d'Hopscotch, il a participé à la création d'Hopscotch Africa et de GL events.

Inozemtsev, Vladislav

Directeur du Centre d'études postindustrielles de Moscou, conseiller spécial pour le Russia Media Studies Project de MEMRI à Washington, DC. Économiste et politologue, il est fondateur et directeur du Centre d'études postindustrielles à Moscou ainsi que professeur à l'Université d'État de Moscou et à l'École supérieure d'économie.

Jacquet, Pierre

Professeur de politique économique à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC) et membre du Cercle des économistes. Ancien président du Global Development Network, il a été économiste en chef de l'Agence française de développement et directeur adjoint de l'Ifri. Il est président du conseil scientifique de la fondation FARM.

Jean, Sébastien

Associé principal à l'Ifri, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, titulaire de la chaire Jean-Baptiste Say d'économie industrielle. Membre du Conseil d'analyse économique (CAE) et du Conseil national de la productivité (CNP), il a été directeur du CEPPI après avoir occupé d'autres fonctions à l'INRAE et à l'OCDE.

Jones, Handel

Fondateur et directeur général d'International Business Strategies (IBS). Il est en contact avec la plupart des leaders mondiaux de l'industrie électronique, avec des clients dans le monde entier. Il a publié quatre ouvrages sur la Chine concernant les facteurs clés des industries de l'électronique et des semi-conducteurs.

Karakullukçu, Memduh

Membre fondateur du conseil exécutif et président fondateur du Global Relations Forum. Ancien directeur général fondateur du parc scientifique ARI de l'Université technique d'Istanbul (ITU), il est spécialisé dans la technologie et le développement économique, la technologie et la sécurité, la dynamique énergétique mondiale et la gouvernance économique et financière mondiale.

Kastouéva-Jean, Tatiana

Chercheuse et directrice du centre Russie/Eurasie de l'Ifri. Avant de rejoindre l'Ifri, elle a enseigné les relations internationales pour le master franco-russe de l'université MGIMO. Elle dirige la collection électronique trilingue *Russie.Nei.Visions*.

Kazatchkine, Michel

Conseiller spécial du Bureau de l'OMS pour l'Europe. Ancien directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, il a été ambassadeur de France chargé du VIH/sida et des maladies transmissibles, et envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour le VIH/sida en Europe orientale et en Asie centrale.

Kervasdoué (de), Jean

Professeur émérite de la chaire d'Économie et de Gestion des services de santé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), fondateur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique. Ancien consultant auprès de l'OCDE, il a été directeur des hôpitaux au ministère de la Santé.

Kim, Chang-beom

Vice-président et directeur général de la Federation of Korean Industries. Ancien conseiller mondial pour le groupe Hyundai Motor, il a été ambassadeur de Corée en Indonésie et a travaillé à Bruxelles en tant qu'ambassadeur de Corée auprès de l'Union européenne et de la Belgique.

Klich, Bogdan

Sénateur au Parlement polonais, président de la commission des affaires étrangères et européennes au Sénat polonais. Ancien député européen, il a été chef de la minorité du Sénat polonais ainsi que ministre de la Défense. Il a fondé le think tank Institute for Strategic Studies à Cracovie.

Koleilat-Khatib, Dania

Cofondatrice et présidente du Research Center for Cooperation and Peace Building. Membre du comité directeur et consultante du programme National Agenda for the Future of Syria (NAFS) de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (ESCWA), elle travaille également à la Hoover Institution de l'Université de Stanford.

Korsia, Haïm

Grand Rabbin de France. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il a été membre du Conseil consultatif national d'éthique, aumônier général israélite de l'Armée de l'air et de l'École Polytechnique, aumônier général israélite des Armées ainsi que Secrétaire général de l'Association des Rabbins de France.

Kostanyan, Vahan

Vice-ministre des Affaires étrangères d'Arménie. Ancien directeur de cabinet du premier vice-Premier ministre de la République d'Arménie, il a occupé différents postes au sein du gouvernement arménien tels que conseiller du président de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie et conseiller du ministre des Affaires étrangères de la République d'Arménie.

Kotti, Randy

Chef de service économique de l'État pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et chargé de mission auprès du préfet. Ancien consultant pour la Banque mondiale, il a également travaillé pour Neoen en Australie, un développeur indépendant d'énergies renouvelables.

Kowal, Pawel

Professeur à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences. Ancien député européen, il a été président du Comité de coopération parlementaire Ukraine-UE, secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Pologne et membre du Conseil de sécurité national.

Kuleba, Dmytro

Ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine. Représentant permanent de l'Ukraine au Conseil de l'Europe, il a été Premier ministre adjoint pour l'Intégration européenne et euro-atlantique de l'Ukraine, ambassadeur itinérant au ministère des Affaires étrangères et a travaillé à la Représentation permanente de l'Ukraine auprès de l'OSCE.

Laïdi, Zaki

Conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la Commission SEAE. Professeur à Sciences Po, il a été conseiller spécial de Pascal Lamy, commissaire européen au commerce, puis conseiller stratégique du Premier ministre français de 2014 à 2017.

Lang, Nikolaus

Global Leader for the Global Advantage practice, directeur général et associé principal du Boston Consulting Group à Munich. Expert mondial de la connectivité, de la mobilité autonome, de l'autopartage et de la gestion de flotte, il est l'un des fondateurs et directeurs du Center for Mobility Innovation du BCG.

Lárusson, Kristinn Ingi

Responsable du business development et de la commercialisation de Carbfix. Ancien directeur général de On-Waves (communications maritimes en réseau mobile), il possède une vaste expérience des affaires internationales, notamment dans les domaines de la finance et du développement commercial.

Lasserre, Isabelle

Correspondante diplomatique du *Figaro*. Elle y a été correspondante à Moscou, correspondante défense et reporter de guerre. Elle est aussi chroniqueuse à LCPI/24H00 Pujadas et collaboratrice de *Politique Internationale*. Son dernier ouvrage publié est *Macron-Poutine, les liaisons dangereuses* (2023).

Lee, Hye Min

Conseiller principal de KIM & CHANG, professeur invité à l'université Hankuk des Études étrangères de Séoul. Ancien ministre adjoint du Commerce de Corée, il a également occupé les fonctions de sherpa du G20, négociateur en chef pour l'ALE Corée-Union européenne, ainsi qu'ambassadeur aux Philippines et en France.

Legrand, Domitille

Ingénieure du Corps des mines. Cheffe du service économique régional de Bourgogne Franche-Comté, elle est également chargée de mission économique auprès du préfet de région. Elle a travaillé dans diverses organisations, entreprises et think tanks en Europe, en Asie du Sud-Est et en Nouvelle Calédonie, sur des thématiques énergétiques, industrielles, de ressources et numériques.

Leung, Chun-Ying

Ancien chef de l'exécutif de la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, expert de la loi fondamentale de Hong Kong, et vice-président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Il a été membre puis coordinateur du Conseil exécutif de Hong Kong.

Lévy-Lang, André

Président fondateur de l'Institut Louis Bachelier. Membre du conseil d'administration de l'Ifri, il est également professeur associé émérite à Dauphine, président du conseil de surveillance des Échos et président-fondateur de la Fondation du Risque et de l'Institut Louis Bachelier.

Lipsky, John

Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) de l'Université Johns Hopkins. Président du National Bureau of Economic Research et co-président du programme sur l'économie mondiale de l'Aspen Institute, il est également vice-président du Comité de Bretton Woods et du Center for Global Development.

Lixi, Claude

Directeur de Global Market Commodities chez Natixis. Ancien responsable mondial adjoint du trading de dérivés de pétrole et des équipes de marketing chez BP, il a été trader au sein de diverses entreprises telles que Elf Trading, TFS, Morgan Stanley, Trafigura ou encore Gunvor.

Makram Ebeid, Mona

Sénatrice égyptienne, conseillère du Haut Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations. Ancienne députée du Parlement égyptien, elle est conférencière émérite au département des sciences politiques de l'Université américaine du Caire ainsi que membre du Conseil national pour les droits de l'Homme.

Mallikarjun, Manu

Entrepreneur social spécialisé dans les relations internationales et le développement. Il travaille actuellement sur une série de films qui vise à trouver des voies potentielles vers un monde pacifique et durable. Il écrit également un livre dans le même but.

Mariton, Hervé

Maire de Crest et président du Conseil Franco-Britannique. Président de la Fédération des entreprises d'Outre-Mer (FEDOM), il a été député de la Drôme et a occupé les fonctions de ministre de l'Outre-Mer ainsi que porte-parole de l'opposition à la Commission des Finances.

Martin, Terry

Journaliste et présentateur de journal télévisé. Ancien présentateur pour CNN International, il est désormais présentateur chez DW News. Il est aussi le fondateur et le directeur de SPIA. Il a couvert en direct des sommets de l'ONU, des conférences sur le climat de l'ONU, et plusieurs élections nationales.

Mattli, Arthur

Ambassadeur de Suisse auprès des Émirats arabes unis et de Bahreïn. Ancien chef de la division Europe, Asie centrale, Conseil de l'Europe et OSCE à la Direction des affaires politiques à Berne, il a été co-chef de mission à Dar es Salaam, où il a représenté la Suisse auprès de la Communauté d'Afrique de l'Est et en Zambie.

Mey, Holger

Vice-président des concepts avancés chez Airbus Defence and Space. Professeur honorifique en politiques étrangères à l'Université de Cologne, il a fait partie du Policy Planning Staff du ministère de la Défense allemand et a été conseiller en politique sécuritaire auprès du président du comité de défense du Parlement allemand.

Meyer, Jean-Claude

Vice Chairman International de Rothschild & Cie. Administrateur de l'Ifri, il a été associé-gérant de Rothschild, chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ainsi que gérant de Lazard Frères & Cie.

Michel, Jacques

Président des Affaires publiques internationales de THOMSON BROADCAST. Ancien président de BNP Paribas Moyen-Orient et Afrique pour la Banque de Financement et d'Investissement, il a également été directeur général adjoint/directeur régional des Risques de Fortis Bank pour l'Asie-Pacifique et directeur régional des Risques du Crédit Lyonnais puis Calyon.

Mirgoli, Max

Vice-président exécutif des partenariats stratégiques monde à l'IMEC et membre du conseil exécutif de l'IMEC. Ancien directeur général d'ICOS Vision Systems (NASDAQ IVIS), il est investisseur, conseiller et membre du conseil d'administration de nombreuses start-ups prospères.

Monteiller, Pierre

Chef du service risques à la Direction régionale à l'environnement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Haut fonctionnaire, il a travaillé pour le fonds d'investissement Meridiam, le laboratoire pharmaceutique Guerbet et le cabinet marketing M13h.

Moulin, Jacques

Directeur général de IDATE DigiWorld. Ancien directeur général de Sofrecom, il a démarré sa carrière chez Thomson SA et a ensuite rejoint le groupe France Télécom-Orange. Il a occupé divers postes de direction et d'exploitation au sein du groupe Orange.

Mourre, Marc

Co-président de Global Markets Commodities chez Natixis. Ancien directeur général, vice-président de la division Commodities chez Morgan Stanley, il a travaillé au ministère des Affaires étrangères et chez Elf Aquitaine (aujourd'hui Total).

Mourtada-Sabbah, Nada

Secrétaire générale du conseil des universités aux Émirats arabes unis (The University Leadership Council — ULC). Ancienne vice-chancelière fondatrice pour le développement et les anciens élèves de l'Université américaine de Sharjah, elle a été professeure invitée dans de grandes universités et institutions de recherche, notamment l'Université de Californie et l'Institut d'études politiques de Paris.





Naas, Penelope

Ancienne présidente des affaires publiques internationales et du développement durable chez UPS. Ancienne responsable des affaires publiques dans la région EMEA de l'époque, elle a fait progresser les stratégies d'UPS et de ses clients. Elle a travaillé pour Citigroup dans l'équipe Global Government Affairs.

Narayanan, Mayankote Kelath

Ancien gouverneur de l'État du Bengale Occidental. Ancien conseiller spécial du Premier ministre de l'Inde ainsi que conseiller pour la sécurité nationale, il a géré de nombreuses affaires concernant la sécurité intérieure, nationale et extérieure du pays dont la lutte contre le terrorisme, le contre-espionnage et l'analyse stratégique.

Nazareth, Annette

Présidente du Conseil d'intégrité pour le marché volontaire du carbone (Conseil d'intégrité). Conseillère principale au sein du cabinet d'avocats international Davis Polk & Wardwell, elle a également été commissaire de la Securities and Exchange Commission (SEC) et directrice de la division du commerce et des marchés de la SEC.

Nicolet, Patrick

Directeur général de Linebreak. Il a travaillé à Capgemini, occupant successivement différentes fonctions à hautes responsabilités. En 2020, il conclut son dernier mandat en tant que directeur des technologies en charge de l'agenda Technologie, Innovation et Ventures du groupe, ainsi que des fonctions Cybersécurité et IT.

Niemtchinow, Nicolas

Ambassadeur de la République française aux Émirats arabes unis. Il a occupé différentes fonctions au sein du ministère des Affaires étrangères telles que sous-directeur des affaires stratégiques, directeur adjoint du cabinet du ministre, premier secrétaire à l'ambassade française de Moscou et deuxième conseiller à l'ambassade d'Amman.

Noland, Marcus

Vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics, Senior Fellow au East-West Center, il a été économiste au Council of Economic Advisers du Bureau exécutif du président des États-Unis.

Okwulehie, Sam

PDG de LATC Group. Membre du conseil consultatif mondial du Commonwealth Enterprise & Investment Council (CWEIC) à Londres, il est également conseiller principal chez Boston Consulting Group (BCG) et a travaillé au sein de Air France/KLM et de Kenya Airways.

Paal, Douglas

Distinguished Fellow à la Carnegie Endowment for International Peace. Ancien vice-président de JPMorgan Chase International, il a aussi été représentant non officiel des États-Unis à Taïwan en tant que directeur de l'Institut américain à Taïwan, analyste pour la CIA et a travaillé dans les ambassades américaines de Singapour et Pékin.

Park Yong-joo

Vice-président exécutif de PlanTFarm. Ancien vice-président du Marketing mondial chez Samsung Electronics et ancien directeur marketing chez Coway, il a également été responsable de la stratégie et de l'innovation chez Bowers&Wilkins, vice-président chez General Mills et a travaillé au sein des entreprises Kellogg's et Motorola.

Perthes, Volker

Sous-Secrétaire général, Chef de l'équipe Iraq Strategic Review de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (UNAMI). Il a occupé différentes fonctions au sein de l'ONU telles que représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan et chef de la Mission intégrée des Nations Unies UNITAMS, et sous-secrétaire général des Nations Unies.

Pflüger, Friedbert

Directeur du Centre européen pour la Sécurité de l'Energie et des Ressources (EUCERS). Associé fondateur de Strategic Minds Company GmbH, il est également président de l'Internet Economy Foundation (IEF) et a été membre du Bundestag et vice-ministre de la Défense sous le premier gouvernement Merkel.

Piau, Nicolas

Co-fondateur et président de TILT Capital Partners. First Mover Fellow de l'Aspen Institute, il travaille dans le domaine de l'énergie et du développement de projets / fusions-acquisitions. Il était Senior Vice President en charge des fusions-acquisitions et du développement de l'entreprise pour Engie.

Ploquin, Xavier

Directeur d'investissement et directeur de cabinet du PDG de Meridiam. Ancien conseiller en charge de l'énergie, de l'industrie et de l'innovation au sein du cabinet du ministre d'État de la Transition écologique et solidaire, il a également occupé diverses fonctions au sein du ministère de l'Économie et des Finances.

Poinssot, Christophe

Directeur général adjoint et directeur scientifique du Service géologique français BRGM. Ancien président élu de l'association EuroGeoSurveys, il a travaillé au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et a été conseiller nucléaire à l'ambassade de France en Chine (Pékin) ainsi que représentant du CEA dans ce pays.

Qiao, Yide

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation, une institution à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir la recherche sur les questions de développement. Il est aussi expert détaché en finances et économie internationales au ministère des Finances de Chine.

Rabinovich, Itamar

Professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l'Université de Tel Aviv. Président émérite et conseiller de l'Israel Institute (Washington et Tel Aviv), il est également Distinguished Fellow à la Brookings Institution ainsi que vice-président de l'Institut des études de sécurité nationale (INSS) à Tel Aviv. Il a été ambassadeur d'Israël aux États-Unis.

Ricquier, Anita

Fondatrice et directrice générale de Camelot Trust Pte Ltd. Elle se consacre au patrimoine familial et aux entreprises. Elle soutient ses clients en matière de gouvernance familiale, de durabilité des objectifs commerciaux et patrimoniaux en termes de gestion des risques et de planification de la succession.

Robert, Virginie

Cheffe du service international du quotidien français *Les Echos*, elle a été correspondante du journal à New York. Vice-présidente de l'European-American Press Club, elle est membre de l'Association française de la presse diplomatique.

Robin, Arnaud

Chargé d'accélération au sein de la direction interministérielle du numérique. Il accompagne les startups d'État à augmenter leur impact et à passer à l'échelle. Il a également travaillé pour Google, le groupe SNCF et Wayfair. Ingénieur des mines, il est aussi diplômé de l'école polytechnique et du Massachusetts Institute of Technology.

Rodríguez-Chiffelle, Cristián

Visiting Scholar et Luskic Fellow au David Rockefeller Center for Latin American Studies de l'université de Harvard à Cambridge, MA, et Senior Advisor au BCG. Ancien PDG d'InvestChile, il a représenté le World Economic Forum devant les organisations internationales telles que le B20, l'OCDE, l'IAPEC ou encore la CNUCED.

Roed-Larsen, Terje

Ancien Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient. Ancien représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne, il a occupé différents postes de conseiller notamment auprès du ministère du Plan et du ministre des Affaires étrangères norvégien.

Rogers, Paul

Associé principal de Caber Asset Management. Il a géré la gestion structurée pour UBS et Lehman Brothers en Asie et un groupe de gestion alternative privé ainsi que des sociétés de promotion immobilière. Son domaine est la macro-économie et l'analyse géopolitique comme cadre pour l'investissement et la sécurité.

Röttgen, Norbert

Membre du Deutscher Bundestag et membre de la commission des affaires étrangères. Ancien ministre fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, il est coprésident du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) et membre du conseil d'administration de diverses institutions.

Rudd, Kevin

Ambassadeur d'Australie aux États-Unis. Ancien président et directeur général de l'Asia Society, il a exercé les fonctions de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères de l'Australie. En 2022, il fonde le Center for China Analysis de l'Asia Society Policy Institute.

Sakamoto, Haruka

Médecin traitant et Senior Fellow à Tokyo Foundation for Policy Research. Professeur associée à la Tokyo Women's Medical University et Senior Manager au Health and Global Policy Institute (HGPI), elle a participé à des rencontres de l'OMS, du G7 et à des Bilateral Cooperation Activities avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

Sano, Tadakatsu

Avocat, Jones Day. Ancien directeur général du Bureau des politiques commerciales ainsi que vice-ministre des Affaires internationales, il a également travaillé au ministère du Commerce international et de l'Industrie du Japon et a été chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

Schmid, Dorothee

Responsable du programme Turquie/Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Elle a fondé le programme « Turquie contemporaine », qui suit l'émergence de la Turquie comme puissance. Ses recherches se concentrent sur la diplomatie turque, les nouveaux conflits du Moyen-Orient et leurs effets sur l'économie régionale.

Schönfelder, Alexander

Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne aux Émirats arabes unis depuis 2022.

Senik, Dmytro

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ukraine aux Émirats arabes unis. Ancien vice-ministre des Affaires étrangères, chef de la transformation numérique, il a occupé différentes postes au sein du gouvernement ukrainien tels que chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères ou encore assistant principal du vice-ministre des Affaires étrangères.

Severino, Michel

Président du conseil de surveillance d'Investisseurs & Partenaires (I&P), inspecteur général des finances, membre de l'Académie des technologies. Ancien directeur du développement au ministère français de la Coopération, il a été vice-président pour l'Asie de l'Est à la Banque mondiale et directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Sigal, Robert

Directeur général de l'Hôpital américain de Paris. Ancien président et directeur commercial de InSightec, il a été directeur général de General Electric Healthcare France. Il préside le groupe de travail « Patientèle Internationale » de French Healthcare.

Tobby, Simon

Fondateur et président de Synergia Foundation, think tank stratégique. Membre de la Commission mondiale pour la gouvernance d'internet (GCIG) et membre de la Commission trilatérale, il a également été membre du conseil consultatif du Center for New American Security (CNAS) et conseiller auprès de plusieurs organisations telles que l'OMS.

Sinapi-Thomas, Lucia

Directrice exécutive de Capgemini Ventures. Elle a occupé différents postes au sein de Capgemini, notamment ceux de directrice financière adjointe et directrice exécutive Business Platforms. Elle est membre des conseils d'administration de Capgemini SE, Bureau Veritas et de Dassault Aviation.

Stawek, Jakub

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Pologne aux Émirats arabes unis. À partir de 2004, il a travaillé dans les missions diplomatiques polonaises à Sanaa, Alger et Riyad. Il est également l'auteur de deux livres : *Yemen - world of tribal values* (2008) ; *Arabic and Polish diplomatic and political vocabulary* (2016).

Suzuki, Kazuto

Professeur à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo et Directeur de l'Institut de géoéconomie à la Maison internationale du Japon. Senior Fellow à l'Asia Pacific Initiative, il préside l'Association japonaise de la sécurité et du commerce internationaux.

Tabet, Riad

Président de Berit International Holding SA, président de Batiliban-France Consortium franco-arabe pour le développement. Administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe à Paris, il est administrateur et membre fondateur de la Chambre de commerce libano-américaine à Beyrouth.

Taneja, Narendra

Président de l'Independent Energy Policy Institute, un think-tank basé à New Delhi. Président fondateur du World Energy Policy Summit, il a été président du groupe sur la sécurité énergétique de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes et président du groupe de travail sur l'énergie et l'économie verte du BRICS Business Council.

Terraz, Nicolas

Directeur général Exploration-Production et membre du Comité Exécutif, TotalEnergies. Membre du Comité Directeur de la branche Exploration & Production de TotalEnergies, il a occupé différentes fonctions au sein de TotalEnergies telles que directeur général de TotalEnergies E&P France, vice-président New Ventures E&P ainsi que directeur général de TotalEnergies E&P Nigeria.

Torero Cullen, Máximo

Économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ancien Directeur exécutif du Groupe de la Banque mondiale pour différents pays d'Amérique du Sud, il a également dirigé la Division des marchés, du commerce et des institutions de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Torreele, Els

Visiting Policy Fellow au UCL Institute for Innovation & Public Purpose de Londres. Résidente du programme du Rockefeller Bellagio Centre, elle est également Honorary Science Fellow à la VUB, membre du WHO Technical Advisory Group on Vaccine Market Information for Access ainsi que chercheuse et consultante indépendante.





Touazi, François-Aïssa

Senior Managing Partner chez Ardian et Responsable des affaires internationales. Vice-président des conseils des affaires France – CCG au sein du MEDEF International, il est également président du groupe de travail sur les fonds souverains et a été conseiller pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord auprès du ministère des Affaires étrangères.

Touré, Aminata

Ancien Premier ministre du Sénégal. Femme politique sénégalaise, elle a été ministre de la Justice, envoyée spéciale du Président pour les Affaires intérieures et extérieures ainsi que présidente du Conseil économique, social et environnemental. Elle a occupé, aux Nations Unies, des postes d'expert technique international dans différents pays africains.

Tricaud, Martin

Chef du groupe d'Investment Banking de First Abu Dhabi Bank (FAB), membre du comité exécutif. Ancien directeur général du groupe HSBC, il a été vice-président et directeur général pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la Turquie au sein du groupe. Il a été nommé Conseiller du Commerce extérieur de la France.

Trichet, Jean-Claude

Président de l'Académie des sciences morales et politiques. Ancien président européen honoraire de la Commission trilatérale, il est également président honoraire de l'Institut Bruegel et du Groupe des 30. Il a été président de la BCE, gouverneur de la Banque de France et directeur du Trésor.

Trochu, Emmanuelle

Responsable mondiale des institutions officielles chez Crédit Agricole Corporate and Investment Bank. Elle a occupé différentes fonctions au sein de Ca-Cib telles que responsable de l'équipe de vente des institutions financières en France et en Belgique. Elle a également créé et dirigé l'équipe de vente des Banques centrales.

Truesdale, Jay

Directeur général de Veracity Worldwide. Conseiller stratégique auprès de dirigeants d'entreprises et d'investisseurs en matière de risques géopolitiques et d'intelligence économique, il a travaillé chez McKinsey & Company et a été, en tant que diplomate américain, assistant spécial de deux secrétaires d'État adjoints et chef de cabinet notamment à l'ambassade des États-Unis au Pakistan.

Tsakhagiyn, Elbegdorj

Ancien président de la Mongolie. Commissaire de la Commission internationale contre la peine de mort et parrain du World Sustainable Development Forum, il est également membre du World Leadership Alliance - Club de Madrid et président de la Fédération mondiale de Mongolie.

Vassilenko, Roman

Vice-ministre des Affaires étrangères de la République du Kazakhstan. Ancien assistant du chef de cabinet du Premier ministre de la République du Kazakhstan, il a été inspecteur-chef du secrétariat du secrétaire d'État, conseiller à la chancellerie du président de la République du Kazakhstan et directeur adjoint du cabinet du secrétaire d'État.

Vaswani, Kamal R

Ambassadeur de la République de Singapour aux Émirats arabes unis. Ancien représentant permanent adjoint de la mission permanente de Singapour auprès de l'ASEAN, il a été premier secrétaire de la Haute commission de Singapour à Kuala Lumpur et assistant de direction au sein de la direction d'analyse, de planification et de politique.

Villain, Jean-Paul

Directeur de la stratégie de l'Abu Dhabi Investment Authority. Membre du comité d'investissement de l'Abu Dhabi Benefits and Retirement Fund, il a été administrateur de l'Abu Dhabi Commercial Bank (ADCB) et gouverneur de la British Community School in Abu Dhabi (BSAK).

Weymuller, Bruno

Membre de Total Professeurs Associés et du conseil d'administration du Conseil français de l'énergie. Ancien directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques de Total et directeur financier d'Elf Aquitaine, il a également travaillé au ministère de l'Industrie et au cabinet du Premier ministre Raymond Barre.

Yim Sung-joon

Conseiller chez Lee International IP & Law Group. Ancien président de la Korea Foundation, il a été ambassadeur de Corée au Canada et en Égypte, ainsi que vice-ministre des Affaires étrangères. Il a également été conseiller pour la sécurité nationale auprès du président Kim Dae-jung.

Youssouffa, Estelle

Députée à l'Assemblée nationale française et membre de la Commission des Affaires étrangères. Journaliste TV et consultante en communication et affaires internationales, elle a travaillé pour de nombreuses compagnies internationales et institutions dont la Banque mondiale ainsi que la Banque africaine de développement. Elle a créé la conférence 'Leaders' Seminar'.

Yurgens, Igor

Président du conseil d'administration de l'Institut du développement contemporain. Vice-président de l'Union russe des industriels et des entrepreneurs, il est également consul honoraire de Monaco à Moscou et professeur à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (Université MGIMO).

Zaghouani, Douraid

Vice-président exécutif, Chief Operating Officer chez Investment Corporation of Dubai – ICD. Ancien Corporate Officer et Président, Channel Partner Operations pour Xerox, il est également membre de plusieurs conseils d'administration, dont IHI - International Hotel Investments, Dangote Cement, Dubai Global Connect et SmartStream.

Zinsou, Lionel

Ancien Premier ministre du Bénin et président de SouthBridge. Président du think tank Terra Nova ainsi que de la Fondation de l'École normale supérieure, il a été directeur du développement et membre du comité exécutif chez Danone ainsi qu'associé-gérant chez Rothschild & Cie.

Zrikem, Younes

Partenaire et directeur au Boston Consulting Group. Ancien partenaire chez Roland Berger, il a également travaillé pour Azura, acteur majeur de l'agriculture au Maroc, et a été conseiller du Premier ministre marocain ainsi que directeur de projet à Sciences Po Paris.

Montbrial (de), Thierry

Thierry de Montbrial est le président de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la *World Policy Conference*. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs institutions internationales. Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École Polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision (actuellement Centre d'analyse et de prévision stratégique) du ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979). Il est l'auteur de plus de vingt livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Grand Officier de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du Mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères. Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École Polytechnique, docteur en économie mathématique de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au Corps des mines.



DISCOURS D'OUVERTURE
VERSIONS INTÉGRALES





Noura Al Kaabi

Ministre d'État des Émirats arabes unis

Bonjour à toutes et à tous. Excellences, éminents invités et intervenants, Mesdames et Messieurs, c'est un honneur de m'adresser à nouveau à vous et de vous souhaiter la bienvenue aux Émirats arabes unis. Nous sommes très heureux d'accueillir la 16^e édition de la *World Policy Conference* à Abou Dhabi pour la troisième fois. Cette conférence est une pierre angulaire de notre calendrier depuis trois ans, car elle continue à favoriser et à faire avancer un dialogue et une discussion éclairés sur un large éventail de questions, de défis et d'opportunités, et ce sous la houlette de penseurs, de dirigeants et de confrères de premier plan.

Votre grande expertise, forgée par des années de travail dévoué dans tous les domaines imaginables, contribuera à instaurer les discussions ouvertes, honnêtes et constructives, et les débats passionnés qui sont la marque de fabrique de la *World Policy Conference* et que nous apprécions tant. Nous ne devons jamais laisser passer une occasion d'apprendre les uns des autres. Comme chaque année, les organisateurs ont réuni un groupe impressionnant de participants et d'intervenants pour nous aider à mieux comprendre les enjeux les plus pressants d'aujourd'hui et de demain. Il est important que nous discutons de ces sujets, car si 2022 a été une année difficile, 2023 l'est plus encore.

Avant de commencer, nous devons reconnaître les événements dévastateurs qui se déroulent dans notre région. Alors que la guerre fait rage à Gaza, nous adressons nos plus sincères condoléances pour les pertes en vies humaines civiles, et nos pensées vont à ceux qui ont perdu des êtres chers à cause de ce conflit. Tragiquement, les pertes en vies humaines civiles à Gaza se poursuivent encore aujourd'hui. Les dommages continus infligés à la population ont provoqué une catastrophe humanitaire qui se déroule sous nos yeux en temps réel.

Nous travaillons sans relâche pour parvenir à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et total, afin de pouvoir acheminer l'aide vitale vers la bande de Gaza. Tout doit être mis en œuvre pour protéger les civils et mettre immédiatement fin à ce conflit, dont nous sommes les témoins et qui résulte de l'incapacité, depuis des décennies, à avancer vers un horizon politique qui mette fin à l'occupation et apporte la paix tant aux Palestiniens qu'aux Israéliens. Alors que nous poursuivons nos efforts pour mettre fin à cette guerre, nous ne pouvons ignorer le contexte général et la nécessité de faire baisser la température régionale qui approche du point d'ébullition. Le risque de débordement régional et d'escalade est réel, de même que le risque que des groupes extrémistes profitent de la situation pour promouvoir des idéologies qui nous enfermeront dans des cycles de violence.

C'est pourquoi, alors que notre région est aujourd'hui confrontée à un test décisif, nous devons également nous pencher sur le problème plus vaste de l'extrémisme et du terrorisme au sein des sociétés et entre elles. L'extrémisme n'apporte pas la paix au monde. C'est un fléau qui n'est pas l'apanage d'une religion ou d'un pays en particulier. Nous devons utiliser tous les outils à notre disposition et la sagesse acquise aux prix de leçons souvent douloureuses pour relever ce défi commun. Mesdames et Messieurs, les événements récents au Moyen-Orient, notamment la situation à Gaza, les autres conflits en cours et les clivages socio-économiques qui couvent dans la région et dans le monde entier nécessitent une diplomatie forte et une coopération étroite entre nous. Dans le même temps, la guerre en Ukraine, qui continue de s'enliser, provoque une polarisation accrue sur le front géopolitique et affecte l'économie mondiale et la sécurité alimentaire.

Nous nous sommes en grande partie relevés de la pandémie de Covid-19, mais nous nous inquiétons beaucoup, et à juste titre, de ce que nous ferons lorsque la prochaine pandémie surviendra. L'intelligence artificielle est entrée dans les mœurs et influe sur notre vie quotidienne, tandis que le changement climatique se fait sentir un peu plus chaque année. Alors que le monde continue de subir des changements d'ampleur avec l'émergence de nouveaux acteurs, l'ordre ancien est mis à rude épreuve et appelle à un ordre mondial plus inclusif afin de trouver un espace de dialogue.

Une lourde tâche nous attend. Il existe néanmoins des opportunités claires que tous les pays et acteurs peuvent saisir, s'ils en ont la volonté politique et le courage. Nous devons nous engager dans cette voie. Je tiens à vous assurer que les Émirats arabes unis resteront un véritable partenaire et un bâtisseur de ponts. Nous nous engageons à défendre les aspirations à la paix et à la prospérité pour tous de manière concrète et pratique, car dans le monde moderne, les crises ont de lourdes conséquences pour chacun d'entre nous.

Cet engagement vaut également pour la plus grande menace à long terme qui pèse sur l'humanité : le changement climatique. Bien que le changement climatique fasse souvent l'objet de discussions, il est temps de dresser le bilan de nos progrès et de nous assurer que nous sommes sur la bonne voie. Les Émirats arabes unis sont fiers d'accueillir la COP28 cette année, dans quelques semaines seulement, ce qui démontre le sérieux avec lequel nous traitons cette question.

Nous mettons tout en œuvre pour lutter contre le changement climatique, mais notre effort n'est pas solitaire. La COP28 est fondamentalement un effort collectif, et nos objectifs pour cette conférence doivent couvrir de multiples lignes d'action, car la lutte contre le changement climatique exige chaque année de nouvelles ambitions, tant que des solutions sont encore possibles. Nous devons aller vers une COP inclusive et axée sur les résultats, qui permette de maintenir l'objectif de 1,5 °C à portée de main et d'accroître considérablement les investissements et la capacité d'adaptation des communautés vulnérables. La lutte contre le changement climatique ouvre des perspectives pour atténuer des crises telles que la crise alimentaire, la crise de l'eau et la crise sécuritaire, sans oublier les défis sanitaires mondiaux. Ces dernières années, nous avons pris conscience de la vulnérabilité des systèmes de chaînes d'approvisionnement, en particulier dans les régions touchées par les catastrophes climatiques.

Il est capital de prendre à bras le corps les questions de l'alimentation, de l'eau et de la sécurité et, à bien des égards, d'en faire la base de notre action. Reconnaisant l'impact important du changement climatique sur les questions de santé mondiale, la COP28 accueillera cette année la première journée consacrée à la santé et la première réunion ministérielle climat-santé où seront présentées des initiatives officielles de haut niveau en matière de santé, axées sur la mise en place de systèmes de soins de santé robustes et inclusifs capables de relever les défis rencontrés.

Fort heureusement, nous sommes plus que jamais armés pour relever ces défis et saisir ces opportunités, tant sur le plan technologique qu'institutionnel. Nous commençons à peine à comprendre les tenants et aboutissants de la diffusion rapide de l'IA, dont les capacités ne cessent de s'accroître. Or, la technologie ne peut être développée et mise en œuvre que par une main-d'œuvre qualifiée. Les Émirats arabes unis ont naturellement à cœur de bâtir une économie fondée sur la connaissance qui crée une main-d'œuvre diversifiée et inclusive, et s'attachent tout particulièrement à investir dans les jeunes et les femmes, dont nous pensons qu'ils contribueront de manière décisive à la création des solutions nécessaires.

En outre, au niveau institutionnel, nous avons poursuivi le développement d'institutions nouvelles et existantes afin de soutenir notre action. Aux Émirats arabes unis, nous croyons fermement à l'importance et au rôle des organisations internationales, car elles reflètent notre foi inébranlable dans la vertu et la nécessité d'une coopération fondée sur des valeurs communes pour construire l'intégration régionale et internationale. Les organisations régionales, nouvelles et existantes, contribuent grandement à la résolution des problèmes urgents auxquels nous sommes confrontés. Des organisations telles que l'Union africaine et la Ligue des États arabes jouent un rôle crucial car elles ont une parfaite compréhension de leurs contextes respectifs et des problèmes auxquels elles sont confrontées, et sont donc à même de dégager les meilleures solutions pour l'avenir. En outre, elles viennent en complément d'autres institutions internationales qui continuent à jouer un rôle essentiel dans la coopération.

Malgré un ordre mondial en pleine mutation, les Nations Unies restent l'institution clé de la coopération internationale. En cette période géopolitique difficile de notre histoire, la polarisation s'accroît au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, rendant le consensus toujours plus difficile à atteindre. Nous en avons été les témoins directs au cours de notre mandat au Conseil de sécurité ces deux dernières années où nous avons œuvré à surmonter ce problème,



à réformer et à repenser l'ONU dans le sens voulu. Il n'existe cependant aucune alternative viable à l'ONU pour parvenir à une coopération fondée sur nos valeurs communes. Ce sont ces valeurs, en définitive, qui définissent notre humanité commune. Ce sont elles qui nous amènent à reconnaître la nécessité de lutter contre le changement climatique et de ne pas céder aux instincts les plus bas. La tolérance et la coexistence sont notre plus grand héritage. L'entraide est dans notre nature même. C'est en gardant ces principes à l'esprit que nous inaugurons la *World Policy Conference 2023*. Nous espérons cette année que nos discussions et nos idées resteront gravées dans la mémoire des participants et des intervenants, et qu'ils sauront mettre à profit dans leur vie et leur travail ce qu'ils ont appris ici afin d'impulser des changements significatifs.

Je vous souhaite à tous une conférence très fructueuse et couronnée de succès. Merci et que Dieu vous bénisse.

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Lorsque, autour de 2005-2006, je réfléchissais à ce qui allait devenir la *World Policy Conference*, l'utopie de la mondialisation libérale, qui avait pris corps en même temps que la chute de l'Union soviétique, avait déjà perdu une partie de son éclat. Ma façon de présenter cette utopie en quelques mots est sous la forme d'une sorte de réaction chimique abstraite, qu'on appellera formule de Fukuyama, du nom du théoricien de la « fin de l'Histoire » : démocratie + économie de marché < - > paix + prospérité

Sur le plan intellectuel, la faiblesse de cette utopie tient à deux facteurs. D'une part, aucun des quatre termes de la formule n'est complètement définissable sans ambiguïté. D'autre part, à supposer même que de telles définitions existent, elles ne nous diraient rien sur les processus historiques susceptibles de conduire par exemple à la démocratie et à l'économie de marché d'un côté, à la paix et à la prospérité de l'autre, lorsqu'on part d'une situation objective trop éloignée d'une situation idéale. La génération spontanée n'existe pas dans la vie, même dans ces domaines.

Le premier grand rappel à la réalité fut le choc du 11 septembre 2001, dont les effets se propagèrent instantanément sur toute la planète. Depuis ce jour-là, on sait qu'il suffit de petits groupes fanatisés, résolus à exploiter une religion à leurs fins et à recourir aux méthodes du terrorisme pour accroître la haine et finalement l'instabilité partout dans le monde.

La faille de l'idéologie de la fin de l'Histoire tient à ce qu'elle ne vaudrait que si les grands conflits – territoriaux, économiques ou autres – avaient été préalablement réglés. Mais alors, à supposer qu'on puisse imaginer une telle situation, la formule de Fukuyama se réduirait à une simple tautologie. Par exemple, la combinaison harmonieuse de la démocratie et de l'économie de marché impliquerait nécessairement un contrat social de nature à régler le sentiment d'injustice dans la répartition des richesses et des pouvoirs. Vaste programme auquel se sont attachés sur le papier de grands intellectuels, comme l'économiste indien Amartya Sen.

Dès son origine, le projet de la *World Policy Conference* repose sur une vision objective et non pas normative du monde. La mondialisation contemporaine est une réalité sans précédent dans l'histoire car elle provient, à partir des États-Unis, d'une vague de technologies qui n'a pas cessé de grossir depuis une bonne soixantaine d'années. Cette vague est caractérisée par la transmission instantanée de l'information en quantité toujours plus grande. Selon l'image que l'on s'en fait, pareille capacité est la meilleure et la pire des choses. Elle peut favoriser le progrès dans la direction du bien commun, comme dans celle du déchainement de la haine. Mais alors que le progrès se construit pas à pas, la haine se répand à la façon des épidémies. Elle finit par s'éteindre mais seulement après que les foyers qui l'entretenaient ont disparu. Longtemps après, parfois.

Trois idées simples sous-tendent le projet de la WPC depuis le début. La première est que les fondements objectifs de la mondialisation sont irréversibles. Nous devons donc tous nous y adapter au mieux. Non pas en abolissant les frontières au sens large, ce qui serait la manière la plus rapide de provoquer le choc des civilisations qui préoccupait Samuel Huntington ; mais

en permettant à chacun de s'ouvrir prudemment aux autres, afin que tous tirent le meilleur de la diversité au sein d'une société internationale par nature hétérogène. En réaction contre les conséquences d'un excès d'ouverture, en effet, le risque est qu'on se referme trop, jusque, à la limite, émerge une nouvelle division du monde en blocs. Cette idée, je l'exprime aujourd'hui en défendant le concept d'un monde raisonnablement ouvert.

La deuxième idée est celle de la gouvernance. Ce terme est rarement défini avec précision. Il ne s'agit pas d'un gouvernement mondial, inconcevable pour très longtemps encore. Il ne s'agit pas non plus du droit international, comme si la régulation du système international pouvait être déléguée par les États à des juges. Autant dire potentiellement, à l'intelligence artificielle. Pendant longtemps encore, pareille régulation ne pourra que reposer sur une collection de groupes d'États et d'institutions œuvrant de manière cohérente pour assurer la stabilité structurelle du système. En termes simples, l'objectif est de ne jamais trop s'éloigner d'un équilibre non pas figé mais qui se déplace continuellement sous l'action de multiples forces sociales, économiques, politiques ou autres puisque la figure du changement est indissolublement liée à celle du temps. Les équilibres dont je parle ne s'identifient pas à un simple rapport de force. L'exigence de stabilité structurelle implique la recherche en commun d'un équilibre entre les intérêts fondamentaux de chaque partie prenante, ce qui oblige chacun à tenir compte du point de vue des autres, quand bien même il en réprovoque certains aspects. Je n'hésite pas à me déclarer kissingerien à cet égard.

Une bonne gouvernance ne devrait jamais laisser se creuser des déséquilibres tels que les conflits qui en résulteraient ne pourraient plus être traités par des voies pacifiques. Sans évidemment prétendre trancher la question des responsabilités, il est clair à mes yeux que la chute de l'Union soviétique a bouleversé la problématique de la sécurité en Europe, et que cette question n'a jamais été abordée par les principales parties prenantes en tant que telle. De même, comme il a souvent été appelé ces toutes dernières semaines, la question israélo-palestinienne avait été mise aux oubliettes depuis des années, sans pour autant avoir jamais disparu. La condition première pour faire progresser l'idée de gouvernance est que les États et institutions concernées partagent clairement l'objectif à atteindre. Si ce n'est pas le cas, une ouverture excessive du système international accroît les risques géopolitiques et géostratégiques, au lieu de les réduire.

La troisième idée à l'origine de la WPC est celle de puissance moyenne. En créant cette conférence, j'ai précisé d'emblée qu'elle ne serait pas d'esprit « occidental » dans le sens des alliances scellées après la Seconde Guerre mondiale autour des États-Unis, ou même du point de vue des cultures ou des civilisations. Je ne vois aucune contradiction, au contraire, entre le nécessaire attachement pour la culture ou la civilisation à laquelle on se rattache en tant que citoyen, et le respect que l'on doit manifester pour les autres. De ce point de vue, je m'inquiète lorsque j'entends le président des États-Unis situer son pays comme le leader naturel des « démocraties » contre les « autocraties », puisqu'il ne précise ni ce qu'est « vraiment » une démocratie, ni ce qu'est « vraiment » une autocratie. Comme dans son regard cette ambiguïté ne s'applique manifestement pas à la Chine, pareille posture compromet tout progrès d'ampleur dans le domaine des biens communs, comme la lutte contre le réchauffement climatique ou contre les pandémies. La WPC se refuse à toute taxonomie politique simpliste et son point de vue ne s'aligne pas sur celui des plus grandes puissances, quelles qu'elles soient. Elle entend privilégier la voix des « puissances moyennes », c'est-à-dire des États qui, sans être nécessairement dotés de ressources importantes, sont néanmoins résolus à en consacrer une partie pour contribuer positivement à la gouvernance globale.

Le premier grand choc mondial du XXI^e siècle fut donc le 11 septembre 2001, et l'on n'a pas fini d'en subir les conséquences comme celles des politiques américaines qui ont suivi, notamment en Afghanistan. Mais ce ne fut que le premier d'une suite d'événements majeurs dont l'ensemble révèle à quel point le système international est aujourd'hui fragile. La première édition de la WPC, les 6-8 octobre 2008 à Evian, s'est tenue à un moment critique de la crise financière des subprimes avec la faillite de Lehman Brothers, alors qu'a resurgi le spectre du krach de 1929 et de la Grande dépression. Parmi les personnalités présentes à Evian, figurait Jean-Claude Trichet, alors président de la Banque Centrale Européenne, qui a joué le rôle majeur avec ses collègues des Banques Centrales pour éviter ce krach. Depuis lors, le Système Monétaire International a résisté aux épreuves, y compris à l'énorme choc structurel que constituent les réponses





apportées par les Occidentaux à la guerre d'Ukraine. Cet événement a largement, mais non exclusivement, contribué au retour de l'inflation et de politiques d'un genre oublié depuis une trentaine d'années. Avec beaucoup d'incertitudes donc. Le deuxième grand choc fut la mal nommé « printemps arabe » de 2011 qui a mis le Moyen-Orient à feu et à sang, comme aussi la Libye dont la décomposition a participé à la déstabilisation au Sahel. Parmi les conséquences de ce désastre général figurent les vagues de migrations non maîtrisées vers l'Europe. J'imagine qu'ici aussi le jugement des historiens sur la manière dont ces crises ont été gérées, ou plutôt ne l'ont pas été, sera sévère.

Plus près de nous, la pandémie de Covid 19 a bouleversé les sociétés et les économies du monde entier, et aurait dû nous servir d'avertissement pour renforcer la gouvernance sanitaire mondiale, notamment l'Organisation Mondiale de la Santé. Malheureusement, comme on le verra au cours de cette édition de la WPC, la dégradation d'ensemble du système international paralyse les réformes nécessaires, de sorte que nous pourrions nous retrouver n'importe quand dans une situation comparable à celle de 2019-2020, voire pire encore.

A peine la pandémie « terminée », l'invasion de l'Ukraine par la Russie a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire européenne et des relations de l'Occident avec le reste du monde, d'autant plus lourdement chargé d'incertitudes que cette guerre risque d'être longue ou de se geler selon un scénario de type coréen. Avec d'immenses conséquences globales.

Enfin, l'agression d'une barbarie inouïe d'Israël par le Hamas, le 7 octobre dernier, a encore ajouté à tout cela une couche supplémentaire d'incertitudes d'ampleur naguère encore difficilement imaginable. La surprise a été totale pour Israël et ses alliés, et montre une fois de plus qu'on ne doit jamais s'en remettre totalement à la technologie pour assurer sa sécurité. Sans parler d'une catégorie supplémentaire d'incertitudes, celles qui sont intrinsèquement liées au progrès technologique lui-même, comme pour l'intelligence artificielle, dont les effets sont largement imprévisibles même à moyen terme.

Voilà, en quelques mots, où nous en sommes. Rares sont les lieux où des personnalités originaires des cinq continents peuvent s'exprimer en confiance, à la recherche d'une gouvernance efficace et bénéfique à la société internationale dans son ensemble. La voie doit être inspirée par une réflexion collective plus approfondie sur l'idée de justice car, je le répète, le sentiment d'injustice est le principal carburant de la haine. Un minimum de justice est nécessaire à la paix, plus encore que la prospérité matérielle. Puisse-nous tous, organisateurs et participants, rester fidèles à l'esprit de la WPC et ne jamais oublier que, si modeste que soit notre contribution à la paix, elle reste attendue et donc utile, pour ne pas dire nécessaire.

Message d'Emmanuel Macron

Président de la République française

Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités respectifs, c'est une joie pour moi de pouvoir transmettre quelques messages aux décideurs, aux chercheurs et aux leaders d'opinion du monde entier, réunis dans le cadre de la *World Policy Conference*.

Cette nouvelle édition est la preuve que, malgré les crises, la communauté internationale continue de raisonner et d'agir ensemble.

Je tiens vraiment à remercier les organisateurs de cette conférence. Et en particulier son fondateur et président : Thierry de Montbrial.

Mon message pour l'ouverture de cette conférence est très simple : nous vivons une période de prolifération des crises. La guerre revient sur le sol européen, elle revient au Moyen-Orient, le Sahel est plus que jamais menacé par le terrorisme. Et sur le plan économique, le choc de la pandémie a créé les conditions d'un retour en arrière majeur dans l'histoire de la mondialisation. Et pourtant, nous n'avons d'autres choix que de coopérer.

Soyons clairs : cet impératif n'est pas tant un impératif moral qu'un impératif existentiel. Car qui peut encore dire, aujourd'hui, que le changement climatique n'est pas une menace sur notre sécurité collective ? Qui peut encore dire, à l'âge de l'intelligence artificielle générative, que

l'émergence et la dissémination de nouvelles technologies par-delà les frontières n'est pas l'affaire de tous ? Enfin, qui peut croire que l'extrême pauvreté et les inégalités qui s'accroissent dans le monde ne créeront pas les conditions des conflits de demain ?

Pour toutes ces raisons, la polarisation du monde n'est pas une option. Mais soyons lucides, c'est l'immobilisme qui fait le jeu de ceux qui souhaitent voir le monde se fracturer.

Nous devons inventer une nouvelle gouvernance globale. Et vous avez un rôle à jouer, car le monde a besoin d'idées nouvelles. Les institutions internationales doivent être repensées. Le conseil de sécurité des Nations Unies s'impuissante, car il n'a pas donné de voix à ceux qui pourraient, par leur poids, participer à la sauvegarde de la sécurité collective.

La banque et le FMI n'ont pas intégré à leur juste place les économies émergentes. Le poids relatif de ces institutions dans l'économie mondiale décline par conséquent et nous perdons en capacité d'action collective.

Un système à double régime est en train de voir le jour, ce alors même que nous aurions urgemment besoin d'un nouveau partenariat entre pays développés et pays émergents et d'un choc massif de financement pour la transition énergétique.

Sur le climat, nous devons repenser notre méthodologie. La COP 28, qui sera l'occasion d'un premier bilan mondial de l'accord de Paris, nous offre l'occasion de le faire. D'abord, nous ne pouvons plus penser que l'aide publique au développement est le seul budget de l'action climatique à l'échelle des pays en développement. Davantage de pays, à commencer par les grands pays producteurs d'énergies fossiles, doivent participer au financement de cette transition.

Le secteur privé doit intervenir, car ce ne sont pas de milliards dont nous avons besoin, mais de trillions.

Ensuite, nous avons besoin de trajectoires beaucoup plus claires pour la sortie des énergies fossiles. Je l'ai dit à New Dehli et je le redirai à Dubaï : il n'y a pas de scénario crédible où l'accord de Paris soit compatible avec le développement des énergies fossiles, à commencer par le charbon.

Enfin, nous devons inventer un nouveau logiciel pour l'économie mondiale. Nous entendons beaucoup parler de *de-risking*. Prenons garde toutefois, là encore, à choisir la bonne méthode. Le *de-risking* de nos économies, ce n'est pas le retour du protectionnisme.

Le *de-risking*, ce sont trois choses : d'abord, c'est la multiplication des partenaires plutôt que la relocalisation généralisée dont le coût serait exorbitant. Ensuite, c'est le meilleur partage de la valeur ajoutée car si nous voulons plus de partenaires fiables, nous devons mieux partager les technologies, les emplois et les richesses à l'échelle de la planète. Enfin, le *de-risking*, c'est la tarification du carbone car une économie qui continue de sous-tarifier ceux qui polluent le plus est une économie qui met en risque ses propres fondations.

Sur tous ces sujets, inventer avec audace les solutions nous avons urgemment besoin. Repenser la gouvernance globale avec la même détermination que d'autres ont eue avant nous après la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, mettez au cœur de votre réflexion l'impératif de solidarité sans laquelle il ne saurait y avoir de gouvernance globale véritablement efficace. C'est le sens du pacte de Paris pour les peuples et la planète, lancé en juin dernier avec plus de quarante chefs d'État et de gouvernement. Ce pacte repose sur un principe clair et en même temps exigeant. Nul ne devrait avoir à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la protection de la planète.

Nous nous retrouverons, pour beaucoup d'entre vous, d'abord au Forum de Paris sur la paix, que la France accueillera à nouveau cette année, les 10 et 11 novembre. Puis à la COP 28 de Dubaï. D'ici là, je vous souhaite une excellente conférence.



France – La Tribune – 05/11/2023

La diplomatie des Émirats arabes unis, qui accueillent jusqu'à ce soir la 16^e édition de la World Policy Conference organisée par l'Institut français de relations internationales (Ifri), est des plus nuancées. Tout de noir vêtue, sous un voile discret, la ministre d'État aux Affaires étrangères ne pouvait faire autrement, vendredi matin, que d'inaugurer ce rendez-vous prestigieux de la géopolitique mondiale en évoquant Gaza.

France – les Échos – 03/11/2023

Interrogé lors de la World Policy Conference, organisée par l'Institut français de relations internationales (Ifri) à Abou Dabi, aux Émirats arabes unis, Dmytro Kubela, le ministre des Affaires étrangères ukrainien, a expliqué en visioconférence les « énormes difficultés » que représente la mise en place du scrutin. Il faudrait notamment changer la législation, la loi martiale, en cours depuis l'invasion russe, interdisant toute élection.

France – Le Figaro – 07/11/2023

À la tribune de la World Policy Conference (WPC) organisée du 3 au 5 novembre par l'Ifri à Abou Dabi, Anwar Gargash, le conseiller diplomatique du président, ne parle jamais de la réponse israélienne « disproportionnée » sans évoquer dans la même phrase les attaques du 7 octobre - condamnées par les Émirats - et les otages israéliens.

Canada – CBC – 03/11/2023

Kuleba made his comment during an online appearance at the World Policy Conference in the United Arab Emirates when asked whether Ukraine would hold a presidential election in spring. He pointed to problems of security risks and how to ensure votes for hundreds of thousands of soldiers, millions of Ukrainians abroad and those living under Russian occupation.

États-Unis – Newsweek – 09/11/2023

A few days ahead of Zelensky's announcement on Monday, Ukrainian Foreign Minister Dmytro Kuleba said the Ukrainian president was weighing the pros and cons of a presidential vote in spring 2024. "We are not closing this page. The president of Ukraine is considering and weighing the different pros and cons," he said during an online appearance at the World Policy Conference in the United Arab Emirates on November 3.

Arménie – Public Radio of Armenia – 04/11/2023

On November 3, Deputy Foreign Minister Vahan Kostanyan participated in the World Policy Conference in Abu Dhabi, which is traditionally organized by the French Institute of International Relations. During the panel discussion dedicated to the Eurasian region, the Deputy Minister presented the priorities of Armenia's foreign policy L.I.

Suisse – Le Temps – 07/11/2023

Il était donc intéressant d'entendre, le week-end dernier, l'ancien ministre égyptien Nabil Fahmy défendre ladite solution à deux États. Il s'exprimait à Abou Dabi, lors de la World Policy Conference de cette année, tenue sous la présidence de Thierry de Montbrial.

République tchèque – RadioFreeEurope – 14/11/2023

This kind of framing is less popular inside the region — Kazakh Deputy Foreign Minister Roman Vassilenko optimistically suggested "Great Gain for all" as an alternative during an appearance at the World Policy Conference in Abu Dhabi on November 5.

Italie – sky tg24 – 03/11/2023

Il presidente ucraino Volodymyr Zelensky sta "soppesando i pro e i contro" dell'organizzazione delle elezioni presidenziali nel 2024, nonostante la guerra e le numerose "sfide pratiche". Lo ha annunciato oggi il suo ministro degli Esteri Dmytro Kouleba, intervenuto in videoconferenza alla World Policy Conference, organizzata negli Emirati Arabi Uniti.

Ukraine – The Kyiv Independent – 03/11/2023

President Volodymyr Zelensky is considering holding elections as scheduled in the spring of 2024, Foreign Minister Dmytro Kuleba said during a briefing on Nov. 3. "We are not closing this page. The president of Ukraine is considering and weighing the different pros and cons," Kuleba said during an online appearance at the World Policy Conference.

Pologne – Mundurowe Wiadomosci – 14/11/2023

Ukraina miała zaplanowane przeprowadzenie wyborów parlamentarnych w październiku i wyborów prezydenckich w marcu 2024 roku. Kuleba wypowiedział się podczas swojego wystąpienia online na World Policy Conference w Zjednoczonych Emiratach Arabskich, kiedy został zapytany, czy Ukraina przeprowadzi wybory prezydenckie na wiosnę.

Russie – News.ru – 04/11/2023

Атака армии Израиля по сектору Газа является непропорциональным ответом на массированную атаку палестинского движения ХАМАС на еврейское государство, заявил советник президента Объединенных Арабских Эмиратов Анвар Гаргаш во время политической конференции World Policy Conference в Абу-Дабби, трансляция которой велась на YouTube.

Corée du sud – Maekyung – 13/11/2023

지난 3~5일 아랍에미리트(UAE) 아부다비에서는 프랑스 싱크탱크, 랑스국제관계연구소(IFRI)가 주최한 제16회 세계정책콘퍼런스(WPC)가 열렸습니다. 다수의 저명한 교수, 기업가, 정치인들 사이 단연 호소력 있는 스피치로 청중들의 마음을 사로잡은 연사가 있었는데요. 바로 UAE의 기후변화 및 환경부 장관 마리얌 알 메이리입니다.



Royaume-Uni – Reuters – 04/11/2023

President Volodymyr Zelensky is considering holding elections as scheduled in the spring of 2024, Foreign Minister Dmytro Kuleba said during a briefing on Nov. 3. "We are not closing this page. The president of Ukraine is considering and weighing the different pros and cons," Kuleba said during an online appearance at the World Policy Conference.

Grèce – Orthodox Times – 08/11/2023

The Ecumenical Patriarch Bartholomew referred to the importance of the role of religions in the modern world on Sunday, November 5, 2023, in his official speech at the World Policy Conference, held in Abu Dhabi.

Qatar – Al Jaazera – 09/12/2023

Even members of Zelensky's own government have signalled an openness to the prospect of holding a vote. "We are not closing this page," foreign minister Dmytro Kuleba told the annual World Policy Conference last month. "The president of Ukraine is considering and weighing the different pros and cons."

Arabie saoudite – Arab News – 03/11/2023

Speaking at the World Policy Conference in Abu Dhabi, Noura Al-Kaabi, the UAE minister of state at the ministry of foreign affairs, said it was important to look at the war within the broader context of the rising geopolitical challenges and the underlying issue of terrorism.

Japon – Excite.news – 14/11/2023

アブダビの会議では主に中東や、フランスが主催する会議ですのでヨーロッパ、またアフリカからも大勢の政治家、識者が来ました。当然ですが、いまの中東情勢が話題になりました。

Japon – Nikkei Asia – 25/11/2023

At an annual meeting of the World Policy Conference held in Abu Dhabi in the United Arab Emirates from Nov. 3 to Nov. 5, Anwar Gargash, a presidential adviser in the UAE deeply involved in the country's diplomacy, referred to Palestinian issues as "demons." Gargash said, "The future is important, but at the same time dealing with the demons of the region [and] the demons of the past ... is extremely important."

Taiwan – Central News Agency – 05/11/2023

儘管在加薩的這場戰爭為該地區帶來衝擊，阿聯總統顧問加爾加希（Anwar Gargash）在阿布達比（Abu Dhabi）舉行的世界政策會議（World Policy Conference）表示：「國家行為者基本上試圖利用經濟作為緩和緊張局勢的方式。我認為我們沒有理由放棄這種行動方針。」

Kazakhstan – The Astana Times – 07/11/2023

At the 16th World Policy Conference held from Nov. 3-5 in Abu Dhabi, United Arab Emirates, Kazakh Deputy Foreign Minister Roman Vassilenko outlined Kazakhstan's approach to addressing regional and global challenges, reported the Kazakh Foreign Ministry's press service.

Pakistan – Pakistan Today – 04/11/2023

According to UAE presidential adviser Anwar Gargash, countries should maintain that strategy even though the conflict is sending shockwaves through the region. "National actors are basically trying to use economics as a way to de-escalate tension," Gargash told the World Policy Conference in Abu Dhabi. "I think there is no reason why we should also veer away from that course of action."

Inde – BizzBuzz – 13/11/2023

The prestigious 16th Edition of the World Policy Conference 2023, of thought leaders and policy shapers from across five continents was held at Abu Dhabi. The Conference deliberated on varied topics of global significance ranging from World Economy, AI and Global Health to Food Security, Ukraine War, and Crises in the Middle East.

Émirats arabes unis – The National – 12/11/2023

Three years ago, Dr Anwar Gargash, diplomatic adviser to the UAE President, first mentioned the policy of "de-escalation" in the virtual political circles of the fourth Beirut Institute Summit in Abu Dhabi. Last week, while speaking at the World Policy Conference on Saadiyat Island, he pointed out that the October 7 attack proved that the policy of "containment" had failed.

Guinée – Mediaguinee – 03/11/2023

Selon les informations recueillies lors de cette rencontre qui se tient aux Emirats Arabes Unis du 3 au 5 novembre, les réunions de la WPC rassemblent des personnalités de haut niveau, originaires des cinq continents – dirigeants politiques et économiques, chercheurs et journalistes. Ainsi, la WPC rassemble des décideurs, universitaires et leaders d'opinion de haut niveau, sélectionnés principalement en fonction de leur expertise et de leur exposition internationale.

Liban – An Nahar – 07/11/2023

الذي استضافته مدينة #أبو "World Policy Conference" على أهمية الملفات الساخنة التي طرحها مؤتمر السياسات العالمية طي

على مدى ثلاثة أيام، تحت عنوان "النظام العالمي بين العولمة والتفكك، أي قوى ستفوز"، فإن الحرب الدائرة في غزة واستمرار ثقافتها يوماً بعد يوم وسط العجز أو الفشل الدولي في وضع حدٍّ لها، حتى على المستوى الإنساني، ما يهدد بتوسعها، شكل مادة حوارية مهمة في

Iran – Sputnik Iran – 04/11/2023

هدحتم تاراما سيئر رواشم شاقروق رونا ،كينتوپسا شراز گ هب هك تسا دهمقلا ع ناريا هك درك ملاما سياسك كشم م زانغا و لينارسا كاخ هب همز ع راون زا سامح Conference Policy World بيطويا رد تايمانن هيش هتاعلمس ذوقن زا س . دنك يمن هداقتسا طيارش يزاس تايب يب يارب لينارسا و نيطلسف ياه رد نارهم تنشاد تسد دروم ره اه اعدا صوصخ رد يري ك عضوم رد يوم ام : "درک ديگات لينارسا هب سامح يطارفا نيطلسف شين ج هلمح هقطنم ييافوكش زا يشخب هك تسا دهمقلا ع رما ني ا هب ناريا هك ميناد

**Ilona Antoniszyn**

Devons-nous agir plus rapidement face au changement climatique? Si on veut avancer vite, on marche seul, si on veut aller loin, on marche avec les autres. Je pense que travailler ensemble nous mènera beaucoup plus loin. Nous devons opérer un énorme changement, c'est pourquoi j'espère que les collaborations nous mèneront plus loin et nous offriront de meilleures solutions. Il n'existe pas de marché unique en Europe à l'heure actuelle, car l'Asie et les États-Unis sont à l'origine du changement et nous devons donc adopter une dimension mondiale dans le secteur automobile.

**Hiroyuki Akita**

Le Japon a commencé à percevoir le changement climatique non seulement comme un enjeu environnemental mais aussi comme un enjeu sécuritaire, voire un enjeu existentiel. En raison du changement climatique, le Japon souffre d'une météo plus instable, d'inondations, de précipitations considérables ou d'étés caniculaires. Cela pose de nombreux problèmes et le changement climatique constitue donc un enjeu sécuritaire existentiel auquel nous devons nous attaquer.

**Danier Andler**

L'idée d'un GIEC de l'IA paraît relativement bonne c'est-à-dire c'est une entité qui est quand même centrée sur les scientifiques, sur les chercheurs, plutôt que sur les législateurs et les juristes, mais bien sûr ce GIEC aurait une position un petit peu particulière parce que la question du climat et la question de l'intelligence artificielle sont à beaucoup d'égards assez différentes mais l'idée me paraît bonne.

**Tatiana Kastouéva-Jean**

La communauté internationale se trouve sous tension avec la multiplication des foyers de tension et de guerre. Il faudrait mener une réforme des institutions internationales, notamment des Nations Unies que l'on voit diminuer dans l'apport de solutions à tous ces conflits. Le point commun à toutes ces guerres est que l'ONU ne joue pas le rôle espéré.

**Estelle Youssouffa**

Je représente un territoire ultramarin qui est dans le canal du Mozambique. C'est la France de loin qui est donc au cœur de bassins régionaux qui sont très mouvementés. Ce sont des zones dans lesquelles la France est attaquée aussi, elle est questionnée, que ce soit en Nouvelle-Calédonie ou dans le Pacifique par la Chine. Et moi dans le canal du Mozambique, Mayotte est questionnée – la souveraineté française – par les Comores soutenues par la Chine et la Russie. On voit bien que pour les territoires ultramarins, cette compréhension de l'actualité internationale c'est très important.

**Kerry Halferty Hardy**

Il faut comprendre les risques, la façon dont ils agissent entre eux, voire même des éléments comme la gestion géopolitique des pandémies et leur impact sur les chaînes d'approvisionnement. Certes, cela joue un rôle très important et il est essentiel d'être au courant de la géopolitique et de tout ce qui entre en jeu lors de la prise de décisions commerciales. Même au moment de décider comment répartir l'énergie et les ressources.

**Ameena Al Sumaiti**

Nous avons un ministre de l'Intelligence artificielle. L'IA est une priorité : on pense qu'elle sera le moteur de la croissance économique. La recherche, c'est l'autre facteur qui contribuera également à la croissance économique, donc la recherche sur les applications de l'IA et l'évolution vers le développement contribueront de manière significative au développement économique du pays.

**Pierre Monteiller**

Quel sujet m'a le plus marqué durant cette édition de la WPC? La question environnementale a été prégnante dans la plupart des sessions, aussi bien quand ces dernières étaient totalement tournées vers ce sujet, notamment la session sur le marché des crédits carbone volontaires, que lors de sessions sur des thèmes plus éloignés, comme celle sur l'IA. La question de l'innovation technologique au service de la transition écologique était très présente.

**Marc Hecker**

Je pense que ce qu'il faut retenir c'est la volonté d'éviter une escalade régionale, c'est vraiment très clair dans la position des Émirats arabes unis. Effectivement, l'Iran n'est pas loin et ils veulent éviter une conflagration régionale. Ensuite il y a la volonté de préserver les vies humaines, les vies des civils. Et ce qui est intéressant, c'est qu'on sent qu'il y a à la fois une véritable prise en compte des Palestiniens.

**Domitille Legrand**

Au vu de la pression et du changement climatique qui va rebattre les cartes de la mondialisation, est-ce qu'on ne peut pas se poser cette question de la décroissance de certaines activités, de repenser notre mode de consommation et nos usages? Le changement climatique a été abordé, on a parlé de la COP 28, on a parlé de la capture de CO2. Malgré tout, je pense qu'il faudrait aller au-delà et se poser aussi la question des sociétés désirables qu'on souhaite avoir dans le futur.

**Haruka Sakamoto**

Les contacts entre humains et animaux se sont multipliés, tout comme le risque d'apparition d'un nouveau virus entre les animaux et les humains. Afin de prévenir de futures pandémies, nous devons nous concentrer non seulement sur les virus humains mais aussi sur les virus animaux ainsi que sur les liens qui existent entre eux. C'est le seul domaine en matière de santé où on se concentre sur les secteurs animal et agricole à l'échelle mondiale.

**Philippe Chalmin**

On est capable de s'adapter, c'est pour cela que je ne suis pas très inquiet pour tous ces petits métaux qui sont tous plus ou moins interchangeables les uns et les autres, le cas du cuivre me paraît plus gênant. Dans le champ de l'énergie selon toute probabilité à la fin de ce siècle, il y aura toujours du pétrole et du gaz et les hommes auront été assez sages pour ne plus les utiliser.

**Michel Foucher**

L'absence de solution depuis trop longtemps au Proche-Orient n'est pas seulement une responsabilité américaine ou européenne, il faut que les acteurs régionaux se saisissent beaucoup plus de cette question. J'observe, sans les critiquer, que plusieurs États, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, les EAU ont noué des relations diplomatiques avec Israël pour de bonnes raisons, sans ce qu'on appelle en Europe la conditionnalité de la question palestinienne, sans qu'une solution ne soit au centre du débat.

**Thierry Caboche**

Le risque géopolitique, il y a peut-être 10 ans, n'était pas encore vraiment une donnée importante pour les entreprises et aujourd'hui s'impose partout. Pour un groupe comme nous, cela a demandé aussi de s'équiper, de se structurer pour avoir une meilleure expertise, une meilleure capacité d'anticipation des risques géopolitiques, des tensions internationales et comment nous nous adaptons par rapport à cet environnement qui est assez difficile.

**Bertrand Badré**

Nous ne sommes plus dans un appétit de coopération mais dans une démonstration de force. L'erreur de perspective que j'ai faite, comme beaucoup, lorsque Barack Obama et Xi Jinping se sont serré la main entre les objectifs de développement durable à New York en septembre et les accords de Paris en décembre, était de croire que c'était le mur de Berlin qui tombait une deuxième fois et que les deux grands pays allaient avancer ensemble dans la bonne direction. À cette époque-là, j'étais à la Banque mondiale et je me suis dit que c'était extraordinaire, que nous vivions une nouvelle mondialisation heureuse.

**Isabelle Lasserre**

Des pays comme la Chine et la Russie ont investi depuis de très longues années dans des usines à trolls qui diffusent les fausses informations sur internet et dans des départements spécialisés dans les cyberattaques. Les départements sont inclus dans leurs armées alors qu'en Occident, ou plutôt dans les pays européens, puisque les États-Unis sont différents, se sont toujours limités à la partie défense du cyber.

**Sébastien Jean**

La situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui est caractérisée par à la fois une montée des tensions y compris entre les grandes puissances, et dans le même temps une très grande interdépendance économique et financière. C'est une situation très tendue dans laquelle il est difficile de se coordonner, difficile de trouver autre chose qu'une instrumentalisation des interdépendances pour essayer de gagner un avantage politique. C'est un gros problème par rapport à ces défis communs auxquels nous sommes confrontés, à commencer par le changement climatique.

**Marc-Antoine Eyl-Mazzega**

Les Émirats investissent massivement dans trois domaines : les énergies renouvelables puisqu'il y a un potentiel photovoltaïque quasiment illimité ici et dans des conditions fabuleuses ; et puis aussi des solutions de stockage ; et enfin de manière décisive dans la ville durable. L'idée c'est de construire une ville dont la consommation d'énergie est maîtrisée, dont les déchets sont recyclés et qui finalement limite au maximum son empreinte environnementale.

**Aminata Touré**

Ce qu'on attend de l'Europe c'est une relation plus équilibrée et équitable. Ça va se faire que cela plaise à l'Europe ou pas parce que vous avez de nouvelles générations de dirigeants souvent nés après les indépendances, comme moi, et qui ne nourrissent aucune forme de complexe vis-à-vis de qui que ce soit. L'Europe, la Chine, la Russie ou qui que ce soit. Je pense que le panafricanisme va de plus en plus s'imposer, l'Afrique a conscience de sa force.

**Haïm Korsia**

Quel est l'enjeu principal de l'État d'Israël aujourd'hui? C'est un enjeu de protection. C'est impératif de protéger sa population, son existence. On dit « regardez avec les États-Unis en Afghanistan », mais les États-Unis rentrent chez eux et il n'y a pas de soucis. Si Israël perd son combat, il n'y a plus d'Israël. Il faut comprendre que ce n'est pas le même genre d'engagement et de combat.

**Laurent Fabius**

Il faut que les pays riches honorent les engagements qu'ils ont pris déjà il y a très longtemps de financer au moins 100 milliards de dollars par an, secteurs public et privé confondus, vers les pays en développement. Il faut évidemment multiplier considérablement les financements dans les énergies nouvelles et désinvestir des énergies anciennes. Puis, au-delà de tout ça, on comprend bien qu'il y a une réforme du système financier international à faire.

**Sékou Koureissy Condé**

La partie africaine ne doit pas être liée essentiellement à l'envoi d'aide ou de soutien mais il faudrait développer des solutions endogènes. La sensibilisation et le discours doit être équitable. On ne va pas parler de changement climatique aux Chinois, aux Arabes et aux Américains d'une manière et aux Africains d'une autre manière. C'est une préoccupation commune et vitale qui concerne l'Afrique plus que tout.

**François Barrault**

Les prochaines générations de ChatGPT vont faire du *fact-checking*, c'est-à-dire vérifier. Et cela va être une sorte de jumeau numérique, que j'ai vu d'ailleurs en action à Stanford et c'est très impressionnant parce que notre conversation par exemple peut être enregistrée. ChatGPT peut en faire un synopsis, donc une fois intégré sur notre mobile il va gérer notre vie, notre histoire et s'organiser.



Partenaires

Ifri
 Ardian
 TotalEnergies
 Poongsan
 Capgemini
 Boston Consulting Group
 Nuclear Electrica
 EximBank
 Abu Dhabi Convention & Exhibition Bureau
 CNES



Médias

Jeune Afrique
 Nikkei
 CNN
 Maekyung Media Group
 Les Echos
 i24
 L'Express
 Le Figaro
 L'Opinion
 La Tribune
 RFI



Avec le soutien de

IDATE
 Financière de l'Île
 Alcen
 André Lévy-Lang

WPC FOUNDATION PARTNERS



ARDIAN



POONGSAN

Capgemini

BCG



MEDIA PARTNERS

jeuneafrique

NIKKEI

CNN

MAEKYUNG MEDIA GROUP

Les Echos



l'express

LE FIGARO

l'Opinion

LA TRIBUNE



WITH THE SUPPORT OF

IDATE - FINANCIÈRE L'ILE - ALCEN - ANDRÉ LÉVY-LANG

L'Institut français des relations internationales

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est en France, le principal institut de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale.

L'Ifri a pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les grands événements internationaux à travers une recherche *policy oriented*, de favoriser le dialogue et de produire une vision d'avenir des dynamiques géopolitiques et géoéconomiques.

Il s'adresse prioritairement aux experts, leaders d'opinion, décideurs des secteurs privé et public et représentants de la société civile.

La gouvernance de l'Ifri, la diversité de ses financements et son cadre déontologique, ainsi que la qualité de ses travaux, garantissent son indépendance et le respect des valeurs qui l'animent.



WPC

Thierry de Montbrial
Fondateur et président

Nicolas de Germay
Vice-président

Song-Nim Kwon
Directeur exécutif

Florent de Chantérac
Producteur exécutif

Guillaume Foucault
Directeur de la communication

Contact:

Dr Song-Nim Kwon: +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail: kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations:

www.worldpolicyconference.com

www.worldpolicyconferencetv.com



Crédits

Direction artistique et éditoriale

Song-Nim Kwon

Traitement de données et relecture

Charlotte Canal

Laura Rocchi

Lucie Skopek

Réalisation graphique et mise en page

Studio RBN

Crédits photos

©**Christophe PEUS**

©**Fabrice DE SILANS**

©**Bahi ABDELMALEK**

Imprimé en France - Mars 2024

Tous droits réservés

ISBN: 979-10-373-0837-5





www.ifri.org

www.worldpolicyconferencetv.com

www.worldpolicyconference.com